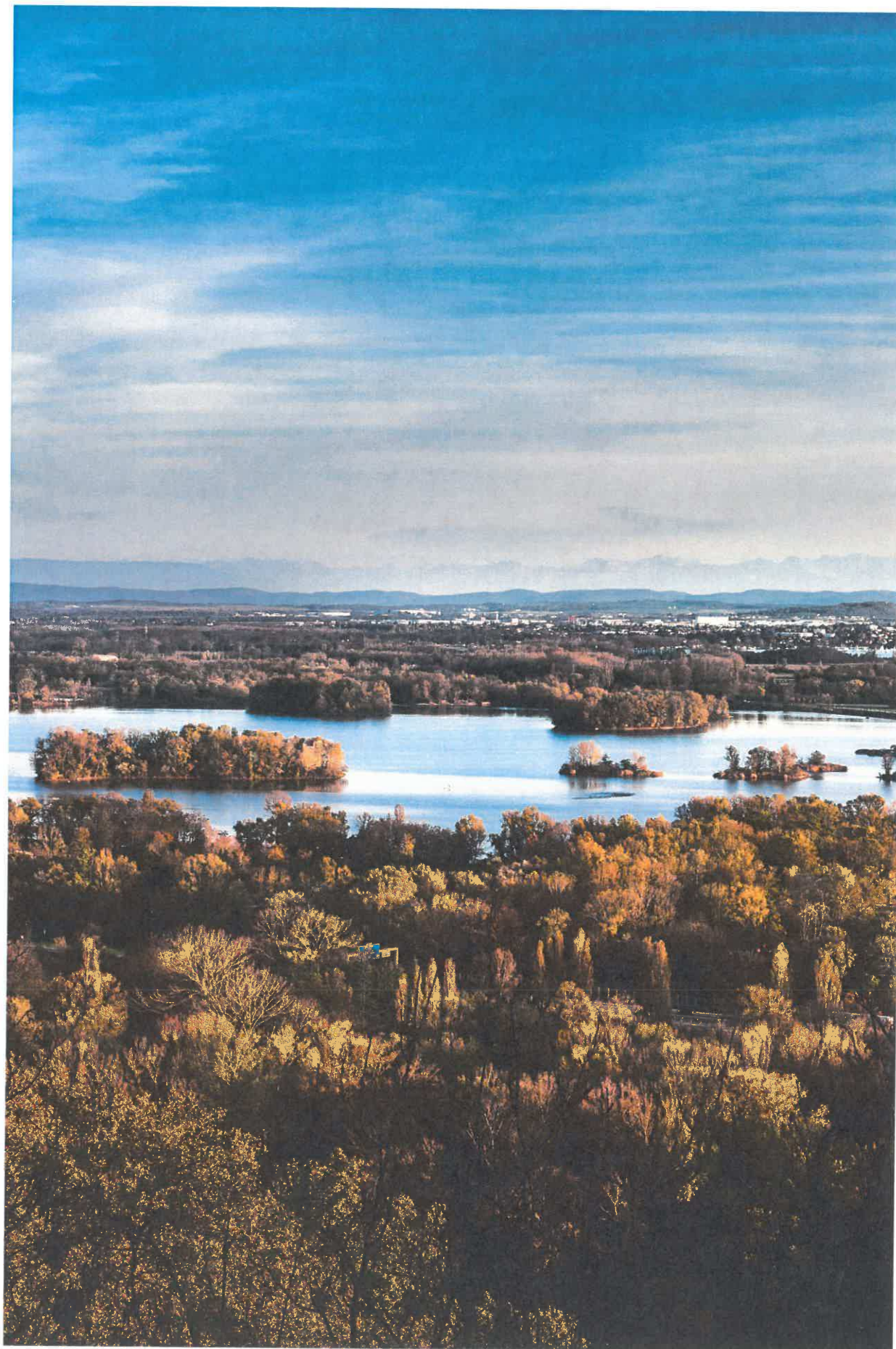


CONTRAT TERRITORIAL DE RELANCE ET DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Territoire de la Communauté
de Communes de Miribel
et du Plateau



SOMMAIRE

CONTRAT P.4

**Contrat Territorial de Relance
et de Transition Écologique** p.4

1

ANNEXE 1 P.19

Orientations stratégiques p.20

2

ANNEXE 2 P.27

Fiches Actions p.28

3

ANNEXE 3 P.109

Diagnostic territorial p.110

4

ANNEXE 4 P.161

Processus d'élaboration du CRTE v1 en 2021 p.162

5

ANNEXE 5 P.163

Porteurs de projets et cibles p.164

6

ANNEXE 6 P.171

Indicateurs de suivi p.172

7

ANNEXE 7 P.175

Maquette financière p.176

8

ANNEXE 8 P.187

Protocole financier annuel p.188

CONTRAT TERRITORIAL DE RELANCE ET DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

entre

LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE MIRIBEL ET DU PLATEAU

Représentée par Mme la Présidente
Caroline Terrier autorisée à l'effet des
présentes suivant délibération en
date du 6 juillet 2021,
Ci-après désignée par « CCMP »,
D'une part,

et

L'ÉTAT,

Représenté par Mme la Préfète de l'Ain
- Catherine Sarlandie de La Robertie
Ci-après désigné par « l'État » ;
D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Préambule

Dans le prolongement de l'accord de partenariat signé avec les régions le 28 septembre 2020, qui se traduira dans des contrats de plan État-région (CPER) renouvelés d'une part, dans les Programmes opérationnels européens d'autre part, le Gouvernement souhaite que chaque territoire soit accompagné pour décliner, dans le cadre de ses compétences, un projet de relance et de transition écologique à court, moyen et long terme, sur les domaines qui correspondent à ses besoins et aux objectifs des politiques territorialisées de l'État, dans le cadre d'un projet de territoire.

La transition écologique, le développement économique et la cohésion territoriale constituent des ambitions communes à tous les territoires : elles doivent être traduites de manière transversale et opérationnelle dans la contractualisation, qui est aujourd'hui le mode de relation privilégié entre l'État et les collectivités territoriales, sous la forme de contrats territoriaux de relance et de transition écologique (CRTE). Le Gouvernement poursuit, au travers de ces nouveaux contrats, l'ambition de simplifier et d'unifier les dispositifs de contractualisation existants avec les collectivités.

Territoire d'agrafe entre l'aire métropolitaine lyonnaise et le Département de l'Ain, la CCMP est une intercommunalité soucieuse d'aménager son territoire sur le long terme. C'est pourquoi elle avait d'ores et déjà entrepris depuis plusieurs années des démarches prospectives afin de se doter d'outils de planification pour la mise en œuvre de certaines politiques publiques. Ainsi en est-il du Plan Global de Déplacements (PGD) en matière de mobilité, du Programme Local de l'Habitat (PLH) en matière d'Habitat ou encore du Plan Climat Air-Energie-Territorial (PCAET) en matière de transition énergétique. Le CRTE permet ainsi d'articuler les problématiques relevant de ses propres fonctions de centralité (services), d'accessibilité (fonctions productives et d'emploi) mais également de maîtrise des enjeux de développement durable.

Document prospectif, le CRTE tient compte des dynamiques passées sans pour autant les formaliser. Il invite à l'exemplarité et mentionne donc les actions municipales déjà réalisées pouvant être reproduites à l'échelle du bloc local. Conformément aux orientations fixées par l'Etat, la CCMP comprend le CRTE (2021) comme un document à caractère évolutif. Une deuxième version de ce contrat, qui s'appuiera plus largement sur la participation du public, est donc prévue en 2023, afin de préciser certains éléments qui n'étaient pas encore disponibles au jour de la signature du dit-contrat. Les éléments concernés sont indiqués au fil du contrat et de ses annexes.

Article 1 – Objet du contrat

Les contrats de relance et de transition écologique (CRTE) ont pour objectif d'accompagner la relance de l'activité par la réalisation de projets concrets contribuant à la transformation écologique, sociale, culturelle et économique de tous les territoires (urbain et rural, montagne et littoral, métropole et outre-mer).

Les CRTE s'inscrivent :

- Dans le temps court du plan de relance économique et écologique avec des actions concrètes et des projets en maturation ayant un impact important pour la reprise de l'activité dans les territoires ;
- Dans le temps long en forgeant des projets de territoire ayant pour ambition la transition écologique et la cohésion territoriale.

Pour réussir ces grandes transitions, les CRTE s'enrichissent de la participation des forces vives du territoire que sont les entreprises ou leurs représentants, les associations, les habitants.

La circulaire du Premier Ministre n 6231 / SG du 20 novembre 2020 relative à l'élaboration des Contrats Territoriaux de Relance et de Transition Écologique confirme la contractualisation comme le mode de relation privilégié entre l'Etat et les territoires, associés à la territorialisation du plan de relance.

Le CRTE définit un cadre de partenariat et ses modalités de mise en œuvre pour réussir collectivement la transition écologique, économique, sociale et culturelle du territoire de la CCMP autour d'actions concrètes qui concourent à la réalisation d'un projet résilient et durable. Ces contrats mobiliseront l'ensemble des moyens d'accompagnement existants au profit des collectivités locales, entreprises et populations des territoires engagés. Sur la base du projet de territoire, les dynamiques des dispositifs contractuels existants seront intégrées et articulées.

Le CRTE permet de concrétiser des actions communes de coopération entre les territoires dont les interactions pour des questions d'emplois, de mobilité, de services, de culture, de loisirs, de tourisme... influencent les projets de territoire.

Le contrat contient l'ensemble des engagements des différents partenaires pour l'ensemble de la période contractuelle 2021-2026 : Etat, opérateurs, collectivités, secteur privé.

1.1. Evolution du CTE vers un CRTE

Le territoire de la CCMP n'est pas concerné.

Les territoires signataires d'un Contrat de Transition Écologique qui souhaitent le faire évoluer vers un CRTE doivent acter cette décision en comité de pilotage du CTE, puis exprimer leur volonté par une demande écrite au Préfet de département, avant la date de la signature des parties prenantes au CRTE.

Le périmètre du CTE XXX, qui ne correspond pas à la maille territoriale de référence de la circulaire, a été revu d'un commun accord entre les signataires du CTE avant la signature du CRTE afin d'évacuer tout litige et contentieux pouvant nuire à l'avancement du CRTE.

Le contenu du CTE et l'ensemble de ses annexes sont pris en compte dans l'évolution vers le CRTE. L'ensemble des engagements du contrat est repris dans le CRTE conformément aux droits et obligations de chaque établissement public ou opérateur engagés dans un CTE et financeurs d'une action CTE.

Le remplacement du CTE par le CRTE prend effet à la signature du CRTE par les parties prenantes au contrat.

1.2. Présentation du territoire signataire et de ses dispositifs en cours

Le territoire de la CCMP et ses partenaires ont souhaité s'engager dans cette démarche de contractualisation.

Le territoire de la CCMP, bassin de population et d'équipement rassemblant près de 23 000 habitants, est situé sur un des axes de développement de l'aire métropolitaine lyonnaise. Il fait partie intégrante de la conurbation le long de l'autoroute A42 au pied de la Côte et son bassin de vie connaît une double-influence le long de la Côte vers Dagneux-Montluel et au nord vers St André de Corcy et Trévoux. L'activité agricole domine ce territoire dont le modèle de développement est faiblement consommateur d'espace (187 ha consommés entre 2000 et 2010).

La CCMP est un territoire attractif d'un point de vue démographique : sa population a doublé entre 1962 et 2016 (+13 300 nouveaux habitants) sous l'effet du processus de périurbanisation lié au dynamisme de l'aire métropolitaine lyonnaise. Les grands logements dominent le parc résidentiel (avec une forte proportion de maisons individuelles). La majorité des résidents (67%) sont des propriétaires occupants. Si le territoire s'avère très attractif pour les familles, son profil socio-démographique évolue parallèlement vers un vieillissement de la population.

Sur le champ de la transition écologique, les transports (37%), notamment routiers, et l'activité industrielle (35%) sont les secteurs les plus énergivores pour lesquels respectivement l'autoroute A42 et une grande entreprise de plasturgie sont assez impactants. Le secteur résidentiel représente aussi un poste énergivore conséquent (26%). De fait, le territoire est assez dépendant aux énergies fossiles, en raison des carburants utilisés pour les transports. Parallèlement, les impacts locaux du changement climatique se font ressentir : qualité de l'air, canicules et sécheresses, avec une acuité renforcée pour le monde agricole confronté à une fragilisation de la ressource en eau.

Le développement économique (10 579 emplois et 849 établissements en 2019) est un moteur fort du territoire qui est idéalement situé par rapport aux principaux sites économiques métropolitains (Cargoport de l'aéroport Lyon-Saint Exupéry, PIPA, Lybertec) facilement connectés par des axes autoroutiers (A46 nord, A42, A432). L'industrie (26% des établissements ; 35% des salariés ; 12 grands comptes) laisse progressivement place à une dynamique de tertiarisation. Miribel, Saint-Maurice-de-Beynost et Beynost sont les pôles d'emplois structurants du territoire. Le secteur des services est en augmentation depuis 2009. Des dynamiques récentes de projets font écho au CRTE dans le domaine de la rénovation énergétique, de la requalification urbaine autour de la ZA commerciale de Beynost et un projet de ressourcerie impulsé par l'intercommunalité sur Miribel est actuellement à l'étude.

Si l'organisation des mobilités reste structurée par l'usage de la voiture (part modale de 50%) dans un contexte d'augmentation de la distance entre lieu de résidence et lieu d'emploi à l'échelle de l'aire métropolitaine lyonnaise, le territoire de la CCMP présente des leviers pour développer les autres modes : desserte en transports en commun avec le réseau de transport collectif Colibri (mis en service en 2012), des connexions assurées avec le réseau de l'agglomération lyonnaise (TCL), une desserte ferroviaire de qualité (4 gares TER) ainsi qu'un réseau cyclable de 17 km. Les dynamiques d'évolution des parts modales entre 2006 et 2015 vont dans le sens d'une transition : recul de l'usage de la voiture (-14 pts), progression de la marche (+12 pts) et hausse des TC urbains (+2 pts).

S'appuyant sur le projet développé par la CCMP et ses communes, le CRTE décline, par orientation stratégique, des actions opérationnelles pour conduire sa démarche de transformation à moyen et long terme, en mobilisant dans la durée les moyens des partenaires publics et privés. Le CRTE traduit également la manière dont le volet territorial du CPER se décline concrètement dans le territoire.

Le contenu du présent contrat est conçu sur-mesure, par et pour les acteurs locaux. C'est un contrat évolutif et pluriannuel d'une durée de 6 ans. Il fera l'objet d'une large communication et d'une évaluation sur la base d'indicateurs de performances numériques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux.

Article 2 – Ambition du territoire de la CCMP

Le projet de territoire porte l'ambition politique et stratégique du territoire. Il relie l'histoire du territoire avec ses réalités présentes et sa trajectoire dans la transition pour construire un avenir durable. La vision stratégique constitue la colonne vertébrale du projet de territoire ; elle donne un sens commun aux actions et à l'engagement des acteurs.

L'élaboration d'une vision stratégique suppose :

- D'identifier les enjeux du territoire à l'aune de la transition écologique et de la cohésion territoriale, transversaux et interdépendants, les forces et faiblesses, et de favoriser l'articulation entre les différentes dimensions qu'elles soient écologiques, économiques, sociales, culturelles, éducatives, relatives à la santé, etc. en favorisant les synergies et les complémentarités entre les territoires ;
- De les décliner en orientations stratégiques et en plans d'actions.

Cette vision peut être élaborée suivant différentes méthodes en s'appuyant sur l'existant (PLUi, PLH, SCOT, SDAASAP, SRDEII, SRADDET...). Elle se construit et doit être partagée avec l'ensemble des acteurs territoriaux – acteurs socio-économiques, associations, habitants, collectivités territoriales, État, etc. Associer en amont les acteurs socio-économiques et les habitants, usagers du territoire, est un gage de partage de la vision stratégique et de l'émergence de porteurs de projets engagés.

La vision stratégique du territoire est évolutive ; elle prend en compte l'avancée du projet de territoire et les événements qui peuvent impacter le territoire.

Le partenariat construit autour de ce contrat, participe à fédérer les acteurs pour une vision globale du territoire et un développement concerté.

En accord avec les services de l'Etat, la CCMP animera la co-construction de son projet de territoire avec les parties prenantes en 2022-2023 afin de l'intégrer dans une 2^e version de son CRTE à l'horizon juin 2023.

Un résumé de ce projet de territoire partagé sera ainsi intégré à cette 2^e version du CRTE de la CCMP.

Toutefois, le territoire étant déjà doté d'un PCAET, d'un Plan Global de Déplacements ainsi que d'un PLH, cette première version du CRTE a déjà pu prendre appui sur les orientations stratégiques de ces documents cadres pour structurer sa stratégie et son programme d'actions. Le projet de territoire à venir d'ici 2023 permettra de consolider et d'enrichir ces premières orientations qui donnent d'ores et déjà une vision plus transversale et intégrée des politiques publiques portées par la CCMP. Les quatre orientations stratégiques retenues pour la première version du CRTE figurent ci-après.

Article 3 – Les orientations stratégiques

Le présent contrat fixe les orientations stratégiques en s'appuyant sur le projet développé par la CCMP ainsi que les communes qui la composent. Au regard des principaux enjeux identifiés pour le territoire, en lien avec les enjeux portés par le CRTE, 4 axes stratégiques ont été retenus pour structurer le CRTE de la CCMP. Les orientations stratégiques viennent s'inscrire dans ces axes, au regard des grands enjeux retenus. L'ensemble est détaillé dans l'**annexe « Orientations stratégiques »** jointe à ce contrat. En voici un résumé :

● AXE 1 : Développer la transversalité des politiques publiques et les coopérations inter-territoriales, au bénéfice de la transition écologique et de la cohésion sociale

Pour ce premier axe, les orientations stratégiques visent à : tirer parti de la dynamique CRTE pour développer des projets ambitieux en matière de transition écologique et de cohésion sociale ; travailler les projets en logique de mutualisation / coopération avec les principales intercommunalités voisines ; intégrer les grands objectifs et orientations du PCAET, du PLH et du PGD dans la stratégie du CRTE ; animer le dialogue territorial pour sensibiliser et mobiliser les partenaires publics, privés et la société civile.

● AXE 2 : Tendre vers une mobilité et des bâtiments "bas carbone" et accessibles à tous

Pour ce second axe, les orientations stratégiques visent à : développer les alternatives de mobilité « bas carbone » pour les déplacements locaux et longue distance : modes actifs, covoiturage et transports en commun ; tendre vers un parc bâti « bas carbone » ; moderniser l'éclairage public ; sensibiliser et accompagner les habitants, entreprises tertiaires, commerces et industries vers des pratiques et des équipements plus sobres énergétiquement ; développer une offre locative privée et sociale pour améliorer les parcours résidentiels et accompagner le dynamisme économique du territoire.

● **AXE 3 : Adapter le territoire aux impacts locaux du changement climatique, préserver les sols, les écosystèmes et les ressources naturelles**

Pour ce troisième axe, les orientations stratégiques visent à : réduire la vulnérabilité territoriale : gestion écologique des ressources, lutte contre les îlots de chaleur urbains ; accompagner la transition vers une agriculture durable et agroécologique ; gérer la ressource en eau de façon durable ; encourager les projets de requalification urbaine pour éviter l'artificialisation des sols ; développer des actions de préservation de la côtière (phénomène croissant d'érosion).

● **AXE 4 : Porter une stratégie économique qui valorise et préserve les ressources territoriales et développe les énergies renouvelables**

Pour ce quatrième axe, les orientations stratégiques visent à : développer les énergies renouvelables ; construire un Projet Alimentaire Territorial et promouvoir les circuits courts ; soutenir et développer des projets d'économie sociale et solidaire (ESS) et de d'économie circulaire ; requalifier les ZA et améliorer leur qualité environnementale ; mener une réflexion prospective sur l'évolution des modes de travail pour adapter l'offre aux besoins.

Les orientations stratégiques font l'objet de fiches descriptives, jointes en annexe 1. Ces fiches comprennent des objectifs - chiffrés dans la mesure du possible ou qualitatifs - qui peuvent être selon le cas des objectifs numériques, écologiques, économiques, culturels ou sociaux, avec des indicateurs de résultats. Elles indiquent la liste des actions prêtes à être engagées ou des projets qui restent à préciser par champ d'intervention.

En cas d'évolution de leur contenu en cours de contrat, elles seront validées par le comité de pilotage, sans nécessité d'avenant.

Article 4 – Le Plan d'action

Le plan d'action est la traduction du projet de territoire qui se décline en actions de la collectivité et des acteurs territoriaux.

4.1 Intégration des contractualisations et programmes de l'Etat

Après la définition du périmètre, dès la phase d'engagement de l'élaboration du contrat, le recensement des contractualisations existantes relève du diagnostic du territoire.

Il s'agit d'identifier :

- Les programmes territorialisés de l'ANCT : de la politique de la ville (Grande équipe de la réussite républicaine, Education et petite enfance...), du numérique (France très haut débit, Nouveaux lieux nouveaux liens, Société numérique...), des territoires et de la ruralité (Action cœur de ville, territoires d'industrie, Petites villes de demain, Agenda rural...) ;
- Les contrats de l'Etat transversaux comme les contrats de transition écologique et sectoriels des autres ministères, notamment ceux de la Culture, de l'Education nationale, de la Santé, des Sports et de tout autre dispositif à destination des collectivités territoriales ;
- L'intégration avec les dispositifs contractuels régionaux et/ou départementaux est recherchée, dans toute la mesure du possible.

En fonction des priorités du projet de territoire et de la volonté des partenaires, les conventions et contrats préexistants peuvent élargir et enrichir les orientations et objectifs stratégiques du CRTE, et être intégrés progressivement dans le CRTE. Cette intégration entraîne la mutualisation de la gouvernance, tout en conservant la possibilité de conserver des instances de pilotage resserrées autour de problématiques spécifiques. Les engagements financiers qu'ils contiennent sont repris dans la maquette globale.

Des modalités d'articulation avec d'autres dispositifs non intégrés dans le contrat (contrats de l'Etat, moyens des opérateurs, contrats des collectivités...) peuvent être précisées.

Concernant le territoire de la CCMP, il n'existe pas à ce jour d'autre Contrat signé avec l'Etat, la Région ou le Département.

4.2. Validation des actions

Les actions du CRTE sont décrites dans des fiches action et des fiches projet en annexe 2.

Les opérations envisagées sont d'abord l'objet de « fiches-projets » qui deviennent des « fiches-actions » lorsque leur nature et leur plan de financement sont établis et qu'elles sont suffisamment mûres pour démarrer à court terme dans un délai raisonnable.

Les projets accompagnés devront être économes en foncier et en ressources et améliorer l'état des milieux naturels, afin de s'inscrire dans les engagements nationaux (stratégies bas-carbone et biodiversité). Ils peuvent être de grande envergure, structurants pour le territoire, ou à plus petite échelle, mais toujours porteurs d'une plus-value sociale, économique,

culturelle et environnementale forte, pour les habitants, les acteurs socio-économiques et les associations. Les projets peuvent également poursuivre des objectifs de coopérations entre territoires : des actions peuvent être communes à deux CRTE avec deux participations financières.

Les engagements peuvent être de différentes natures, ils précisent :

- La maîtrise d'ouvrage du contrat et la désignation du pilote pour son élaboration, son suivi, sa mise en œuvre, la description des actions et des projets, les objectifs poursuivis, l'évaluation et les résultats spécifiques attendus au terme du contrat ;
- L'animation des acteurs du territoire, en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, Etat, établissements publics...) pour initier et catalyser la dynamique du territoire ;
- Les acteurs mobilisés et leur rôle qu'il s'agisse d'appui financier, administratif, technique ou en moyens humains ;
- Les crédits budgétaires, les financements déjà mobilisés notamment lorsqu'ils proviennent de financements de droit public ;
- La mise à disposition de moyens (humains, matériels, immobilier) ;
- L'ingénierie (conseils juridiques et techniques) ;
- Les indicateurs de suivi et de résultats, les évaluations ;
- L'échéancier (planning d'action, calendrier prévisionnel de réalisation) ;
- Les courriers de confirmation des acteurs pour leur implication (notamment financière) ;
- Les autorisations nécessaires aux actions et aux projets pour éviter celles et ceux qui auraient un impact négatif sur l'environnement ou pour les populations en conformité avec la réglementation en vigueur. Les actions accompagnées au titre du présent CRTE restent soumises aux procédures administratives, et en particulier des autorisations nécessaires au projet

Les enveloppes financières indiquées sont prévisionnelles et maximales. Elles s'inscrivent dans les règles d'utilisation en vigueur et dans la limite des montants annuels disponibles.

Les actions sont « à valider » quand elles sont portées, décrites, financées, évaluées et prêtes à démarrer.

L'inscription formelle des actions dans le CRTE est validée par les instances de gouvernance en s'appuyant sur l'expertise des services déconcentrés de l'Etat, des opérateurs et des services des collectivités territoriales concernées.

Le préfet peut saisir autant que de besoin la « Mission de coordination nationale des Contrats Territoriaux de Relance et de Transition Ecologique » (cf. article 6.3.) pour toute opération nécessitant un éclairage particulier.

Les actions prêtes sont inscrites chaque année dans une convention de financement annuelle qui détaille la participation des différents partenaires (modèle annexé)

4.3. Projets et actions en maturation

Des projets, de niveaux de maturité différents seront listés dans le contrat. Les projets feront l'objet d'un travail spécifique de maturation afin d'être proposés à l'intégration du contrat, lors du comité de pilotage ultérieur à la signature, en fonction de leur compatibilité avec les objectifs du contrat, de leur faisabilité, de leur valeur d'exemple et de leur dimension collective ou de leur effet d'entraînement.

Ces évolutions seront examinées et validées par la gouvernance définie à l'article 8. En cas d'évolution de leur contenu en cours de contrat, les « fiches actions » ou les « fiches actions en maturation » seront validées au fil de l'eau par le comité de pilotage, sans nécessité d'avenant.

4.4. Les actions de coopération interterritoriale

Chaque territoire se construit par ses dynamiques internes et par ses interactions avec d'autres échelles et dynamiques territoriales qui participent également du projet de territoire. Ces relations peuvent se traduire par des projets communs, des partages d'expériences qui impactent positivement les territoires voisins.

Les actions de coopération entre territoires permettent plus particulièrement de :

- Favoriser les synergies et complémentarité entre les territoires en assurant une cohérence des interventions (ex éviter le financement de projets similaires sur des territoires voisins qui pourraient se concurrencer) ;
- Encourager les solidarités entre les territoires les plus dynamiques et ceux en difficulté ;
- Renforcer les fonctions de centralité de certains territoires ;
- Répondre aux enjeux posés par les grands territoires communs (bassins d'emploi liés par des flux domicile-travail et des enjeux de logement ou de mobilité, espaces naturels et touristiques, écosystèmes d'acteurs de grands bassins industriels, qualité de l'air, changement climatique, etc.) ;
- Construire des filières pour rapprocher offre et demande (énergie, alimentation, etc.) ;
- Mutualiser des moyens (achats groupés, ingénierie, etc.).

- Les mesures sont à définir localement. Différents types d'action sont envisageables : études, expérimentations, projets communs, mutualisation de ressources, actions d'information et d'animation sur certaines thématiques, concertation pour l'implantation de projets à fort rayonnement ou avec des impacts importants, participation réciproque à la gouvernance des contrats...

Ce volet dédié aux actions de coopération entre les territoires, dont le contenu est à définir localement, est à réfléchir dès la phase du projet de territoire puis tout au long de l'élaboration du contrat.

Concernant le territoire de la CCMP, des premières actions de coopération ont été engagées telles que le Projet Alimentaire Territorial et l'adhésion au programme LEADER porté par la CC de la Dombes. D'autres coopérations intercommunales ont également été menées, sous l'égide du SCOT notamment. La réflexion à ce sujet sera élargie et concertée à l'occasion des temps d'échanges à venir en 2022-2023, en vue de compléter une 2^e version du CRTE de la CCMP à horizon 2023.

4.5 Vision d'ensemble des actions proposées

Un tableau croisé des fiches actions / cibles CRTE / porteurs de projets est annexé à ce contrat.

Il est intéressant de noter par ailleurs qu'une grande part des actions proposées sont très transversales, puisque sur un total de 37 actions proposées, 25 visent au moins 3 cibles CRTE, et 9 actions visent au moins 2 cibles CRTE.

Article 5 : modalités d'accompagnement en ingénierie

Plusieurs partenaires sont susceptibles de proposer un soutien en ingénierie (les opérateurs (l'ANCT, Cerema, Ademe...), la Banque des territoires), services déconcentrés de l'Etat, collectivités territoriales, agences techniques départementales, CAUE, CPIE, Agences d'urbanisme...) pour les différentes phases du contrat (élaboration du projet de territoire, définition et mise en œuvre des projets, participation des habitants, suivi et évaluation du contrat) qu'il conviendra de préciser et de rappeler dans le bilan du contrat. L'activation de cet accompagnement s'effectuera selon les modalités de saisines propres à chaque organisme.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui pourraient notamment mobiliser des financements pour le montage des projets et les investissements.

Ce soutien peut prendre d'autres formes partenariales comme le renfort en capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que des projets eux-mêmes, comme par exemple :

- Étudier les actions amorcées, nécessitant un approfondissement technique et financier afin de préciser les aides potentielles ;
- Partager les actions et les résultats relatifs aux contrats et partenariats en cours, déjà financés sur les autres territoires du CRTE ;
- Mettre en relation les relais et réseaux que ces partenaires financent et/ou animent avec les territoires engagés pour renforcer leur capacité d'action.

Article 6 – Engagements des partenaires

Les partenaires du CRTE s'engagent à assurer la réalisation des actions inscrites à ce contrat.

6.1. Dispositions générales concernant les financements

Les financeurs s'efforcent d'instruire dans les meilleurs délais les demandes de financement qui leur sont soumises et à apporter leur appui pour contribuer à la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention.

Les financements inscrits dans les fiches sont des montants prévisionnels. Ils sont à mobiliser suivant les dispositifs et dispositions propres aux différents partenaires. Les éléments financiers qui y sont inscrits sont fondés sur une première analyse de l'éligibilité des actions proposées aux différentes sources de financement des partenaires, selon les modalités décrites dans les fiches actions, mais ne valent pas accord final.

Les montants de prêt, d'avance ou de subvention, sont indicatifs, sous réserve de : disponibilité des crédits et du déroulement des procédures internes à chaque partenaire, de l'instruction des dossiers, des dispositifs en vigueur à la date du dépôt, de la validation par les instances décisionnaires du partenaire considéré. Les décisions font l'objet de conventions spécifiques établies entre le partenaire et le porteur de projet.

6.2. Le territoire signataire

En signant ce contrat de transition écologique, le territoire de la CCMP assume le rôle d'entraîneur et d'animateur de la relance et de la transition écologique de son territoire.

Le territoire signataire s'engage à désigner dans ses services un.e directeur.trice responsable du pilotage du CRTE et à affecter un.e chef.fe de projet, responsable d'animer l'élaboration et la mise en œuvre du contrat, ainsi que l'évaluation. Il-elle pourra être assisté.e d'animateur. trice.s chargé.e.s de faciliter l'émergence de projets et d'accompagner les porteurs (associations, entreprises, communes...).

Pour les collectivités les moins bien dotées en capacité d'ingénierie, un co-financement du poste de chef.fe de projet pourra être assuré par l'Etat.

Si le contrat concerne plusieurs collectivités, celles-ci recherchent la coordination et l'animation à l'échelle de l'ensemble du territoire à travers la désignation d'un interlocuteur désigné. Les modalités de fonctionnement entre les deux EPCI sont précisées dans la convention de partenariat en annexe 1.

Le territoire signataire s'engage à animer le travail en associant les acteurs du territoire et en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, Etat, établissements publics, habitants, associations...) afin d'initier et de catalyser la dynamique du territoire en faveur du projet de territoire. Le partage des orientations et des actions qui découlent du projet de territoire détaillé dans le CRTE est organisé localement au moment jugé opportun par la collectivité signataire, en accord avec l'Etat. Ce moment de partage a pour objectif, avant et également après la signature du CRTE, d'enrichir les actions, de favoriser la mobilisation autour du CRTE et l'émergence d'éventuels porteurs de projets.

Le territoire signataire s'engage à mobiliser les moyens, tant humains que financiers, nécessaires au bon déroulement du CRTE, ainsi qu'à son évaluation.

Le territoire signataire s'engage à la mise en œuvre des actions inscrites au CRTE, dont il est maître d'ouvrage.

6.3 L'Etat, les établissements et opérateurs publics

Conformément à la circulaire 6231/SG du 20 novembre 2020, l'Etat s'engage à travers ses services, services déconcentrés et établissements à accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du CRTE, dans une posture de facilitation des projets.

L'appui de l'Etat porte en particulier sur l'apport d'expertises techniques et juridiques et la mobilisation coordonnée de ses dispositifs de financement au service des projets du CRTE.

L'Etat s'engage à optimiser les processus d'instruction administrative et à examiner les possibilités d'expérimentation de procédures nouvelles, ou de simplification de procédures existantes, sur la base de projets précis qui lui seraient présentés dans le cadre du CRTE.

L'Etat s'engage à étudier le possible cofinancement des actions inscrites dans le CRTE, qui seraient éligibles aux dotations et crédits de l'Etat disponibles.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui mobiliseront notamment des financements pour le montage des projets et les investissements. Ce soutien permettra de renforcer la capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que les projets eux-mêmes.

En particulier :

- L'ADEME peut apporter un appui à travers un contrat d'objectifs transversal sur la durée du contrat de transition écologique et intervenir en soutien de certaines opérations du CRTE ;
- La Caisse des dépôts peut mobiliser la Banque des territoires pour accompagner les acteurs locaux dans leurs projets de développement territorial - conseil et ingénierie, prêts, investissements en fonds propres, services bancaires, consignations et dépôts spécialisés ;
- Le Cerema peut apporter un appui en matière de définition des projets de territoires, des actions complexes (ex : réseaux), des indicateurs et d'évaluation.

D'autres établissements publics ou opérateurs de l'Etat peuvent intervenir : l'Office français pour la biodiversité (OFB), l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), la Banque publique d'investissement (Bpifrance), l'Agence française de développement (AFD), etc.

Les contributions spécifiques des établissements publics et opérateurs sont portées en annexe de ce contrat.

6.4. Engagements des opérateurs publics

Au regard du calendrier court d'élaboration de cette première version du CRTE, la CCMP ne dispose pas encore des engagements écrits des opérateurs publics déjà partenaires ou qui envisagent de soutenir ses actions à court terme. Toutefois, plusieurs opérateurs publics sont déjà mentionnés au niveau des Fiches Actions concernées, en annexe de ce contrat. La deuxième version du CRTE, à horizon 2023, permettra de consolider ce chapitre.

6.5. Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques

Il s'agit de renforcer la cohésion territoriale et l'appartenance nécessaires à la dynamique de transformation du territoire en mobilisant, écoutant, faisant participer les habitants et les acteurs socio-économiques à la décision du cap collectif.

La dynamique d'animation du projet vise une communication et une sensibilisation en continu pour permettre aux acteurs et partenaires de s'associer aux actions de transformation ; une attention particulière sera portée à la facilitation de la mobilisation citoyenne en faveur du projet collectif. Concrètement, la mobilisation des citoyens peut prendre deux types de formes : la participation des publics à l'élaboration de la décision publique d'une part, et les initiatives citoyennes prises et mises en œuvre par les citoyens eux-mêmes d'autre part.

Les entreprises, de par leur impact sur l'environnement et l'emploi, sont des acteurs indispensables au projet de développement écologique et économique du territoire ; leur collaboration peut permettre d'identifier de nouvelles synergies en particulier dans une logique d'économie circulaire.

6.6. Maquette financière

La maquette financière récapitule les engagements prévisionnels des signataires du contrat sur la période contractuelle, en précisant les montants :

- Des crédits du plan France relance ;
- Des crédits contractualisés (nouveaux engagements) ;
- Des crédits valorisés (rappels des engagements antérieurs et des dispositifs articulés non intégrés) ;
- Des actions financées par des conventions ad hoc avant la signature du CRTE ;
- L'engagement d'un comité des financeurs donnant sa validation des actions.

Les différents financeurs instruiront dans les meilleurs délais les demandes de participation, selon leurs modalités internes de validation pour les actions entrant dans leur champ de compétence.

La maquette financière peut être saisie dans la plateforme informatique dédiée.

Article 7 – Gouvernance du CRTE

Les représentants de l'État et des collectivités territoriales porteuses mettent en place une gouvernance conjointe pour assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du CRTE.

Cette gouvernance s'articule, selon leurs domaines de compétences respectifs, avec le comité stratégique du plan de relance tel que décrit dans la circulaire n° 6231-SG du 20 novembre 2020 relative au CRTE, et le comité local de cohésion des territoires (CLCT). Le CLCT participe à la définition d'orientations stratégiques communes en matière d'ingénierie au profit des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'échelle départementale.

Cette comitologie, par la dimension intégratrice des CRTE, a vocation à s'articuler voire intégrer les comitologies existantes, dans un souci d'efficacité et de cohérence.

Un premier calendrier indicatif 2021-2023 a été défini afin de poursuivre l'élaboration du CRTE évolutif de la CCMP : un Séminaire de co-construction est ainsi envisagé au printemps 2022, à la suite des temps de préparation en Cotech et Copil (automne-hiver 2021). Ce séminaire sera suivi du COPIL annuel de juin qui pourra permettre, s'il y a lieu, de faire évoluer progressivement le CRTE de la CCMP jusqu'à la 2^e version consolidée prévue à horizon juin 2023.

7.1. Le comité de pilotage

Le comité de pilotage sera mis en place à partir de 2022, dans le cadre de la démarche évolutive d'élaboration du CRTE.

Il est attendu que ce Comité de pilotage soit coprésidé par le Préfet du département de l'Ain ou son représentant, et par la Présidente du territoire ou son représentant.

Seront ainsi invités à participer au Comité de pilotage les représentants de l'exécutif et des services de territoires de la CCMP, des services de l'État, de l'ADEME et de la Caisse des dépôts – Banque des territoires, ainsi que d'autres établissements publics et opérateurs mobilisés en appui du CRTE, et de représentants des collectivités départementales et régionales si elles sont cosignataires.

Il siègera une fois par an au moins de juin pour :

- Valider l'évaluation annuelle du CRTE soumise par le comité technique, sur la base des indicateurs de suivi définis pour le CRTE ;
- Examiner l'avancement et la programmation des actions ;
- Étudier et arrêter les demandes d'évolution du CRTE en termes d'orientations et d'actions (inclusion, adaptation, abandon...), proposées par le comité technique ;
- Décider d'éventuelles mesures rectificatives.

7.2. Le comité technique

Le comité technique est coprésidé par les représentants de l'Etat et du territoire de la CCMP. Il est chargé du suivi de l'avancement technique et financier du CRTE et de rendre compte au comité de pilotage dont il prépare les décisions.

La composition du COTECH sera définie précisément à l'automne 2021.

Il se réunira deux fois par an pour :

- Veiller en détail au bon déroulement des actions prévues au contrat, vérifier l'avancement des dossiers, analyser les éventuelles situations de blocage pour proposer des mesures visant à permettre l'avancement des projets ;
- Établir et examiner le tableau de suivi de l'exécution du CRTE ;
- Mettre en place les outils d'évaluation et analyser les résultats des évaluations ;
- Étudier et valider les demandes d'adhésion à la charte partenariale d'engagement ;
- Étudier et statuer sur les évolutions des fiches orientations ;
- Étudier et statuer sur les évolutions et les propositions d'ajouts de fiches projets et fiches actions.

7.3. L'articulation avec les autres instances locales de suivi des projets

Le CRTE s'inscrit dans un contexte marqué par :

- La mise en œuvre territorialisée du plan de relance et son suivi dans les comités de pilotage et de suivi de la relance ;
- Le déploiement des comités locaux de cohésion territoriale qui suivent l'installation de l'agence nationale de cohésion des territoires.

Dans ce contexte, il appartient au préfet, délégué territorial de l'ANCT, de veiller à l'articulation et la cohérence entre les projets et actions portées par le CRTE, et les orientations fixées par le comité local de cohésion territoriale.

Le préfet organise, par ailleurs, la remontée d'informations au sujet des actions du CRTE financées par des crédits du plan de relance vers les comités régionaux de pilotage et de suivi de la relance.

Article 8 – Suivi et évaluation du CRTE

Un tableau de bord de suivi du CRTE est établi, régulièrement renseigné, décrivant l'avancement des orientations et actions (taux de réalisation, mobilisation des moyens et financement, indicateurs...). Il est tenu à jour sous la responsabilité d'un binôme désigné de représentants du territoire concerné et de l'État, membres du comité technique. Il est examiné par le comité technique et présenté en synthèse au comité de pilotage. D'autres tableaux de bord partagés, complémentaires, peuvent être établis, en fonction des besoins.

À terme, la plateforme CRTE pourrait être l'outil de renseignement de ces tableaux de bord en vue de leur mise à disposition selon une régularité à définir localement, auprès de l'ensemble des parties prenantes.

Le dispositif d'évaluation, articulé sur plusieurs niveaux (intégralité du CRTE, orientations et actions) avec la définition des indicateurs et la désignation des acteurs en charge de son fonctionnement, fera l'objet de comptes rendus réguliers devant le comité technique, et une fois par an devant le comité de pilotage. Il s'intégrera au dispositif national d'évaluation de l'ensemble des CRTE.

Le CEREMA pourra apporter des conseils méthodologiques pour la définition des indicateurs et du dispositif d'évaluation du CRTE.

Article 9 – Résultats attendus du CRTE

Les résultats du CRTE seront suivis et évalués. Le ou les indicateurs à l'aune desquels ces résultats sont évalués seront choisis en cohérence avec l'objectif recherché lors de la mise en œuvre de l'action. L'évaluation est menée sur la base d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, au regard des objectifs de la SNBC.

Les objectifs détaillés sont précisés dans chaque fiche action en annexe 2.

Les indicateurs de suivi sont précisés en annexe 6 de ce contrat.

Si la liste d'actions arrêtée à la date de signature est complétée au cours de l'exécution du contrat par de nouvelles actions, ces dernières seront prises en compte dans l'évaluation finale du CRTE.

Les valeurs des indicateurs peuvent être saisies dans la plateforme informatique dédiée.

Le tableau ci-dessous récapitule les indicateurs retenus pour cette première version du CRTE, au regard des données mobilisables rapidement avant l'été 2021. D'autres indicateurs seront ajoutés lors de l'élaboration de la seconde version du CRTE d'ici 2023, en lien avec les partenaires pouvant mettre des données à disposition.

Pour certains des indicateurs ci-dessous, une première valeur de référence est disponible, mais l'objectif à court ou moyen terme reste à compléter lors de l'élaboration de la deuxième version de ce CRTE.

ORIENTATION 1

INDICATEUR	RÉFÉRENCE	OBJECTIF
Lutte contre l'artificialisation : Etat d'avancement des PLU	Révisions envisagées à court terme, à confirmer d'ici CRTE v2	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Protection des espaces agricoles, naturels et sylvicoles / biodiversité : Etat d'avancement du Projet Alimentaire Territorial et de la Charte Agricole	Engagement prévu à court terme	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
<i>Autres indicateurs éventuels : à définir d'ici le CRTE v2</i>		

ORIENTATION 2

INDICATEUR	RÉFÉRENCE	OBJECTIF
Mobilité - Nombre de kilomètres de pistes cyclables	17 km de pistes cyclables sur toute la communauté de communes	À horizon 2031 (cf. PGD) : <ul style="list-style-type: none"> 34 kilomètres d'aménagements cyclables supplémentaires planifiés. 1 passerelle « modes doux » à réaliser pour relier le territoire au Grand Parc Création de 470 stationnements cyclables (la mise en place de ces aménagements sera progressive, entre 2017 et 2025, prioritairement à proximité des lieux vie et des grands pôles générateurs de déplacements).
Mobilité - Existence de zone(s) à faible émissions (OUI/NON)	NON	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Mobilité - Taux de remplissage des aires de co-voiturage	51% en 2019	5100 personnes se rendant au travail en covoiturage à horizon 2031 (cf. PGD)
Mobilité - Nombre de projet de stations GNV / IRVE réalisées	2 (à Beynost et Tramoyes)	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>

Mobilité - Part des véhicules bas carbone dans la flotte de transports collectifs	0	À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)
Mobilité - Part du territoire couverte par une autorité organisatrice de la mobilité	ensemble du territoire	À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)
Energie & climat - Emissions de gaz à effet de serre du territoire	182,18 kteqco2 au total 7,32 teqco2 / habitant	À horizon 2030 (source PCAET) : Réduire les émissions de GES (teqCO2) liées aux bâtiments de -46% et celles liées aux transports de -81%.
Energie & climat - Consommations énergétiques du territoire (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage)	1053 GWh au total 44 mWh / habitant	À horizon 2030 (source PCAET) : Réduire la consommation d'énergie de -32% dans le bâti résidentiel, de -17% dans le bâti tertiaire, et de -44% pour les consommations liées au transport.
Energie & climat Production annuelle d'énergies renouvelables (éolien, solaire, hydro-électricité, méthanisation, ... hors pompe à chaleur et hors incinérateur d'ordures ménagères)	35,2 GWh au total	À horizon 2030 (source : PCAET) : <ul style="list-style-type: none"> ● Production d'énergies renouvelables et de récupération (EnRr) équivalente à 12,9% de la consommation énergétique du territoire. ● Solaire photovoltaïque en toiture : 4 800 maisons et 285 bâtiments équipés ou mixtes (gain potentiel de 30 GWh/an). ● Solaire photovoltaïque au sol ou en ombrière : équivalent de 3 850 places de parking, ou 19 ha au sol soit environ 350 places de parking/an (gain potentiel de 10 GWh/an). ● Bois énergie chaufferies centralisées : 13 petites chaufferies bois ou 3 grandes chaufferies (gain potentiel de 10 GWh/an). ● Bois énergie domestique performant : renouveler 2 500 appareils, soit 160 u./an. ● Géothermie : 550 logements chauffés (gain potentiel de 5 GWh/an). ● Méthanisation : équivalent d'1,5 unités « petit collectif » d'ici 2030 (gain potentiel de 10 GWh/an). ● Valorisation chaleur fatale : prospecter des sites (gain potentiel de 10 GWh/an).
Energie & climat - Rénovation énergétique : nombre d'artisans et d'entreprises certifiées RGE sur le territoire	70	À horizon 2030 (source PCAET) : <ul style="list-style-type: none"> ● Rénover 3 000 maisons et 1 800 appartements ● Rénover 180 000 m² de bureaux, ou équivalent, au niveau BBC. ● Renouveler 100% du parc domestique de chauffage au bois (2500 appareils).
Autres indicateurs éventuels : à définir d'ici le CRTE v2		

ORIENTATION 3

INDICATEUR	RÉFÉRENCE	OBJECTIF
Agriculture et alimentation locale : Existence d'un projet alimentaire territorial (oui/non/en cours d'élaboration)	En cours d'élaboration	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Agriculture et alimentation locale : Nombre d'exploitations agricoles	64 exploitations (RGA 2010)	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Agriculture et alimentation locale : Surface agricole utile du territoire	3340 ha (RGP 2019)	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Agriculture et alimentation locale : Nombre d'exploitations du territoire engagées dans des démarches de labellisation environnementale	surface agricole biologique de 622 ha (19 % de la SAU totale)	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Action en matière de biodiversité : Surface des aires protégées (parc naturel, Natura 2000, ZNIEFF)	0,16% du territoire, soit environ 10 km ²	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Action en matière de biodiversité : Nombre de points noirs de continuités écologiques identifiés	9 (dont 2 obstacles ponctuels à l'écoulement des cours d'eau et à la continuité écologique)	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Lutte contre l'artificialisation : Evolution du nombre d'hectares de terres urbanisées vs terres agricoles et/ou naturelles et/ou forestières	20,8% en 2000 et 23,8% en 2020 (soit environ 2 000 ha consommés)	Consommation raisonnée de l'espace : 60% des logements qui seront produits entre 2016 et 2030 devront être construits dans l'enveloppe urbaine et non en extension (source : SCoT BUCOPA)
Eau & assainissement : Nombre de captages prioritaires et nombre de captages bénéficiant d'une protection et d'un plan d'actions	0	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Eau & assainissement : Couverture du territoire par un SAGE (oui/non/en cours d'élaboration)	NON	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Autres indicateurs éventuels : <i>à définir d'ici le CRTE v2</i>		

ORIENTATION 4

INDICATEUR	RÉFÉRENCE	OBJECTIF
Déchets & économie circulaire : Tonnage de déchets produits par le territoire (déchets ménagers et assimilés DMA, y compris gravats)	336 002,38 tonnes (département de l'Ain, 2017)	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Déchets & économie circulaire : Existence de tri à la source des biodéchets dans structures de restauration collective et pour logements collectifs	NON	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Déchets & économie circulaire : Taux de tri sélectif par filière	Taux moyen de recyclage : 61,12%	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Energie & climat : Production annuelle d'énergies renouvelables	Voir chiffre renseigné dans l'orientation 2 (indicateur utilisé deux fois)	Voir objectifs renseignés dans l'orientation 2 (indicateur utilisé deux fois)
Autres indicateurs éventuels : <i>à définir d'ici le CRTE v2</i>		

Article 10 – Entrée en vigueur et durée du CRTE

L'entrée en vigueur du CRTE est effective à la date de signature du présent contrat.

La durée de ce contrat est de six ans.

Au terme du contrat, un bilan sera conduit pour en évaluer les résultats et les impacts.

Article 11 – Evolution et mise à jour du CRTE

Le CRTE est évolutif. Le corps du CRTE et ses annexes peuvent être modifiés par avenant d'un commun accord entre toutes les parties signataires du CRTE et après avis du comité de pilotage. C'est notamment le cas lors d'une évolution de son périmètre ou du nombre d'actions.

Article 12 – Résiliation du CRTE

D'un commun accord entre les parties signataires du CRTE et après avis favorable du comité de pilotage, il peut être mis fin au présent contrat.

Article 13 – Traitement des litiges

Les éventuels litiges survenant dans l'application du présent contrat seront portés devant le Tribunal administratif de Lyon situé au 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon.

Fait à Bourg-en-Bresse

13 SEP. 2021

Madame la Présidente de la CCMP,
Caroline Terrier



Madame la Préfète de l'Ain,
Catherine Sarlandie de La Robertie





CONTRAT TERRITORIAL DE RELANCE ET DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Territoire de la Communauté
de Communes de Miribel
et du Plateau



SOMMAIRE

CONTRAT P.4
**Contrat Territorial de Relance
et de Transition Écologique** p.4

1
ANNEXE 1 P.19
Orientations stratégiques p.20

2
ANNEXE 2 P.27
Fiches Actions p.28

3
ANNEXE 3 P.109
Diagnostic territorial p.110

4
ANNEXE 4 P.161
Processus d'élaboration du CRTE v1 en 2021 p.162

5
ANNEXE 5 P.163
Porteurs de projets et cibles p.164

6
ANNEXE 6 P.171
Indicateurs de suivi p.172

7
ANNEXE 7 P.175
Maquette financière p.176

8
ANNEXE 8 P.187
Protocole financier annuel p.188

CONTRAT TERRITORIAL DE RELANCE ET DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

entre

LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE MIRIBEL ET DU PLATEAU

Représentée par Mme la Présidente
Caroline Terrier autorisée à l'effet des
présentes suivant délibération en
date du 6 juillet 2021,
Ci-après désignée par « CCMP »,
D'une part,

et

L'ÉTAT,

Représenté par Mme la Préfète de l'Ain
– Catherine Sarlandie de la Robertie
Ci-après désigné par « l'État » ;
D'autre part,

CONTRAT

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Préambule

Dans le prolongement de l'accord de partenariat signé avec les régions le 28 septembre 2020, qui se traduira dans des contrats de plan État-région (CPER) renouvelés d'une part, dans les Programmes opérationnels européens d'autre part, le Gouvernement souhaite que chaque territoire soit accompagné pour décliner, dans le cadre de ses compétences, un projet de relance et de transition écologique à court, moyen et long terme, sur les domaines qui correspondent à ses besoins et aux objectifs des politiques territorialisées de l'État, dans le cadre d'un projet de territoire.

La transition écologique, le développement économique et la cohésion territoriale constituent des ambitions communes à tous les territoires : elles doivent être traduites de manière transversale et opérationnelle dans la contractualisation, qui est aujourd'hui le mode de relation privilégié entre l'État et les collectivités territoriales, sous la forme de contrats territoriaux de relance et de transition écologique (CRTE). Le Gouvernement poursuit, au travers de ces nouveaux contrats, l'ambition de simplifier et d'unifier les dispositifs de contractualisation existants avec les collectivités.

Territoire d'agrafe entre l'aire métropolitaine lyonnaise et le Département de l'Ain, la CCMP est une intercommunalité soucieuse d'aménager son territoire sur le long terme. C'est pourquoi elle avait d'ores et déjà entrepris depuis plusieurs années des démarches prospectives afin de se doter d'outils de planification pour la mise en œuvre de certaines politiques publiques. Ainsi en est-il du Plan Global de Déplacements (PGD) en matière de mobilité, du Programme Local de l'Habitat (PLH) en matière d'Habitat ou encore du Plan Climat Air-Energie-Territorial (PCAET) en matière de transition énergétique. Le CRTE permet ainsi d'articuler les problématiques relevant de ses propres fonctions de centralité (services), d'accessibilité (fonctions productives et d'emploi) mais également de maîtrise des enjeux de développement durable.

Document prospectif, le CRTE tient compte des dynamiques passées sans pour autant les formaliser. Il invite à l'exemplarité et mentionne donc les actions municipales déjà réalisées pouvant être reproduites à l'échelle du bloc local. Conformément aux orientations fixées par l'Etat, la CCMP comprend le CRTE (2021) comme un document à caractère évolutif. Une deuxième version de ce contrat, qui s'appuiera plus largement sur la participation du public, est donc prévue en 2023, afin de préciser certains éléments qui n'étaient pas encore disponibles au jour de la signature du dit-contrat. Les éléments concernés sont indiqués au fil du contrat et de ses annexes.

Article 1 – Objet du contrat

Les contrats de relance et de transition écologique (CRTE) ont pour objectif d'accompagner la relance de l'activité par la réalisation de projets concrets contribuant à la transformation écologique, sociale, culturelle et économique de tous les territoires (urbain et rural, montagne et littoral, métropole et outre-mer).

Les CRTE s'inscrivent :

- Dans le temps court du plan de relance économique et écologique avec des actions concrètes et des projets en maturation ayant un impact important pour la reprise de l'activité dans les territoires ;
- Dans le temps long en forgeant des projets de territoire ayant pour ambition la transition écologique et la cohésion territoriale.

Pour réussir ces grandes transitions, les CRTE s'enrichissent de la participation des forces vives du territoire que sont les entreprises ou leurs représentants, les associations, les habitants.

La circulaire du Premier Ministre n 6231 / SG du 20 novembre 2020 relative à l'élaboration des Contrats Territoriaux de Relance et de Transition Écologique confirme la contractualisation comme le mode de relation privilégié entre l'Etat et les territoires, associés à la territorialisation du plan de relance.

Le CRTE définit un cadre de partenariat et ses modalités de mise en œuvre pour réussir collectivement la transition écologique, économique, sociale et culturelle du territoire de la CCMP autour d'actions concrètes qui concourent à la réalisation d'un projet résilient et durable. Ces contrats mobiliseront l'ensemble des moyens d'accompagnement existants au profit des collectivités locales, entreprises et populations des territoires engagés. Sur la base du projet de territoire, les dynamiques des dispositifs contractuels existants seront intégrées et articulées.

Le CRTE permet de concrétiser des actions communes de coopération entre les territoires dont les interactions pour des questions d'emplois, de mobilité, de services, de culture, de loisirs, de tourisme... influencent les projets de territoire.

Le contrat contient l'ensemble des engagements des différents partenaires pour l'ensemble de la période contractuelle 2021-2026 : Etat, opérateurs, collectivités, secteur privé.

1.1. Evolution du CTE vers un CRTE

Le territoire de la CCMP n'est pas concerné.

1.2. Présentation du territoire signataire et de ses dispositifs en cours

Le territoire de la CCMP et ses partenaires ont souhaité s'engager dans cette démarche de contractualisation.

Le territoire de la CCMP, bassin de population et d'équipement rassemblant près de 23 000 habitants, est situé sur un des axes de développement de l'aire métropolitaine lyonnaise. Il fait partie intégrante de la conurbation le long de l'autoroute A42 au pied de la Côtière et son bassin de vie connaît une double-influence le long de la Côtière vers Dagneux-Montluel et au nord vers St André de Corcy et Trévoux. L'activité agricole domine ce territoire dont le modèle de développement est faiblement consommateur d'espace (187 ha consommés entre 2000 et 2010).

La CCMP est un territoire attractif d'un point de vue démographique : sa population a doublé entre 1962 et 2016 (+13 300 nouveaux habitants) sous l'effet du processus de périurbanisation lié au dynamisme de l'aire métropolitaine lyonnaise. Les grands logements dominent le parc résidentiel (avec une forte proportion de maisons individuelles). La majorité des résidents (67%) sont des propriétaires occupants. Si le territoire s'avère très attractif pour les familles, son profil socio-démographique évolue parallèlement vers un vieillissement de la population.

Sur le champ de la transition écologique, les transports (37%), notamment routiers, et l'activité industrielle (35%) sont les secteurs les plus énergivores pour lesquels respectivement l'autoroute A42 et une grande entreprise de plasturgie sont assez impactants. Le secteur résidentiel représente aussi un poste énergivore conséquent (26%). De fait, le territoire est assez dépendant aux énergies fossiles, en raison des carburants utilisés pour les transports. Parallèlement, les impacts locaux du changement climatique se font ressentir : qualité de l'air, canicules et sécheresses, avec une acuité renforcée pour le monde agricole confronté à une fragilisation de la ressource en eau.

Le développement économique (10 579 emplois et 849 établissements en 2019) est un moteur fort du territoire qui est idéalement situé par rapport aux principaux sites économiques métropolitains (Cargoport de l'aéroport Lyon-Saint Exupéry, PIPA, Lybertec) facilement connectés par des axes autoroutiers (A46 nord, A42, A432). L'industrie (26% des établissements ; 35% des salariés ; 12 grands comptes) laisse progressivement place à une dynamique de tertiarisation. Miribel, Saint-Maurice-de-Beynost et Beynost sont les pôles d'emplois structurants du territoire. Le secteur des services est en augmentation depuis 2009. Des dynamiques récentes de projets font écho au CRTE dans le domaine de la rénovation énergétique, de la requalification urbaine autour de la ZA commerciale de Beynost et un projet de ressourcerie impulsé par l'intercommunalité sur Miribel est actuellement à l'étude.

Si l'organisation des mobilités reste structurée par l'usage de la voiture (part modale de 50%) dans un contexte d'augmentation de la distance entre lieu de résidence et lieu d'emploi à l'échelle de l'aire métropolitaine lyonnaise, le territoire de la CCMP présente des leviers pour développer les autres modes : desserte en transports en commun avec le réseau de transport collectif Colibri (mis en service en 2012), des connexions assurées avec le réseau de l'agglomération lyonnaise (TCL), une desserte ferroviaire de qualité (4 gares TER) ainsi qu'un réseau cyclable de 17 km Les dynamiques d'évolution des parts modales entre 2006 et 2015 vont dans le sens d'une transition : recul de l'usage de la voiture (-14 pts), progression de la marche (+12 pts) et hausse des TC urbains (+2 pts).

S'appuyant sur le projet développé par la CCMP et ses communes, le CRTE décline, par orientation stratégique, des actions opérationnelles pour conduire sa démarche de transformation à moyen et long terme, en mobilisant dans la durée les moyens des partenaires publics et privés. Le CRTE traduit également la manière dont le volet territorial du CPER se décline concrètement dans le territoire.

Le contenu du présent contrat est conçu sur-mesure, par et pour les acteurs locaux. C'est un contrat évolutif et pluriannuel d'une durée de 6 ans. Il fera l'objet d'une large communication et d'une évaluation sur la base d'indicateurs de performances numériques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux.

Article 2 – Ambition du territoire de la CCMP

Le projet de territoire porte l'ambition politique et stratégique du territoire. Il relie l'histoire du territoire avec ses réalités présentes et sa trajectoire dans la transition pour construire un avenir durable. La vision stratégique constitue la colonne vertébrale du projet de territoire ; elle donne un sens commun aux actions et à l'engagement des acteurs.

L'élaboration d'une vision stratégique suppose :

- D'identifier les enjeux du territoire à l'aune de la transition écologique et de la cohésion territoriale, transversaux et interdépendants, les forces et faiblesses, et de favoriser l'articulation entre les différentes dimensions qu'elles soient écologiques, économiques, sociales, culturelles, éducatives, relatives à la santé, etc. en favorisant les synergies et les complémentarités entre les territoires ;
- De les décliner en orientations stratégiques et en plans d'actions.

Cette vision peut être élaborée suivant différentes méthodes en s'appuyant sur l'existant (PLUi, PLH, SCOT, SDAASAP, SRDEII, SRADDET...). Elle se construit et doit être partagée avec l'ensemble des acteurs territoriaux – acteurs socio-économiques, associations, habitants, collectivités territoriales, État, etc. Associer en amont les acteurs socio-économiques et les habitants, usagers du territoire, est un gage de partage de la vision stratégique et de l'émergence de porteurs de projets engagés.

La vision stratégique du territoire est évolutive ; elle prend en compte l'avancée du projet de territoire et les évènements qui peuvent impacter le territoire.

Le partenariat construit autour de ce contrat, participe à fédérer les acteurs pour une vision globale du territoire et un développement concerté.

En accord avec les services de l'Etat, la CCMP animera la co-construction de son projet de territoire avec les parties prenantes en 2022-2023 afin de l'intégrer dans une 2° version de son CRTE à l'horizon juin 2023.

Un résumé de ce projet de territoire partagé sera ainsi intégré à cette 2° version du CRTE de la CCMP.

Toutefois, le territoire étant déjà doté d'un PCAET, d'un Plan Global de Déplacements ainsi que d'un PLH, cette première version du CRTE a déjà pu prendre appui sur les orientations stratégiques de ces documents cadres pour structurer sa stratégie et son programme d'actions. Le projet de territoire à venir d'ici 2023 permettra de consolider et d'enrichir ces premières orientations qui donnent d'ores et déjà une vision plus transversale et intégrée des politiques publiques portées par la CCMP. Les quatre orientations stratégiques retenues pour la première version du CRTE figurent ci-après.

Article 3 – Les orientations stratégiques

Le présent contrat fixe les orientations stratégiques en s'appuyant sur le projet développé par la CCMP ainsi que les communes qui la composent. Au regard des principaux enjeux identifiés pour le territoire, en lien avec les enjeux portés par le CRTE, 4 axes stratégiques ont été retenus pour structurer le CRTE de la CCMP. Les orientations stratégiques viennent s'inscrire dans ces axes, au regard des grands enjeux retenus. L'ensemble est détaillé dans l'annexe « **Orientations stratégiques** » jointe à ce contrat. En voici un résumé :

● AXE 1 : Développer la transversalité des politiques publiques et les coopérations inter-territoriales, au bénéfice de la transition écologique et de la cohésion sociale

Pour ce premier axe, les orientations stratégiques visent à : tirer parti de la dynamique CRTE pour développer des projets ambitieux en matière de transition écologique et de cohésion sociale ; travailler les projets en logique de mutualisation / coopération avec les principales intercommunalités voisines ; intégrer les grands objectifs et orientations du PCAET, du PLH et du PGD dans la stratégie du CRTE ; animer le dialogue territorial pour sensibiliser et mobiliser les partenaires publics, privés et la société civile.

● AXE 2 : Tendre vers une mobilité et des bâtiments “bas carbone” et accessibles à tous

Pour ce second axe, les orientations stratégiques visent à : développer les alternatives de mobilité « bas carbone » pour les déplacements locaux et longue distance : modes actifs, covoiturage et transports en commun ; tendre vers un parc bâti « bas carbone » ; moderniser l'éclairage public ; sensibiliser et accompagner les habitants, entreprises tertiaires, commerces et industries vers des pratiques et des équipements plus sobres énergétiquement ; développer une offre locative privée et sociale pour améliorer les parcours résidentiels et accompagner le dynamisme économique du territoire.

● **AXE 3 : Adapter le territoire aux impacts locaux du changement climatique, préserver les sols, les écosystèmes et les ressources naturelles**

Pour ce troisième axe, les orientations stratégiques visent à : réduire la vulnérabilité territoriale : gestion écologique des ressources, lutte contre les îlots de chaleur urbains ; accompagner la transition vers une agriculture durable et agroécologique ; gérer la ressource en eau de façon durable ; encourager les projets de requalification urbaine pour éviter l'artificialisation des sols ; développer des actions de préservation de la côtière (phénomène croissant d'érosion).

● **AXE 4 : Porter une stratégie économique qui valorise et préserve les ressources territoriales et développe les énergies renouvelables**

Pour ce quatrième axe, les orientations stratégiques visent à : développer les énergies renouvelables ; construire un Projet Alimentaire Territorial et promouvoir les circuits courts ; soutenir et développer des projets d'économie sociale et solidaire (ESS) et de d'économie circulaire ; requalifier les ZA et améliorer leur qualité environnementale ; mener une réflexion prospective sur l'évolution des modes de travail pour adapter l'offre aux besoins.

Les orientations stratégiques font l'objet de fiches descriptives, jointes en annexe 1. Ces fiches comprennent des objectifs - chiffrés dans la mesure du possible ou qualitatifs - qui peuvent être selon le cas des objectifs numériques, écologiques, économiques, culturels ou sociaux, avec des indicateurs de résultats. Elles indiquent la liste des actions prêtes à être engagées ou des projets qui restent à préciser par champ d'intervention.

En cas d'évolution de leur contenu en cours de contrat, elles seront validées par le comité de pilotage, sans nécessité d'avenant.

Article 4 – Le Plan d'action

Le plan d'action est la traduction du projet de territoire qui se décline en actions de la collectivité et des acteurs territoriaux.

4.1 Intégration des contractualisations et programmes de l'Etat

Après la définition du périmètre, dès la phase d'engagement de l'élaboration du contrat, le recensement des contractualisations existantes relève du diagnostic du territoire.

Il s'agit d'identifier :

- Les programmes territorialisés de l'ANCT : de la politique de la ville (Grande équipe de la réussite républicaine, Education et petite enfance...), du numérique (France très haut débit, Nouveaux lieux nouveaux liens, Société numérique...), des territoires et de la ruralité (Action cœur de ville, territoires d'industrie, Petites villes de demain, Agenda rural...);
- Les contrats de l'Etat transversaux comme les contrats de transition écologique et sectoriels des autres ministères, notamment ceux de la Culture, de l'Education nationale, de la Santé, des Sports et de tout autre dispositif à destination des collectivités territoriales ;
- L'intégration avec les dispositifs contractuels régionaux et/ou départementaux est recherchée, dans toute la mesure du possible.

En fonction des priorités du projet de territoire et de la volonté des partenaires, les conventions et contrats préexistants peuvent élargir et enrichir les orientations et objectifs stratégiques du CRTE, et être intégrés progressivement dans le CRTE. Cette intégration entraîne la mutualisation de la gouvernance, tout en conservant la possibilité de conserver des instances de pilotage resserrées autour de problématiques spécifiques. Les engagements financiers qu'ils contiennent sont repris dans la maquette globale.

Des modalités d'articulation avec d'autres dispositifs non intégrés dans le contrat (contrats de l'Etat, moyens des opérateurs, contrats des collectivités...) peuvent être précisées.

Concernant le territoire de la CCMP, il n'existe pas à ce jour d'autre Contrat signé avec l'Etat, la Région ou le Département.

4.2. Validation des actions

Les actions du CRTE sont décrites dans des fiches action et des fiches projet en annexe 2.

Les opérations envisagées sont d'abord l'objet de « fiches-projets » qui deviennent des « fiches-actions » lorsque leur nature et leur plan de financement sont établis et qu'elles sont suffisamment mûres pour démarrer à court terme dans un délai raisonnable.

Les projets accompagnés devront être économes en foncier et en ressources et améliorer l'état des milieux naturels, afin de s'inscrire dans les engagements nationaux (stratégies bas-carbone et biodiversité). Ils peuvent être de grande envergure, structurants pour le territoire, ou à plus petite échelle, mais toujours porteurs d'une plus-value sociale, économique,

culturelle et environnementale forte, pour les habitants, les acteurs socio-économiques et les associations. Les projets peuvent également poursuivre des objectifs de coopérations entre territoires : des actions peuvent être communes à deux CRTE avec deux participations financières.

Les engagements peuvent être de différentes natures, ils précisent :

- La maîtrise d'ouvrage du contrat et la désignation du pilote pour son élaboration, son suivi, sa mise en œuvre, la description des actions et des projets, les objectifs poursuivis, l'évaluation et les résultats spécifiques attendus au terme du contrat ;
- L'animation des acteurs du territoire, en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, Etat, établissements publics...) pour initier et catalyser la dynamique du territoire ;
- Les acteurs mobilisés et leur rôle qu'il s'agisse d'appui financier, administratif, technique ou en moyens humains ;
- Les crédits budgétaires, les financements déjà mobilisés notamment lorsqu'ils proviennent de financements de droit public ;
- La mise à disposition de moyens (humains, matériels, immobilier) ;
- L'ingénierie (conseils juridiques et techniques) ;
- Les indicateurs de suivi et de résultats, les évaluations ;
- L'échéancier (planning d'action, calendrier prévisionnel de réalisation) ;
- Les courriers de confirmation des acteurs pour leur implication (notamment financière) ;
- Les autorisations nécessaires aux actions et aux projets pour éviter celles et ceux qui auraient un impact négatif sur l'environnement ou pour les populations en conformité avec la réglementation en vigueur. Les actions accompagnées au titre du présent CRTE restent soumises aux procédures administratives, et en particulier des autorisations nécessaires au projet

Les enveloppes financières indiquées sont prévisionnelles et maximales. Elles s'inscrivent dans les règles d'utilisation en vigueur et dans la limite des montants annuels disponibles.

Les actions sont « à valider » quand elles sont portées, décrites, financées, évaluées et prêtes à démarrer.

L'inscription formelle des actions dans le CRTE est validée par les instances de gouvernance en s'appuyant sur l'expertise des services déconcentrés de l'Etat, des opérateurs et des services des collectivités territoriales concernées.

Le préfet peut saisir autant que de besoin la « Mission de coordination nationale des Contrats Territoriaux de Relance et de Transition Ecologique » (cf. article 6.3.) pour toute opération nécessitant un éclairage particulier.

Les actions prêtes sont inscrites chaque année dans une convention de financement annuelle qui détaille la participation des différents partenaires (modèle annexé)

4.3. Projets et actions en maturation

Des projets, de niveaux de maturité différents seront listés dans le contrat. Les projets feront l'objet d'un travail spécifique de maturation afin d'être proposés à l'intégration du contrat, lors du comité de pilotage ultérieur à la signature, en fonction de leur compatibilité avec les objectifs du contrat, de leur faisabilité, de leur valeur d'exemple et de leur dimension collective ou de leur effet d'entraînement.

Ces évolutions seront examinées et validées par la gouvernance définie à l'article 8. En cas d'évolution de leur contenu en cours de contrat, les « fiches actions » ou les « fiches actions en maturation » seront validées au fil de l'eau par le comité de pilotage, sans nécessité d'avenant.

Aucun contrat intégré ou coordonné n'est listé à la signature du CRTE.

4.4. Les actions de coopération interterritoriale

Chaque territoire se construit par ses dynamiques internes et par ses interactions avec d'autres échelles et dynamiques territoriales qui participent également du projet de territoire. Ces relations peuvent se traduire par des projets communs, des partages d'expériences qui impactent positivement les territoires voisins.

Les actions de coopération entre territoires permettent plus particulièrement de :

- Favoriser les synergies et complémentarité entre les territoires en assurant une cohérence des interventions (ex éviter le financement de projets similaires sur des territoires voisins qui pourraient se concurrencer) ;
- Encourager les solidarités entre les territoires les plus dynamiques et ceux en difficulté ;
- Renforcer les fonctions de centralité de certains territoires ;
- Répondre aux enjeux posés par les grands territoires communs (bassins d'emploi liés par des flux domicile-travail et des enjeux de logement ou de mobilité, espaces naturels et touristiques, écosystèmes d'acteurs de grands bassins industriels, qualité de l'air, changement climatique, etc.) ;
- Construire des filières pour rapprocher offre et demande (énergie, alimentation, etc.) ;

- *Mutualiser des moyens (achats groupés, ingénierie, etc.).*
- *Les mesures sont à définir localement. Différents types d'action sont envisageables : études, expérimentations, projets communs, mutualisation de ressources, actions d'information et d'animation sur certaines thématiques, concertation pour l'implantation de projets à fort rayonnement ou avec des impacts importants, participation réciproque à la gouvernance des contrats...*

Ce volet dédié aux actions de coopération entre les territoires, dont le contenu est à définir localement, est à réfléchir dès la phase du projet de territoire puis tout au long de l'élaboration du contrat.

Concernant le territoire de la CCMP, des premières actions de coopération ont été engagées telles que le *Projet Alimentaire Territorial* et l'adhésion au programme LEADER porté par la CC de la Dombes. D'autres coopérations intercommunautaires ont également été menées, sous l'égide du SCOT notamment. La réflexion à ce sujet sera élargie et concertée à l'occasion des temps d'échanges à venir en 2022-2023, en vue de compléter une 2^e version du CRTE de la CCMP à horizon 2023.

4.5 Vision d'ensemble des actions proposées

Un tableau croisé des fiches actions / cibles CRTE / porteurs de projets est annexé à ce contrat.

Il est intéressant de noter par ailleurs qu'une grande part des actions proposées sont très transversales, puisque sur un total de 37 actions proposées, 25 visent au moins 3 cibles CRTE, et 9 actions visent au moins 2 cibles CRTE.

Article 5 : modalités d'accompagnement en ingénierie

Plusieurs partenaires sont susceptibles de proposer un soutien en ingénierie (les opérateurs (l'ANCT, Cerema, Ademe...), la Banque des territoires), services déconcentrés de l'Etat, collectivités territoriales, agences techniques départementales, CAUE, CPIE, Agences d'urbanisme...) pour les différentes phases du contrat (élaboration du projet de territoire, définition et mise en œuvre des projets, participation des habitants, suivi et évaluation du contrat) qu'il conviendra de préciser et de rappeler dans le bilan du contrat. L'activation de cet accompagnement s'effectuera selon les modalités de saisines propres à chaque organisme.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui pourraient notamment mobiliser des financements pour le montage des projets et les investissements.

Ce soutien peut prendre d'autres formes partenariales comme le renfort en capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que des projets eux-mêmes, comme par exemple :

- Étudier les actions amorcées, nécessitant un approfondissement technique et financier afin de préciser les aides potentielles ;
- Partager les actions et les résultats relatifs aux contrats et partenariats en cours, déjà financés sur les autres territoires du CRTE ;
- Mettre en relation les relais et réseaux que ces partenaires financent et/ou animent avec les territoires engagés pour renforcer leur capacité d'action.

Article 6 – Engagements des partenaires

Les partenaires du CRTE s'engagent à assurer la réalisation des actions inscrites à ce contrat.

6.1. Dispositions générales concernant les financements

Les financeurs s'efforcent d'instruire dans les meilleurs délais les demandes de financement qui leur sont soumises et à apporter leur appui pour contribuer à la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention.

Les financements inscrits dans les fiches sont des montants prévisionnels. Ils sont à mobiliser suivant les dispositifs et dispositions propres aux différents partenaires. Les éléments financiers qui y sont inscrits sont fondés sur une première analyse de l'éligibilité des actions proposées aux différentes sources de financement des partenaires, selon les modalités décrites dans les fiches actions, mais ne valent pas accord final.

Les montants de prêt, d'avance ou de subvention, sont indicatifs, sous réserve de : disponibilité des crédits et du déroulement des procédures internes à chaque partenaire, de l'instruction des dossiers, des dispositifs en vigueur à la date du dépôt, de la validation par les instances décisionnaires du partenaire considéré. Les décisions font l'objet de conventions spécifiques établies entre le partenaire et le porteur de projet.

6.2. Le territoire signataire

En signant ce contrat de transition écologique, le territoire de la CCMP assume le rôle d'entraîneur et d'animateur de la relance et de la transition écologique de son territoire.

Le territoire signataire s'engage à désigner dans ses services un.e directeur.trice responsable du pilotage du CRTE et à affecter un.e chef.fe de projet, responsable d'animer l'élaboration et la mise en œuvre du contrat, ainsi que l'évaluation. Il-elle pourra être assisté-e d'animateur. trice.s chargé.e.s de faciliter l'émergence de projets et d'accompagner les porteurs (associations, entreprises, communes...).

Pour les collectivités les moins bien dotées en capacité d'ingénierie, un co-financement du poste de chef-fe de projet pourra être assuré par l'Etat.

Si le contrat concerne plusieurs collectivités, celles-ci recherchent la coordination et l'animation à l'échelle de l'ensemble du territoire à travers la désignation d'un interlocuteur désigné. Les modalités de fonctionnement entre les deux EPCI sont précisées dans la convention de partenariat en annexe 1.

Le territoire signataire s'engage à animer le travail en associant les acteurs du territoire et en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, Etat, établissements publics, habitants, associations...) afin d'initier et de catalyser la dynamique du territoire en faveur du projet de territoire. Le partage des orientations et des actions qui découlent du projet de territoire détaillé dans le CRTE est organisé localement au moment jugé opportun par la collectivité signataire, en accord avec l'Etat. Ce moment de partage a pour objectif, avant et également après la signature du CRTE, d'enrichir les actions, de favoriser la mobilisation autour du CRTE et l'émergence d'éventuels porteurs de projets.

Le territoire signataire s'engage à mobiliser les moyens, tant humains que financiers, nécessaires au bon déroulement du CRTE, ainsi qu'à son évaluation.

Le territoire signataire s'engage à la mise en œuvre des actions inscrites au CRTE, dont il est maître d'ouvrage.

6.3 L'État, les établissements et opérateurs publics

Conformément à la circulaire 6231/SG du 20 novembre 2020, l'Etat s'engage à travers ses services, services déconcentrés et établissements à accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du CRTE, dans une posture de facilitation des projets.

L'appui de l'État porte en particulier sur l'apport d'expertises techniques et juridiques et la mobilisation coordonnée de ses dispositifs de financement au service des projets du CRTE.

L'État s'engage à optimiser les processus d'instruction administrative et à examiner les possibilités d'expérimentation de procédures nouvelles, ou de simplification de procédures existantes, sur la base de projets précis qui lui seraient présentés dans le cadre du CRTE.

L'État s'engage à étudier le possible cofinancement des actions inscrites dans le CRTE, qui seraient éligibles aux dotations et crédits de l'État disponibles.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui mobiliseront notamment des financements pour le montage des projets et les investissements. Ce soutien permettra de renforcer la capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que les projets eux-mêmes.

En particulier :

- L'ADEME peut apporter un appui à travers un contrat d'objectifs transversal sur la durée du contrat de transition écologique et intervenir en soutien de certaines opérations du CRTE ;
- La Caisse des dépôts peut mobiliser la Banque des territoires pour accompagner les acteurs locaux dans leurs projets de développement territorial - conseil et ingénierie, prêts, investissements en fonds propres, services bancaires, consignations et dépôts spécialisés ;
- Le Cerema peut apporter un appui en matière de définition des projets de territoires, des actions complexes (ex : réseaux), des indicateurs et d'évaluation.

D'autres établissements publics ou opérateurs de l'État peuvent intervenir : l'Office français pour la biodiversité (OFB), l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), la Banque publique d'investissement (Bpifrance), l'Agence française de développement (AFD), etc.

Les contributions spécifiques des établissements publics et opérateurs sont portées en annexe de ce contrat.

6.4. Engagements des opérateurs publics

Au regard du calendrier court d'élaboration de cette première version du CRTE, la CCMP ne dispose pas encore des engagements écrits des opérateurs publics déjà partenaires ou qui envisagent de soutenir ses actions à court terme. Toutefois, plusieurs opérateurs publics sont déjà mentionnés au niveau des Fiches Actions concernées, en annexe de ce contrat. La deuxième version du CRTE, à horizon 2023, permettra de consolider ce chapitre.

6.5. Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques

Il s’agit de renforcer la cohésion territoriale et l’appartenance nécessaires à la dynamique de transformation du territoire en mobilisant, écoutant, faisant participer les habitants et les acteurs socio-économiques à la décision du cap collectif.

La dynamique d’animation du projet vise une communication et une sensibilisation en continu pour permettre aux acteurs et partenaires de s’associer aux actions de transformation ; une attention particulière sera portée à la facilitation de la mobilisation citoyenne en faveur du projet collectif. Concrètement, la mobilisation des citoyens peut prendre deux types de formes : la participation des publics à l’élaboration de la décision publique d’une part, et les initiatives citoyennes prises et mises en œuvre par les citoyens eux-mêmes d’autre part.

Les entreprises, de par leur impact sur l’environnement et l’emploi, sont des acteurs indispensables au projet de développement écologique et économique du territoire ; leur collaboration peut permettre d’identifier de nouvelles synergies en particulier dans une logique d’économie circulaire.

6.6. Maquette financière

La maquette financière récapitule les engagements prévisionnels des signataires du contrat sur la période contractuelle, en précisant les montants :

- Des crédits du plan France relance ;
- Des crédits contractualisés (nouveaux engagements) ;
- Des crédits valorisés (rappels des engagements antérieurs et des dispositifs articulés non intégrés) ;
- Des actions financées par des conventions ad hoc avant la signature du CRTE ;
- L’engagement d’un comité des financeurs donnant sa validation des actions.

Les différents financeurs instruiront dans les meilleurs délais les demandes de participation, selon leurs modalités internes de validation pour les actions entrant dans leur champ de compétence.

La maquette financière peut être saisie dans la plateforme informatique dédiée.

Article 7 – Gouvernance du CRTE

Les représentants de l’État et des collectivités territoriales porteuses mettent en place une gouvernance conjointe pour assurer la mise en œuvre, le suivi et l’évaluation du CRTE.

Cette gouvernance s’articule, selon leurs domaines de compétences respectifs, avec le comité stratégique du plan de relance tel que décrit dans la circulaire n° 6231-SG du 20 novembre 2020 relative au CRTE, et le comité local de cohésion des territoires (CLCT). Le CLCT participe à la définition d’orientations stratégiques communes en matière d’ingénierie au profit des collectivités territoriales et de leurs groupements à l’échelle départementale.

Cette comitologie, par la dimension intégratrice des CRTE, a vocation à s’articuler voire intégrer les comitologies existantes, dans un souci d’efficacité et de cohérence.

Un premier calendrier indicatif 2021 -2023 a été défini afin de poursuivre l’élaboration du CRTE évolutif de la CCMP : un Séminaire de co-construction est ainsi envisagé au printemps 2022, à la suite des temps de préparation en Cotech et Copil (automne-hiver 2021). Ce séminaire sera suivi du COPIL annuel de juin qui pourra permettre, s’il y a lieu, de faire évoluer progressivement le CRTE de la CCMP jusqu’à la 2^e version consolidée prévue à horizon juin 2023.

7.1. Le comité de pilotage

Le comité de pilotage sera mis en place à partir de 2022, dans le cadre de la démarche évolutive d’élaboration du CRTE.

Il est attendu que ce Comité de pilotage soit coprésidé par le Préfet du département de l’Ain ou son représentant, et par la Présidente du territoire ou son représentant.

Seront ainsi invités à participer au Comité de pilotage les représentants de l’exécutif et des services de territoires de la CCMP, des services de l’Etat, de l’ADEME et de la Caisse des dépôts – Banque des territoires, ainsi que d’autres établissements publics et opérateurs mobilisés en appui du CRTE, et de représentants des collectivités départementales et régionales si elles sont cosignataires.

Il siègera une fois par an au moins de juin pour :

- Valider l’évaluation annuelle du CRTE soumise par le comité technique, sur la base des indicateurs de suivi définis pour le CRTE ;
- Examiner l’avancement et la programmation des actions ;
- Étudier et arrêter les demandes d’évolution du CRTE en termes d’orientations et d’actions (inclusion, adaptation, abandon...), proposées par le comité technique ;
- Décider d’éventuelles mesures rectificatives.

7.2. Le comité technique

Le comité technique est coprésidé par les représentants de l’Etat et du territoire de la CCMP. Il est chargé du suivi de l’avancement technique et financier du CRTE et de rendre compte au comité de pilotage dont il prépare les décisions.

La composition du COTECH sera définie précisément à l’automne 2021.

Il se réunira deux fois par an pour :

- Veiller en détail au bon déroulement des actions prévues au contrat, vérifier l’avancement des dossiers, analyser les éventuelles situations de blocage pour proposer des mesures visant à permettre l’avancement des projets ;
- Établir et examiner le tableau de suivi de l’exécution du CRTE ;
- Mettre en place les outils d’évaluation et analyser les résultats des évaluations ;
- Étudier et valider les demandes d’adhésion à la charte partenariale d’engagement ;
- Étudier et statuer sur les évolutions des fiches orientations ;
- Étudier et statuer sur les évolutions et les propositions d’ajouts de fiches projets et fiches actions.

7.3. L’articulation avec les autres instances locales de suivi des projets

Le CRTE s’inscrit dans un contexte marqué par :

- La mise en œuvre territorialisée du plan de relance et son suivi dans les comités de pilotage et de suivi de la relance ;
- Le déploiement des comités locaux de cohésion territoriale qui suivent l’installation de l’agence nationale de cohésion des territoires.

Dans ce contexte, il appartient au préfet, délégué territorial de l’ANCT, de veiller à l’articulation et la cohérence entre les projets et actions portées par le CRTE, et les orientations fixées par le comité local de cohésion territoriale.

Le préfet organise, par ailleurs, la remontée d’informations au sujet des actions du CRTE financées par des crédits du plan de relance vers les comités régionaux de pilotage et de suivi de la relance.

Article 8 – Suivi et évaluation du CRTE

Un tableau de bord de suivi du CRTE est établi, régulièrement renseigné, décrivant l’avancement des orientations et actions (taux de réalisation, mobilisation des moyens et financement, indicateurs...). Il est tenu à jour sous la responsabilité d’un binôme désigné de représentants du territoire concerné et de l’État, membres du comité technique. Il est examiné par le comité technique et présenté en synthèse au comité de pilotage. D’autres tableaux de bord partagés, complémentaires, peuvent être établis, en fonction des besoins.

À terme, la plateforme CRTE pourrait être l’outil de renseignement de ces tableaux de bord en vue de leur mise à disposition selon une régularité à définir localement, auprès de l’ensemble des parties prenantes.

Le dispositif d’évaluation, articulé sur plusieurs niveaux (intégralité du CRTE, orientations et actions) avec la définition des indicateurs et la désignation des acteurs en charge de son fonctionnement, fera l’objet de comptes rendus réguliers devant le comité technique, et une fois par an devant le comité de pilotage. Il s’intégrera au dispositif national d’évaluation de l’ensemble des CRTE.

Le CEREMA pourra apporter des conseils méthodologiques pour la définition des indicateurs et du dispositif d’évaluation du CRTE.

Article 9 – Résultats attendus du CRTE

Les résultats du CRTE seront suivis et évalués. Le ou les indicateurs à l'aune desquels ces résultats sont évalués seront choisis en cohérence avec l'objectif recherché lors de la mise en œuvre de l'action. L'évaluation est menée sur la base d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, au regard des objectifs de la SNBC.

Les objectifs détaillés sont précisés dans chaque fiche action en annexe 2.

Les indicateurs de suivi sont précisés en annexe 6 de ce contrat.

Si la liste d'actions arrêtée à la date de signature est complétée au cours de l'exécution du contrat par de nouvelles actions, ces dernières seront prises en compte dans l'évaluation finale du CRTE.

Les valeurs des indicateurs peuvent être saisies dans la plateforme informatique dédiée.

Le tableau ci-dessous récapitule les indicateurs retenus pour cette première version du CRTE, au regard des données mobilisables rapidement avant l'été 2021. D'autres indicateurs seront ajoutés lors de l'élaboration de la seconde version du CRTE d'ici 2023, en lien avec les partenaires pouvant mettre des données à disposition.

Pour certains des indicateurs ci-dessous, une première valeur de référence est disponible, mais l'objectif à court ou moyen terme reste à compléter lors de l'élaboration de la deuxième version de ce CRTE.

ORIENTATION 1

INDICATEUR	RÉFÉRENCE	OBJECTIF
Lutte contre l’artificialisation : Etat d’avancement des PLU	Révisions envisagées à court terme, à confirmer d’ici CRTE v2	<i>À compléter d’ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Protection des espaces agricoles, naturels et sylvicoles / biodiversité : Etat d’avancement du Projet Alimentaire Territorial et de la Charte Agricole	Engagement prévu à court terme	<i>À compléter d’ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
<i>Autres indicateurs éventuels : à définir d’ici le CRTE v2</i>		

ORIENTATION 2

INDICATEUR	RÉFÉRENCE	OBJECTIF
Mobilité - Nombre de kilomètres de pistes cyclables	17 km de pistes cyclables sur toute la communauté de communes	À horizon 2031 (cf. PGD) : <ul style="list-style-type: none">34 kilomètres d’aménagements cyclables supplémentaires planifiés.1 passerelle « modes doux » à réaliser pour relier le territoire au Grand ParcCréation de 470 stationnements cyclables (la mise en place de ces aménagements sera progressive, entre 2017 et 2025, prioritairement à proximité des lieux vie et des grands pôles générateurs de déplacements).
Mobilité - Existence de zone(s) à faible émissions (OUI/NON)	NON	<i>À compléter d’ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Mobilité - Taux de remplissage des aires de co-voiturage	51% en 2019	<i>5100 personnes se rendant au travail en covoiturage à horizon 2031 (cf. PGD)</i>
Mobilité - Nombre de projet de stations GNV / IRVE réalisées	2 (à Beynost et Tramoyes)	<i>À compléter d’ici le CRTE v2 (en 2023)</i>

Mobilité - Part des véhicules bas carbone dans la flotte de transports collectifs	0	<i>À compléter d’ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Mobilité - Part du territoire couverte par une autorité organisatrice de la mobilité	ensemble du territoire	<i>À compléter d’ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Energie & climat - Emissions de gaz à effet de serre du territoire	182,18 kteqco2 au total 7,32 teqco2 / habitant	À horizon 2030 (source PCAET) : Réduire les émission de GES (teqCO2) liées aux bâtiments de -46% et celles liées aux transports de -81%.
Energie & climat - Consommations énergétiques du territoire (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage)	1053 GWh au total 44 mWh / habitant	À horizon 2030 (source PCAET) : Réduire la consommation d’énergie de -32% dans le bâti résidentiel, de -17% dans le bâti tertiaire, et de -44% pour les consommations liées au transport.
Energie & climat Production annuelle d’énergies renouvelables (éolien, solaire, hydro-électricité, méthanisation, ... hors pompe à chaleur et hors incinérateur d’ordures ménagères)	35,2 GWh au total	À horizon 2030 (source : PCAET) : <ul style="list-style-type: none">Production d’énergies renouvelables et de récupération (EnRr) équivalente à 12,9% de la consommation énergétique du territoire.Solaire photovoltaïque en toiture : 4 800 maisons et 285 bâtiments équipés ou mixtes (gain potentiel de 30 GWh/an).Solaire photovoltaïque au sol ou en ombrière : équivalent de 3 850 places de parking, ou 19 ha au sol soit environ 350 places de parking/an (gain potentiel de 10 GWh/an).Bois énergie chaufferies centralisées : 13 petites chaufferies bois ou 3 grandes chaufferies (gain potentiel de 10 GWh/an).Bois énergie domestique performant : renouveler 2 500 appareils, soit 160 u./an.Géothermie : 550 logements chauffés (gain potentiel de 5 GWh/an).Méthanisation : équivalent d’1,5 unités « petit collectif » d’ici 2030 (gain potentiel de 10 GWh/an).Valorisation chaleur fatale : prospecter des sites (gain potentiel de 10 GWh/an).
Energie & climat - Rénovation énergétique : nombre d’artisans et d’entreprises certifiées RGE sur le territoire	70	À horizon 2030 (source PCAET) : <ul style="list-style-type: none">Rénover 3 000 maisons et 1 800 appartementsRénover 180 000 m² de bureaux, ou équivalent, au niveau BBC.Renouveler 100% du parc domestique de chauffage au bois (2500 appareils).
<i>Autres indicateurs éventuels : à définir d’ici le CRTE v2</i>		

ORIENTATION 3

INDICATEUR	RÉFÉRENCE	OBJECTIF
Agriculture et alimentation locale : Existence d'un projet alimentaire territorial (oui/non/en cours d'élaboration)	En cours d'élaboration	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Agriculture et alimentation locale : Nombre d'exploitations agricoles	64 exploitations (RGA 2010)	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Agriculture et alimentation locale : Surface agricole utile du territoire	3340 ha (RGP 2019)	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Agriculture et alimentation locale : Nombre d'exploitations du territoire engagées dans des démarches de labellisation environnementale	surface agricole biologique de 622 ha (19 % de la SAU totale)	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Action en matière de biodiversité : Surface des aires protégées (parc naturel, Natura 2000, ZNIEFF)	0,16% du territoire, soit environ 10 km²	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Action en matière de biodiversité : Nombre de points noirs de continuités écologiques identifiés	9 (dont 2 obstacles ponctuels à l'écoulement des cours d'eau et à la continuité écologique)	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Lutte contre l'artificialisation : Evolution du nombre d'hectares de terres urbanisées vs terres agricoles et/ou naturelles et/ou forestières	20,8% en 2000 et 23,8% en 2020 (soit environ 2 000 ha consommés)	Consommation raisonnée de l'espace : 60% des logements qui seront produits entre 2016 et 2030 devront être construits dans l'enveloppe urbaine et non en extension (source : SCoT BUCOPA)
Eau & assainissement : Nombre de captages prioritaires et nombre de captages bénéficiant d'une protection et d'un plan d'actions	0	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Eau & assainissement : Couverture du territoire par un SAGE (oui/non/en cours d'élaboration)	NON	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Autres indicateurs éventuels : <i>à définir d'ici le CRTE v2</i>		

ORIENTATION 4

INDICATEUR	RÉFÉRENCE	OBJECTIF
Déchets & économie circulaire : Tonnage de déchets produits par le territoire (déchets ménagers et assimilés DMA, y compris gravats)	336 002,38 tonnes (département de l'Ain, 2017)	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Déchets & économie circulaire : Existence de tri à la source des biodéchets dans structures de restauration collective et pour logements collectifs	NON	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Déchets & économie circulaire : Taux de tri sélectif par filière	Taux moyen de recyclage : 61,12%	<i>À compléter d'ici le CRTE v2 (en 2023)</i>
Energie & climat : Production annuelle d'énergies renouvelables	Voir chiffre renseigné dans l'orientation 2 (indicateur utilisé deux fois)	Voir objectifs renseignés dans l'orientation 2 (indicateur utilisé deux fois)
Autres indicateurs éventuels : <i>à définir d'ici le CRTE v2</i>		

Article 10 – Entrée en vigueur et durée du CRTE

L'entrée en vigueur du CRTE est effective à la date de signature du présent contrat.
La durée de ce contrat est de six ans.
Au terme du contrat, un bilan sera conduit pour en évaluer les résultats et les impacts.

Article 11 – Evolution et mise à jour du CRTE

Le CRTE est évolutif. Le corps du CRTE et ses annexes peuvent être modifiés par avenant d'un commun accord entre toutes les parties signataires du CRTE et après avis du comité de pilotage. C'est notamment le cas lors d'une évolution de son périmètre ou du nombre d'actions.

Article 12 – Résiliation du CRTE

D'un commun accord entre les parties signataires du CRTE et après avis favorable du comité de pilotage, il peut être mis fin au présent contrat.

Article 13 – Traitement des litiges

Les éventuels litiges survenant dans l'application du présent contrat seront portés devant le Tribunal administratif de Lyon situé au 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon.

Signé à Miribel le

ANNEXE 1 : **ORIENTATIONS STRATÉGIQUES**

ANNEXE 1

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

FICHE AXE 1 : Développer la transversalité des politiques publiques et les coopérations inter-territoriales, au bénéfice de la transition écologique et de la cohésion sociale

Résumé des enjeux identifiés :

- Inscrire la stratégie du CRTE dans le cadre d'interdépendances multiples et non pas en termes d'opposition (ville-campagne, centre-périphérie, local-global).
- Penser la stratégie CRTE de la CCMP en lien étroit son PCAET, son PLH et son PGD.
- Renforcer la prise en compte des enjeux de transition écologique et de cohésion sociale dans les projets du territoire.
- Sensibiliser et impliquer les habitants, services, élus et acteurs économiques face au changement climatique et les accompagner vers des pratiques et des équipements plus sobres énergétiquement.

Orientations proposées :

- **Tirer parti de la dynamique CRTE pour développer des projets ambitieux en matière de transition écologique et de cohésion sociale.** Commencer par identifier des projets exemplaires qui pourraient être répliqués sur tout ou partie des communes de la CCMP dans les années à venir. La somme de « petites » actions est recherchée pour faire système et permettre une transition durable du territoire.
- **Intégrer les grands objectifs et orientations du PCAET, du PLH et du PGD dans la stratégie du CRTE**
- **Travailler les projets en logique de mutualisation / coopération avec les principales intercommunalités riveraines (plateau, agglo lyonnaise, 3CM).** Premiers sujets identifiés : conduire une réflexion prospective de desserte directe vers l'Est Lyonnais (source PGD) ; construire un Projet Alimentaire Territorial (source PCAET) ; investir les sujets et structures de coopération pré-existants (syndicat mixte du Grand Parc par exemple) ; étudier l'opportunité de coopérations sur le volet « économie circulaire / ESS » pour mutualiser les efforts.
- **Animer le dialogue territorial pour sensibiliser et mobiliser les partenaires publics, privés et la société civile.**

Liste des projets en lien avec cet axe stratégique :

- Révision du PLU – Thil
- Projet Alimentaire Territorial – CCMP
- Passerelle modes doux Miribel-Grand Parc Miribel Jonage – CCMP

Objectifs chiffrés actés - pour indicateurs de succès :

- Objectifs chiffrés à créer d'ici le CRTE v2 pour ce premier axe (pas d'objectifs chiffrés préexistants dans le PCAET, le PGD ou le PLH).

Indicateurs de suivi CRTE :

- Cible CRTE « Lutte contre l'artificialisation » :
 - > Etat d'avancement des PLU : révisions envisagées à court terme, à confirmer d'ici CRTE v2
- Cible CRTE « Protection des espaces agricoles, naturels et sylvicoles / biodiversité »
 - > Etat d'avancement du Projet Alimentaire Territorial et de la charte agricole : les démarches s'engagent en 2021.

Participation des habitants

- Des temps de concertation ont été proposés par la CCMP lors de l'élaboration de son PCAET et de son PGD, deux documents cadres structurants qui alimentent ce CRTE v1.
- En l'absence de conseil local de développement, la CCMP s'engage à réfléchir avec les associations impliquées dans une démarche de transition énergétique sur le territoire. Souhaitant s'inscrire dans une démarche délibérative, la participation du public, sous des formats numériques et physiques, sera également privilégiée par l'intercommunalité.
- D'ici 2023, la CCMP prévoit d'associer les parties prenantes du territoire à l'élaboration de la 2^e version de son CRTE, pour enrichir et consolider la v1. Les modalités de cette participation seront définies par le COPIL du CRTE.

FICHE AXE 2 : Tendre vers une mobilité et des bâtiments “bas carbone” et accessibles à tous

Résumé des enjeux identifiés :

- Réduire fortement les consommations d'énergie, les émissions de GES pour les secteurs les plus impactants :
 - > 37% des consommations d'énergie par les transports (fort impact de l'A42),
 - > 26% par les bâtiments (chauffage, usages),
 - > 35% par l'industrie (peu de leviers, liés à 1 entreprise essentiellement)
- Protéger la santé publique en réduisant la pollution de l'air
- Déployer une politique d'aménagement et de mobilité favorable à l'éco-mobilité pour réduire le recours aux énergies fossiles (impacts GES et pollution de l'air)
- Anticiper au mieux l'impact de la croissance résidentielle sur les déplacements, le stationnement automobile et les dépenses publiques
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages

Orientations proposées :

- **Développer les alternatives de mobilité « bas carbone » pour les déplacements locaux et longue distance :** modes actifs, covoiturage et transports en commun (cf. Plan Global de Déplacements) avec l'ambition notamment d'ici 2031 : de réaliser 34 kilomètres supplémentaires d'aménagements cyclables et 1 passerelle « modes doux » pour relier le territoire au Grand Parc ; d'aménager 470 stationnements cyclables ; de porter des actions pour favoriser la multimodalité et le covoiturage ; de répondre à la saturation des parkings relais ; d'optimiser le transport des marchandises. *Le réseau de bus Colibri a déjà été revu en 2017 pour s'adapter au mieux aux déplacements quotidiens.*
- **Tendre vers un parc bâti « bas carbone » (cf. PCAET)** Soutenir le financement des projets de rénovation, poursuivre les travaux engagés au niveau du parc social ancien, rénover les bâtiments du secteur tertiaire au niveau BBC et sensibiliser les usagers (économies d'énergie liées aux usages, en particulier le chauffage).
- **Moderniser l'éclairage public.** Exemple de bonne pratique sur le territoire : Tramoyes a passé 100% de son éclairage public en LED (Mairie, écoles, espaces publics).
- **Sensibiliser et accompagner les habitants, entreprises tertiaires, commerces et industries vers des pratiques et des équipements plus sobres énergétiquement.** Viser notamment le renouvellement de 100% du parc de chauffage domestique au bois (2500 appareils), pour améliorer la qualité de l'air et favoriser des appareils plus performants (cf. PCAET).

- **Articuler les enjeux Air-Climat-Energie du PCAET avec les Plans Locaux d'Urbanisme des communes** (cf. PCAET), en s'aidant notamment du guide élaboré par le CAUE de l'Ain à destination des collectivités.
- **Développer une offre locative privée et sociale pour améliorer les parcours résidentiels et accompagner le dynamisme économique du territoire.** (cf. PLH)
 - > *Mieux répondre aux besoins des personnes âgées souhaitant trouver un logement adapté avec services ou déménager dans un logement plus proche des services.*
 - > *Mieux prendre en compte les risques de fragilisation des copropriétés et les quelques situations d'habitat indigne.*
 - > *Mobiliser des logements en urgence pour des ménages en difficulté ponctuelle.*
 - > *Mieux connaître les besoins en logements liés aux différents handicaps (construction ou adaptation).*
 - > *Mieux prendre en compte les difficultés rencontrées par les gens du voyage mobiles ou en demande de sédentarisation.*

Liste des projets en lien avec cet axe stratégique :

- Mobilité bas carbone**
- Elaboration de Plans de Déplacements Etablissements Scolaires (PDES) – CCMP
 - Linéaire modes doux intercommunal – CCMP
 - Passerelle modes doux Miribel-Grand Parc Miribel Jonage – CCMP
 - Modes doux (arceaux vélo et continuité coulée verte) – Miribel
 - Redynamiser le cœur de ville / Halle circuits courts – Beynost
 - Restauration des bois de la Côtière : nouveaux itinéraires modes doux – Beynost
 - Création d'une zone artisanale, incluant la requalification d'un bâtiment pour accueil d'entreprises, dans l'idée notamment de réduire les déplacements domicile-travail (emplois locaux, espace de coworking – télétravail envisagé) – Tramoyes

- Bâti bas carbone**
- Rénovation énergétique complexe St Exupéry / Jules Ferry (ERP) – Neyron
 - Rénovation énergétique bâtiments communaux accueillant du public – Thil
 - Rénovation énergétique et isolation de deux bâtiments communaux – Miribel

Energies renouvelables

- Favoriser le développement des EnR sur le bâti public et privé – CCMP
- Champ solaire – Thil

Eclairage public

- Modernisation éclairage public lors des travaux de voirie – SMB
- Passage en LED éclairage intérieur de 11 bâtiments – SMB
- Modernisation éclairage public – Neyron
- Modernisation éclairage public – Thil
- Modernisation éclairage public – Miribel
- Renouvellement et adaptation de l'éclairage public aux spécificités de chaque secteur – Beynost

Transport de marchandises

- Charte agricole : circuits courts limitant le transport de marchandises – CCMP
- Projet Alimentaire Territorial : circuits courts limitant le transport de marchandises – CCMP

Objectifs chiffrés actés - pour indicateurs de succès :

À horizon 2031 (cf. Plan Global de Déplacements) :

- 34 kilomètres d'aménagements cyclables supplémentaires planifiés
- Création de 470 stationnements cyclables. La mise en place de ces aménagements sera progressive, entre 2017 et 2025, prioritairement à proximité des lieux de vie (écoles, collèges, mairies...) et des grands pôles générateurs de déplacements (gares...).
- 5100 personnes se rendant au travail en covoiturage
- 1 passerelle « modes doux » à réaliser pour relier le territoire au Grand Parc

À horizon 2030 (cf. PCAET) :

- 3 000 maisons et 1 800 appartements rénovés d'ici 2030
- 180 000 m² de bureaux, ou équivalent, rénovés au niveau BBC d'ici 2030
- Chauffage : renouvellement de 100% du parc domestique au bois (2500 appareils) d'ici 2030
- Objectifs de baisse de consommation énergétique (GWh) :
 - > Tous secteurs : -29%
 - > Transport : -44%
 - > Résidentiel : -32%
 - > Tertiaire : -17%
 - > Agriculture : -10%
 - > Industrie : -24%
- Objectifs de baisse d'émission de GES (teqCO2) :
 - > Tous secteurs : -59%
 - > Secteur Transport : -81%
 - > Secteur Bâtiment : -46%
 - > Secteur Agriculture : -16%
 - > Secteur Industrie : -28%

- Source PLH 2020-2026 : Production de 432 logements sociaux, dont 93 logements en accession sociale, 10 logements conventionnés privés et 329 logements locatifs sociaux (114 PLAI, 133 PLUS, 82 PLS).

Indicateurs de suivi CRTE :

Cible CRTE « Mobilité »

- Nombre de kilomètres de pistes cyclables : 17 km de pistes cyclables sur toute la communauté de communes
- Existence de zone(s) à faible émissions : non
- Taux de remplissage des aires de co-voiturage : 51% en 2019
- Nombre de projet de station GNV / IRVE réalisées : 2 (à Beynost et Tramoyes)
- Part des véhicules bas carbone dans la flotte de transports collectifs : 0
- Part du territoire couverte par une autorité organisatrice de la mobilité : tout le territoire

Cible CRTE « Energie & climat »

- Emissions de gaz à effet de serre du territoire : 182,18 kteqCO2 au total et 7,32 teqCO2 / habitant (hors ordures ménagères)
- Consommations énergétiques du territoire : 1053 GWh au total et 44 mWh / habitant (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage, hors ordures ménagères)
- Production annuelle d'énergie renouvelable (éolien, solaire, hydro-électricité, méthanisation, etc.) : 35,2 GWh au total, hors pompe à chaleur et hors incinérateur d'ordures ménagères
- Rénovation énergétique : 70 artisans et entreprises certifiés RGE sur le territoire

Participation des habitants

- Des temps de concertation ont été proposés par la CCMP lors de l'élaboration de son PCAET et de son PGD, deux documents cadres structurants qui alimentent ce CRTE v1.
- En l'absence de conseil local de développement, la CCMP s'engage à réfléchir avec les associations impliquées dans une démarche de transition énergétique sur le territoire. Souhaitant s'inscrire dans une démarche délibérative, la participation du public, sous des formats numériques et physiques, sera également privilégiée par l'intercommunalité.
- D'ici 2023, la CCMP prévoit d'associer les parties prenantes du territoire à l'élaboration de la 2^e version de son CRTE, pour enrichir et consolider la v1. Les modalités de cette participation seront définies par le COPIL du CRTE.

FICHE AXE 3 : Adapter le territoire aux impacts locaux du changement climatique, préserver les sols, les écosystèmes et les ressources naturelles

Résumé des enjeux identifiés :

- Principaux impacts locaux à considérer : canicules, sécheresses, pression sur la ressource en eau, les sols et l'agriculture, renforcement des polluants atmosphériques.
- Enjeu d'accompagner les agriculteurs vers des pratiques plus résilientes, ce secteur étant très impacté par le changement climatique.
- Enjeu d'adapter le territoire face aux canicules qui impactent la santé et le bien-être des habitants et incitent à un usage croissant de la climatisation.
- Enjeu de prévenir l'érosion de la côte qui s'accélère, impactée par l'intensité des sécheresses et les fortes pluies, cet aléa mettant en péril des habitations et rendant des secteurs inconstructibles.
- Enjeu de réduire l'artificialisation des sols pour tendre vers une Zéro Artificialisation Nette (ZAN) en 2050 afin de préserver la biodiversité, les sols et faciliter l'infiltration des eaux pluviales

Orientations proposées :

- Développer les alternatives de mobilité « bas carbone » pour les déplacements locaux et longue distance : modes actifs, covoiturage et transports en commun
- Réduire la vulnérabilité territoriale : gestion écologique des ressources, lutte contre les îlots de chaleur urbains (végétaliser au maximum pour le confort d'été et la santé des usagers en visant la création d'îlots de fraîcheur et d'itinéraires ombragés). (cf. PCAET).
- Accompagner la transition vers une agriculture durable et agro-écologique : réduction de l'usage des pesticides, usage raisonné de l'irrigation, construction d'un Projet Alimentaire Territorial résilient et promotion des circuits courts qui réduisent les déplacements contraints, encourager la plantation de haies en lisières agricoles au bénéfice de la biodiversité et du stockage du CO2 dans les sols (cf. PCAET).
- Gérer la ressource en eau de façon durable :
 - > Elaborer un Schéma directeur de gestion des eaux pluviales.
 - > Poursuivre la lutte contre le ruissellement en concertation avec les communes et les autres acteurs concernés (sur le plateau, en lien secteurs agricoles, et torrentielle dans la côte).
- Encourager les projets de requalification urbaine pour éviter l'artificialisation des sols et viser une sobriété foncière pour maintenir les espaces agricoles, naturels et forestiers. (cf. SCoT et PCAET).
- Erosion de la côte : développer des actions de préservation de cet espace particulièrement impacté par les sécheresses.

Liste des projets en lien avec cet axe stratégique :

Préservation des sols et de la biodiversité :

- Projet Alimentaire Territorial : sols et eau préservés par l'incitation à réduire les pesticides ; biodiversité préservée par l'incitation à réduire les pesticides ; alimentation de qualité pour tous et accompagnement des initiatives de la société civile – CCMP
- Charte agricole : limiter le ruissellement, l'érosion et leurs impacts ; évolution des pratiques agricoles favorables à la biodiversité – CCMP
- Révision du PLU : favoriser la préservation des espaces verts et naturels, la perméabilité des sols – Thil
- Végétalisation cour d'école : plantations d'espèces favorables à la biodiversité – Neyron
- City stade : plantation d'espèces locales favorables à la biodiversité – Thil
- Modernisation éclairage public : réduction de la pollution lumineuse qui impacte la biodiversité – Thil
- Modernisation éclairage public : réduction de la pollution lumineuse qui impacte la biodiversité – Neyron
- Modernisation éclairage public : réduction de la pollution lumineuse qui impacte la biodiversité – Miribel
- Renouvellement et adaptation de l'éclairage public : certains secteurs en « nuit noire », d'autres avec capteurs de mouvements pour préserver la faune – Beynost

Préservation de la ressource en eau :

- Aide financière à l'acquisition de dispositifs de stockage des eaux de pluie – CCMP
- Programme de renouvellement patrimonial des réseaux d'eau potable – CCMP
- Requalification de la station d'épuration de Beynost – CCMP
- Mise en œuvre du contrat pour la restauration du canal de Miribel – CCMP
- Réhabilitation du bassin de la Robinette – CCMP
- Projet Alimentaire Territorial : incitation à réduire les pesticides – CCMP
- Charte agricole : limiter le ruissellement, l'érosion et leurs impacts – CCMP
- Révision du PLU : favoriser l'infiltration à la parcelle et limiter l'imperméabilisation des sols – Thil
- Gestion torrentielle (étude et plan de gestion) – CCMP
- Lutter contre l'imperméabilisation des sols : favoriser l'infiltration des eaux – Miribel
- Fort de Sermenaz : récupération des eaux de pluie – Neyron
- Redynamiser le cœur de ville – Halle circuits courts : végétalisation et gestion des eaux pluviales (cf. risque inondation et ruissellement sur le secteur) – Beynost

- Plantations, lutte contre les îlots de chaleur et confort d'été :**
- Plantation de haies bocagères : sensibilisation des citoyens et des agriculteurs – Tramoyes
 - Acquisition foncière forestière – Tramoyes
 - Plan de gestion raisonnée des espaces verts – Tramoyes
 - Végétalisation de la commune – SMB
 - Végétalisation de l'espace public – Miribel
 - Fort de Sermenaz : plantation d'arbres – Neyron
 - Restauration des bois de la Côtière : gestion durable des plantations, reboisement, réduction des risques de ruissellement et glissement de terrain – Beynost
 - City stade : plantation d'arbres ; potager – Thil
 - Cour d'école : végétalisation cour et murs – Neyron
 - Ecoles : installation de volets occultants à l'école pour faire face aux fortes chaleurs : moins de ventilateurs et/ou de la climatisation – SMB

- Objectifs chiffrés actés - pour indicateurs de succès :**
- Consommation raisonnée de l'espace : 60% des logements qui seront produits entre 2016 et 2030 devront être construits dans l'enveloppe urbaine et non en extension (*source : SCoT BUCOPA*)
 - A compléter d'ici CRTE v2.

- Indicateurs de suivi CRTE :**
- Cible CRTE « Agriculture et alimentation locale »**
- Existence d'un Projet Alimentaire Territorial (PAT) : en cours d'élaboration
 - Nombre d'exploitations agricoles : 64 exploitations (RGA 2010)
 - Surface agricole utile du territoire : 3340 ha (RGP 2019)
 - Nombre d'exploitations du territoire engagées dans des démarches de labellisation environnementale : surface agricole biologique de 622 ha (19 % de la SAU totale)

- Cible CRTE « Action en matière de biodiversité »**
- Surface des aires protégées : 0,16% du territoire, soit environ 10 km² (*parc naturel, Natura 2000, ZNIEFF*)
 - Nombre de points noirs de continuités écologiques identifiés : 9 (dont 2 obstacles ponctuels à l'écoulement des cours d'eau et à la continuité écologique)

- Cible CRTE « Lutte contre l'artificialisation »**
- Evolution du nombre d'hectares de terres urbanisées vs terres agricoles et/ou naturelles et/ou forestières : 20,8% en 2000 et 23,8% en 2020 (soit environ 2 000 ha consommés)
- Cible CRTE « Eau & assainissement »**
- Nombre de captages prioritaires et nombre de captages bénéficiant d'une protection et d'un plan d'actions : 0
 - Couverture du territoire par un SAGE (oui/non/en cours d'élaboration) : non

- Participation des habitants**
- Des temps de concertation ont été proposés par la CCMP lors de l'élaboration de son PCAET et de son PGD, deux documents cadres structurants qui alimentent ce CRTE v1.
 - En l'absence de conseil local de développement, la CCMP s'engage à réfléchir avec les associations impliquées dans une démarche de transition énergétique sur le territoire. Souhaitant s'inscrire dans une démarche délibérative, la participation du public, sous des formats numériques et physiques, sera également privilégiée par l'intercommunalité.
 - D'ici 2023, la CCMP prévoit d'associer les parties prenantes du territoire à l'élaboration de la 2^e version de son CRTE, pour enrichir et consolider la v1. Les modalités de cette participation seront définies par le COFIL du CRTE.

FICHE AXE 4 : Porter une stratégie économique qui valorise et préserve les ressources territoriales, et développe les énergies renouvelables

Résumé des enjeux identifiés :

- Enjeu de réduire la dépendance énergétique du territoire aux énergies fossiles en développant les énergies renouvelables (enjeu d'intégration paysagère).
- Enjeu de soutenir et développer les activités en faveur de la transition écologique et de la cohésion sociale, porteuses d'emplois locaux mais encore peu présentes localement.
- Enjeu de tenir compte du contexte économique incertain qui questionne les projections de programmation tertiaire notamment (constat d'un essor de la sous-location des surfaces de bureaux lié à la pratique du télétravail qui progresse).
- Enjeu de mettre en avant les entreprises locales qui peinent à recruter et de faciliter l'accès à l'emploi pour tous (filières, mobilité, formation).
- Enjeu de maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (fin des réserves), aux enjeux climatiques, écologiques et numériques (via la requalification, densification, végétalisation, rénovation du bâti et accessibilité tous modes notamment).
- Enjeu de prendre en compte les évolutions des modes de travail, dont le développement du télétravail.

Orientations proposées :

- **Développer les énergies renouvelables** : développer prioritairement d'ici 2030 la filière solaire photovoltaïque, en toiture ou ombrières (meilleurs potentiels). Viennent ensuite le bois-énergie, la récupération de chaleur fatale, la méthanisation puis le solaire thermique et la géothermie (*cf. PCAET*).
- **Construire un Projet Alimentaire Territorial** et promouvoir les circuits courts qui réduisent les déplacements contraints (*cf. PCAET*).
- **Soutenir et développer des projets d'économie sociale et solidaire (ESS) et d'économie circulaire** (déchets valorisés comme ressources) en coopération avec les territoires voisins qui seraient intéressés.
- **Requalifier les ZA et améliorer leur qualité environnementale** : aménagements paysagers, végétalisation (atout pour la qualité paysagère, le confort d'été, la perméabilité des sols et l'infiltration des eaux pluviales), rénovation des bâtiments pour plus de sobriété énergétique.
- **Mener une réflexion prospective sur l'évolution des modes de travail pour adapter l'offre aux besoins** : notamment concernant l'opportunité de développer des tiers-lieux à proximité des gares (demandes exprimées par des entreprises locales), en tenant compte du contexte foncier contraint.

- Liste des projets en lien avec cet axe stratégique :**
- Création d'une zone artisanale intégrant dans l'idée notamment de promouvoir l'économie sociale et solidaire, l'économie circulaire et le réemploi – Tramoyes
 - Projet Alimentaire Territorial : réduire le gaspillage alimentaire et promouvoir les circuits courts – CCMP
 - City stade : emplois locaux privilégiés – Thil
 - Recyclerie : favoriser le réemploi et l'insertion professionnelle – CCMP
 - Rénovation énergétique complexe St Exupéry / Jules Ferry (ERP) : matériaux biosourcés – Neyron
 - Batterie de Sermenaz : projet de lieu de vie ouvert à tous – Neyron
 - Révision du PLU : favoriser les emplois verts par des orientations du PLU (notamment en faveur de la rénovation du bâti et de l'intégration de panneaux solaire au bâti) – Thil
 - Redynamiser le cœur de ville / Halle circuits courts : lieu de vie sociale favorisant l'accès à des produits locaux et les rencontres intergénérationnelles – Beynost

- Objectifs chiffrés actés - pour indicateurs de succès :**
- Objectifs à horizon 2030 (cf. PCAET) :**
- Production d'énergies renouvelables et de récupération (EnRr) équivalente à 12,9% de la consommation énergétique du territoire.
 - Solaire photovoltaïque en toiture : 4 800 maisons et 285 bâtiments équipés ou mixtes (gain potentiel de 30 GWh/an).
 - Solaire photovoltaïque au sol ou en ombrière : équivalent de 3 850 places de parking, ou 19 ha au sol soit environ 350 places de parking/an (gain potentiel de 10 GWh/an).
 - Bois énergie chaufferies centralisées : 13 petites chaufferies bois ou 3 grandes chaufferies (gain potentiel de 10 GWh/an).
 - Bois énergie domestique performant : renouveler 2 500 appareils, soit 160 u./an.
 - Géothermie : 550 Logements chauffés (gain potentiel de 5 GWh/an).
 - Méthanisation : équivalent d'1,5 unités « petit collectif » d'ici 2030 (gain potentiel de 10 GWh/an).
 - Valorisation chaleur fatale : prospecter des sites (gain potentiel de 10 GWh/an).

Indicateurs de suivi CRTE :

Cible CRTE « Déchets & économie circulaire »

- Tonnage de déchets produits par le territoire (déchets ménagers et assimilés DMA, y compris gravats) : 336002,38 tonnes (département de l'Ain, 2017)
- Existence de tri à la source des bio-déchets dans structures de restauration collective, et pour logements collectifs : non
- Taux de tri sélectif par filière : taux moyen de recyclage 61,12%

Participation des habitants

- Des temps de concertation ont été proposés par la CCMP lors de l'élaboration de son PCAET et de son PGD, deux documents cadres structurants qui alimentent ce CRTE v1.
- En l'absence de conseil local de développement, la CCMP s'engage à réfléchir avec les associations impliquées dans une démarche de transition énergétique sur le territoire. Souhaitant s'inscrire dans une démarche délibérative, la participation du public, sous des formats numériques et physiques, sera également privilégiée par l'intercommunalité.
- D'ici 2023, la CCMP prévoit d'associer les parties prenantes du territoire à l'élaboration de la 2^e version de son CRTE, pour enrichir et consolider la v1. Les modalités de cette participation seront définies par le COPIL du CRTE

2

ANNEXE 2 : FICHES ACTIONS

« ÉLABORATION DE PLANS DE DÉPLACEMENTS ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES (PDES) »

CCMP

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Contexte : La CCMP, en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur le territoire a voté en 2016 un Plan Global de Déplacement dont la finalité porte sur le développement des déplacements alternatifs à la voiture individuelle.

Les déplacement domicile/école représentant 11 % des déplacements du territoire, les élus ont souhaité proposer aux écoles le financement d'un accompagnement dans la réalisation de Plans de Déplacements Etablissements Scolaires (PDES).

Cette ambition s'appuie sur le programme d'écomobilité MOBY lauréat de l'appel à projet lancé par le Ministère de la transition écologique éligible au Certificat d'Economie d'Energie, et porté par l'entreprise ECO CO2, dont le but est d'accompagner les écoles élémentaires dans l'élaboration de PDES, avec l'ensemble des parties prenantes, afin notamment de sensibiliser les élèves à la nécessité de se déplacer autrement, en limitant les émissions de gaz à effet de serre.

À partir du diagnostic et avec l'ensemble des acteurs concernés, un plan d'action spécifique à chaque établissement sera élaboré : les actions pourraient porter sur le report modal (organisation du covoiturage, de pédibus, de vélo-bus), sur la création d'infrastructures (stationnements vélos, aménagement des abords...) tout en développant la culture de l'écomobilité (animations, quizz mobilité, évènements...).

- Pour une durée de 2 ans, mise à disposition d'un chargé de mission et un animateur pour chaque école.
- Bénéficiaires : 4 écoles volontaires

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

NÉGATIF (-1) NEUTRE (0) POSITIF (+1)

1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Développement de l'écomobilité scolaire afin de limiter le recours systématique à la voiture individuelle. Sensibilisation des élèves et familles.

Indicateurs existants :

- Emissions de gaz à effet de serre du territoire (total et par habitant) : 182, 18 kteqCO2 au total et 7,32 teqCO2 par habitant (hors branche énergie)

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- % des déplacements domicile-école réalisés en modes alternatifs à la voiture individuelle

1

2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2)

0

3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)

0

4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)

0

5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)

- Réduction de la pollution de l'air liée à l'usage de véhicules consommant des énergies fossiles.

Indicateur proposé (à affiner pour CRTE v2) :

- % des déplacements domicile-école réalisés en modes alternatifs à la voiture individuelle

1

6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles

0

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)

- Lutte contre la sédentarité et le manque d'activité physique, renforcement du lien social, réduction des coûts liés à la voiture individuelle.

Indicateurs proposés :

Nombre de personnes impliquées dans la démarche de PDES

1

8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIÉ ?

- Maître d'ouvrage : CCMP

- Partenaires :

Les écoles : personnels enseignants, élèves, parents d'élèves...

Les communes : en fonction du programme d'action élaboré en concertation, les communes seront partenaires dans la mise en œuvre des mesures notamment sur la création d'infrastructures.

L'éducation nationale : implication de la référente locale pour valider le dispositif.

L'entreprise EcoCO2 mandatée pour cette mission est une éco-entreprise du secteur de l'économie sociale et solidaire qui conçoit et met en œuvre des actions destinées à accélérer la transition écologique par l'évolution des comportements : mise à disposition d'un chargé de mission + animateur pour une durée de 2 ans.

A ce jour : proposition basée sur le volontariat,

4 écoles/communes engagées suite à la présentation du dispositif.

1

9. Stade du projet : plan de financement défini ?

Dans le cadre du programme :

- Budget moyen par école : entre 20 000 € et 35000 € dont 75% pris en charge par le CEE.
- Budget de fonctionnement pour la collectivité : entre 5000 et 9000 €

Financement dans la cadre des CEE, soit 75% de prise en charge.

Reste à charge : 25% (à financer)

1

10. Stade du projet : Lancement à court terme ?

Mai 2021 : conventionnement avec EcoCO2

Septembre 2021 : démarrage du programme par la création de groupes de travail et lancement d'une première phase de diagnostic dans chacun des établissements, pilotage Eco CO2.

Validation du PDES : Mars 2022

Suivi et mise en œuvre du PDES : Juillet 2023

1

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?

Si oui, l'enjeu apparaît **en gras**.

- Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)
- Prévenir l'érosion de la côtière due aux sécheresses
- Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)
- Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages
- Développer des coopérations territoriales

Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)

« CHARTE AGRICOLE »

CCMP

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

La CCMP a conclu et financé une première charte agricole sur 5 ans, de 2016 à 2020.

Cette charte, dont les dernières actions vont être menées courant 2021, avait pour principal objectif de lutter contre le ruissellement agricole.

La CCMP envisage de définir et de mettre en œuvre une nouvelle charte pour poursuivre le renforcement de la résilience de l'agriculture face aux impacts du changement climatique et favoriser le développement d'une agriculture durable.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">● Encourager les circuits courts pour limiter les déplacements et ainsi atténuer les émissions de gaz à effet de serre <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">● Nombre de producteurs vendant en circuits courts / de marchés de producteurs● Nombre de cantines scolaires approvisionnées par des circuits courts			1
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">● Accompagner un changement de pratiques des cultures pour favoriser la captation carbone <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">● Superficie de bandes enherbées● Linéaires de haies plantées (à définir dans la charte)			1
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">● Un changement de pratiques culturales pourrait amener à privilégier des cultures qui nécessitent moins d'eau <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">● Surfaces agricoles et nombre d'exploitations du territoire engagées dans des démarches de labellisation environnementale			1

4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)	0
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none"> Réduire le ruissellement et en conséquence les risques associés (transport d'engrais ou de pesticides qui pourraient rejoindre in fine les cours d'eau) : par la mise en place de bandes enherbées. Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none"> Surfaces de bandes enherbées créées (en m²) 	1
6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none"> La plantation de haies, de bandes enherbées, la mise en place de cultures intermédiaires améliore la biodiversité Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none"> Linéaire de haies plantées 	1
7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none"> Contribution à la résilience alimentaire du territoire et la santé des habitants Lien social et sensibilisation lié aux circuits courts directs. Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none"> Nb de temps de sensibilisation proposés sur les enjeux de consommer en circuits courts Nb de personnes ayant participé à un temps de sensibilisation ou de distribution de produits en circuits courts 	1
8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ? <ul style="list-style-type: none"> CCMP Partenaires : pour la charte 2016-2020, la CCMP a travaillé en partenariat avec des agriculteurs, des associations foncières et la Chambre d'agriculture de l'Ain. Une réflexion va être engagée en 2021 sur les partenariats pour la seconde charte.	1
9. Stade du projet : plan de financement défini ? Pour la première charte, 100% du montant était financé par la CCMP. La seconde charte agricole serait sur un budget équivalent à la première charte, à savoir un montant de 200 000€ TTC. Pour la première charte, ce montant comprenait 150 000€ TTC de fonctionnement et 50 000€ TTC d'investissement. Une réflexion va être engagée en 2021 sur les actions à inscrire et la répartition fonctionnement/investissement le cas échéant.	1
10. Stade du projet : Lancement à court terme ? En 2021, la réflexion sur la seconde charte va être engagée. Elle devrait être sur une durée équivalente de 5 ans (2022-2026)	1

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ? Si oui, l'enjeu apparaît en gras . <ul style="list-style-type: none"> Limitier l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau) Prévenir l'érosion de la côtière due aux sécheresses Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification) Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous Faciliter les parcours résidentiels des ménages Développer des coopérations territoriales Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)	*
--	---

« AIDE FINANCIÈRE À L'ACQUISITION DE DISPOSITIFS DE STOCKAGE DES EAUX DE PLUIE »

CCMP

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Dans le contexte du changement climatique, l'eau est un enjeu majeur qu'il est essentiel de préserver tant sur le plan qualitatif que quantitatif. L'aide financière à l'acquisition de dispositifs de stockage des eaux de pluie à la parcelle visera à répondre à 2 objectifs :

- préserver la ressource en eau
- lutter contre le ruissellement

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
--------------	------------	--------------

1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)	0
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">• Contribuer à limiter les risques de débordement et de ruissellement des réseaux d'assainissement unitaires grâce au stockage de l'eau à la parcelle. Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">• Volume d'eau de pluie stockée ;	1
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">• Economie de la ressource en eau potable (pour l'arrosage, le nettoyage de véhicules...) grâce au stockage envisagé. Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">• Volume d'eau de pluie stockée• Nombre de ménages accompagnés	1
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)	0

5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">• contribuer à limiter les risques de ruissellement pouvant contribuer à la pollution des eaux Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">• Volume d'eau stockée	1
6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles	0
7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">• Sensibiliser la population sur la limitation de l'eau potable pour des usages non alimentaire Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">• Nombre de ménages accompagnés	1
8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ? La CCMP s'engage à apporter une aide financière aux ménages qui feront l'acquisition d'un dispositif conforme aux principes définis par la CCMP dans la fiche d'aide.	1
9. Stade du projet : plan de financement défini ? <ul style="list-style-type: none">• Montant total estimé : 50 000€ HT (60 000€ TTC) La subvention apportée pèsera sur le budget « fonctionnement » de la CCMP. Les cuves double fonction sont des systèmes plus gros, plus coûteux mais aussi plus efficaces. Il serait pertinent que la CCMP puisse s'en doter si des subventions extérieures peuvent être envisagées pour financer cet investissement en faveur de la ressource en eau.	1
10. Stade du projet : Lancement à court terme ? Il est prévu que le dispositif d'aide soit étalé sur 6 ans (de 2021 à 2026). La fiche d'aide sera élaborée et validée en 2021.	1
11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ? Si oui, l'enjeu apparaît en gras . <ul style="list-style-type: none">• Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)• Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheresses• Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)• Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous• Faciliter les parcours résidentiels des ménages• Développer des coopérations territoriales Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)	*

« LINÉAIRE MODES DOUX INTERCOMMUNAL »

CCMP

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Le secteur des transports est le premier secteur en termes de consommations énergétiques avec 415 GWh en 2016 soit 38 % du total de la communauté de communes et d'émissions de GES avec 101 kteqCO2 soit 35 % des émissions totales de du territoire.

Le Plan Global de Déplacements (PGD), approuvé en 2016, vise à favoriser l'usage des modes alternatifs notamment par l'élaboration et la réalisation du schéma modes doux sur le périmètre intercommunal. L'aménagement d'une liaison cyclable reliant les communes de Neyron, Miribel, Saint Maurice de Beynost et Beynost est le premier axe du schéma cyclable, avec pour volonté de constituer une « colonne vertébrale » est-ouest sur le territoire.

Les objectifs de cet aménagement sont multiples :

- Proposer un itinéraire Ouest-Est reliant 4 communes sans emprunter la RD 1084 qui compte plus de 10 000 véhicules/jour et ne comporte pas d'aménagements adaptés à la pratique cycliste.

- Permettre la desserte cyclable des pôles d'attractivité nombreux et variés à proximité de l'itinéraire :
 - > rabattement vers les Gares (670 518 voyages sur les 3 gares en 2017),
 - > liaisons Gares/zones d'activités,
 - > desserte des structures sociales et emploi,
 - > des établissements scolaires et centres de loisir,
 - > des équipements sportifs et de loisir comme le futur cinéma
- Réduire l'impact de la voie ferrée afin de remailler le territoire entre le Nord et le Sud en créant des liaisons transversales notamment par la sécurisation des passages à niveau.
- Réintroduire la pratique cycliste dans les déplacements du quotidien : la part modale du vélo étant aujourd'hui estimée à 5% sur la CCMP, l'objectif de cet aménagement serait d'augmenter ce taux à 8%.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

NÉGATIF (-1) NEUTRE (0) POSITIF (+1)

1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Réduction des émissions de GES en encourageant la pratique du vélo pour les courtes distances
- Baisse effective des consommations d'énergie et GES liés au secteur du transport

Indicateurs existants :

- Nombre de km de pistes ou itinéraires cyclables : 4 km créés par la CC ; 17 km sur toute la CC au total

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- part modale du vélo sur la CCMP : 5% actuellement, objectif d'augmenter à 8% avec cet aménagement.

1

2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2)

0

3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)

0

4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)

0

5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)

- Réduction des émissions de polluants atmosphériques en encourageant la pratique du vélo pour les courtes distances

1

6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles

0

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Création d'un lien intercommunal permettant l'accès aux pôles d'attractivité à tous, notamment les personnes non motorisées, pour les zones d'emploi ou le domicile/loisirs.

Indicateurs existants :

- Nombre de km de pistes ou itinéraires cyclables : 4 km créés par la CC ; 17 km sur toute la CC au total

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- part modale du vélo sur la CCMP : 5% actuellement, objectif d'augmenter à 8% avec cet aménagement.

1

8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ?

- CCMP
- Partenaires : Conseil Départemental gestionnaire des voiries départementales ; Communes/compétence voirie communales et acquisition foncière ; SCNF/ sécurisation des passages à niveau ; VNF gestionnaire des chemins de halage sur le canal de Miribel

1

9. Stade du projet : plan de financement défini ?

Budget prévisionnel :

Phase 1 :

- Dépenses d'investissements estimées à **800 000 €HT**
- Phase étude : Etudes d'avant-projet et études d'impact, Maîtrise d'ouvrage pré-opérationnelle, Maîtrise d'œuvre opérationnelle, Maîtrise d'œuvre opérationnelle : **50 000 €**
- Phase travaux : **750 000 €**

Phase 2 : investissement estimé à **1,1 M€**

- Etude : Etudes d'avant-projet et études d'impact, Maîtrise d'ouvrage pré-opérationnelle, Maîtrise d'œuvre opérationnelle, Maîtrise d'œuvre opérationnelle : **40 000 €**
- Travaux : **400 000 € + 660 000 €**

Financements mobilisés ou à mobiliser :

Phase 1 :

- Financements CCMP
- Aides : Appel à projet Etat 100 000 €, DETR 282 900 €

Phase 2 : Aides à solliciter : DETR, appel à projets état.

1

10. Stade du projet : Lancement à court terme ?

Phase 1 : Engagé depuis 2019, ce projet a été réalisé sur 60% du tracé.

- Longueur : 4 km
- Mise en service phase 1 prévue pour fin 2021.

Phase 2 :

- Extension sur les communes de Neyron et Beynost permettant la connexion à Thil.

Phase 3 :

- Etudes préalables réalisées dans le cadre du marché subséquent de la collectivité permettant de désigner un maître d’œuvre
- En phase étude: démarrage été 2021 (6 mois)
- Travaux dans le cadre du marché travaux de la collectivité : janvier 2022

1

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?

Si oui, l'enjeu apparaît **en gras**.

- Limiter l’artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)
- Prévenir l’érosion de la côtière due aux sécheresses
- Maintenir une capacité d’accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)
- Soutenir et développer l’ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l’accès à l’emploi pour tous
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages
- Développer des coopérations territoriales

Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)

« CRÉATION D’UNE RECYCLERIE »

CCMP

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Afin d’apporter une nouvelle dimension à la gestion des déchets sur son territoire et répondre aux besoins et flux liés à l’évolution de sa population, la CCMP souhaite construire une nouvelle déchèterie évolutive, en incluant sur le même emplacement (ancien site industriel de 4 ha à Miribel, maîtrisé par la CCMP) une activité de recyclerie.

Cette activité se veut complémentaire à celle de la déchèterie grâce au détournement d’objets destinés dans un premier temps à être jetés. La recyclerie est créée pour l’installation d’une association favorisant l’insertion sociale des travailleurs et la valorisation de matière. Cette activité est existante sur le territoire et la construction de ce nouvel ensemble permettra un nouveau cadre de travail modernisé et durable.

Indiquez votre appréciation de l’impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">• Diminution des émissions de gaz à effet de serre par la réduction des trajets• Économie locale qui réduit le transport de marchandises venues de loin Indicateurs existants : <ul style="list-style-type: none">• Emissions de gaz à effet de serre du territoire : 182,18 kteqCO2 au total et 7,32 teqCO2 / habitant (hors ordures ménagères)			1
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2)		0	
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">• Réemploi des objets qui devaient être jetés Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">• Quantité de déchets évités			1

5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)

0

6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles

0

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Favoriser le “seconde main” à bas coût

1

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Nb d’emplois en insertion sociale créés sur le territoire
- Nb de personnes fréquentant le lieu

8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ?

- L’ensemble du projet de requalification est porté par la CCMP, maître d’ouvrage de l’ensemble de l’opération et financeur de l’opération.
- La recyclerie sera exploitée par une association issue de l’Economie Sociale et Solidaire (ESS). À ce stade de la réflexion, l’association COTIERE AVENIR, déjà présente sur le territoire, est pressentie.

1

9. Stade du projet : plan de financement défini ?

Coût prévisionnel :

INVESTISSEMENT

Le projet actuellement en phase de programmation est évalué en coût travaux à :

Recyclerie/ressourcerie

- Travaux bâtiment : 1387 m²
- Clôture : 168 m²
- VRD/Voirie : 5 768 m²

Total coût travaux : 2 890 463 € HT

FONCTIONNEMENT

Recyclerie

La recyclerie sera louée via un loyer minoré à une association de l’ESS qui par son activité de réparation et de revente va générer des revenus permettant d’assurer le paiement du loyer et des charges.

La CCMP aura uniquement les charges du propriétaire.

À ce stade du projet la CCMP n’a pas mobilisé de financement.

1

La CCMP va déposer des dossiers de demande de subvention :

- Conseil Départemental 01
- Etat / DETR
- CRTE pour un financement à hauteur de 30%

Des financements seront également recherchés dans le cadre du Plan France Relance et dans la renégociation du Contrat Ambition Région qui sera rediscuté courant 2021.

La CCMP mobilisera des fonds propres et un emprunt.

10. Stade du projet : Lancement à court terme ?

Le planning de démarrage des travaux prévoit un commencement en 2023.

À ce stade la programmation est achevée

Démolition des bâtiments industriels

Il convient de démolir les bâtiments industriels de PHILIPS pour retrouver un terrain nu.

Consultation de maîtrise d’œuvre pour la démolition :

- Lancement juin 2021
- Notification du marché septembre 2021
- Démolition : décembre à mai 2022

1

Maîtrise d’œuvre du projet de requalification / concours restreint

- Lancement septembre 2021
- Notification du marché février 2022
- Etudes de mars 2021 à janvier 2023
- Travaux de mai 2023 à mai 2024

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l’action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?

Si oui, l’enjeu apparaît **en gras**.

- Limiter l’artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)
- Prévenir l’érosion de la côte due aux sécheresses
- Maintenir une capacité d’accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)
- **Soutenir et développer l’ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l’accès à l’emploi pour tous**
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages
- Développer des coopérations territoriales

*

Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)

« FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DES ENR SUR LE BÂTI PUBLIC ET PRIVÉ »

CCMP

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

L'énergie solaire, photovoltaïque et thermique, est l'énergie renouvelable représentant le plus fort potentiel de développement sur le territoire de la CCMP. Les installations sur les toitures sont à favoriser, car il n'existe quasiment pas de friches et/ou terrains non urbanisés permettant l'installation de panneaux photovoltaïque sur le territoire (potentiel de développement < 1%).

Sur le patrimoine public :

- Identifier les bâtiments publics pouvant accueillir des EnR à l'échelle territoriale du SIEA en réalisant des études d'opportunité et de faisabilité.
- Encourager les études d'opportunité pour l'installation d'ombrières et fermes solaires.

Sur le patrimoine privé :

- Encourager le secteur industriel et tertiaire dans la réalisation d'études d'opportunités pour favoriser le recours à des énergies renouvelables.
- Accompagnement à l'émergence d'une société citoyenne de production d'énergies renouvelables pour favoriser le déploiement du photovoltaïques sur les toitures publics et/ou privé en favorisant l'ancrage territorial.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

NÉGATIF (-1)

NEUTRE (0)

POSITIF (+1)

1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Baisse de la consommation énergétique

Indicateurs existants :

- Consommations énergétiques du territoire (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage) : 1053 GWh au total et 44 mWh / habitant (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage, hors ordures ménagères)

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Nombre de panneaux solaires installés

1

2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2)

0

3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)

0

4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)

0

5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)

0

6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles

0

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Implication citoyenne dans des projets territoriaux

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Nombre de manifestations/réunions organisées par an

1

8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIÉ ?

- CCMP

- Partenaires : SIEA et l'ALECO1 pour l'accompagnement technique

1

9. Stade du projet : plan de financement défini ?

30 000 euros ont été budgétés dont une partie pour l'accompagnement à l'émergence d'une société citoyenne d'investissement.

En complément, il est envisagé de mobiliser des financements dans le cadre d'appels à projets régionaux, notamment ceux qui visent à soutenir les projets partenariaux décentralisés de production d'énergies renouvelables, cf. AAP de la Région qui souhaite soutenir des projets ancrés sur le territoire et dont la gouvernance est portée localement.

1

10. Stade du projet : Lancement à court terme ?

Les études de faisabilité sont réalisées au fil de l'eau. Certaines communes en ont réalisé et il est envisagé une importante implantation de panneaux solaires photovoltaïque sur le site Philips, propriété de la CCMP et futur siège de cette dernière.

1

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?

Si oui, l'enjeu apparaît **en gras**.

- Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)
- Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheresses
- Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)
- Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages
- Développer des coopérations territoriales

Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)

« PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL »

CCMP

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Fédérer les initiatives territoriales autour d'un projet alimentaire territorial porté par la CCMP.

Favoriser la loi EGALIM au sein de la restauration collective, lutter contre le gaspillage alimentaire, encourager le développement des circuits courts, accompagner les initiatives citoyennes, réfléchir à l'implantation d'une cuisine centrale sont autant d'axes d'actions qui pourront être portés dans le cadre d'un PAT, en coopération avec les territoires voisins.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">Favoriser une alimentation locale qui limite le recours au transport de marchandises et privilégie les circuits courts. <u>Indicateurs existants :</u> <ul style="list-style-type: none">Emissions de gaz à effet de serre du territoire : 182, 18 kteqCO2 au total et 7,32 teqCO2 / habitant (hors ordures ménagères) <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">Nombre d'agriculteurs du territoire nouvellement inscrit sur la plateforme Agri-local			1
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">Préserver les espaces à vocation agricole pour accompagner le PAT tout en contribuant à la séquestration du CO2 par les sols cultivés. <u>Indicateurs existants :</u> <ul style="list-style-type: none">Evolution du nombre d'hectares de terres urbanisées vs terres agricoles et/ou naturelles et/ou forestières : 20,8% en 2000 et 23,8 en 2020 soit environ 2 000 ha consommésSurface agricole utile du territoire : 3340 ha (RGP 2019)			1

3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)	0
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">Lutte contre le gaspillage alimentaire <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">Kg de déchets alimentaires issus des cantines scolaires évités	1
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">Encourager la réduction de l'utilisation des pesticides, par l'évolution des pratiques vers une agriculture raisonnée, afin de préserver les sols, l'eau et la santé environnementale. <u>Indicateurs existants :</u> <ul style="list-style-type: none">Surfaces agricoles et nombre d'exploitations du territoire engagées dans des démarches de labellisation environnementale : surface agricole biologique de 622 ha (19 % de la SAU totale) (2,4 fois la moyenne nationale)	1
6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">Préservation de la biodiversité en limitant les intrants chimiques <u>Indicateurs existants :</u> <ul style="list-style-type: none">Surfaces agricoles et nombre d'exploitations du territoire engagées dans des démarches de labellisation environnementale : surface agricole biologique de 622 ha (19 % de la SAU totale) (2,4 fois la moyenne nationale)	1
7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">Permettre l'accès à une alimentation de qualité au plus grand nombreLa société civile, le monde économique et agricole seront associés pour favoriser l'adhésion et l'implication de tous les acteurs du territoire et accompagner les initiatives citoyennes. <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">Nombre de cantines scolaires fournies en production locale et biologique	1
8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ? <ul style="list-style-type: none">CCMPLes communes s'engagent aux côtés de la CCMP.	1

9. Stade du projet : plan de financement défini ?

Une enveloppe budgétaire de 50 000 euros est fléchée pour l'élaboration de la stratégie permettant de poser les bases de la stratégie alimentaire du territoire.

Des financements pourront être mobilisés dans le cadre de l'appel à projet inscrit dans le Programme National pour l'Alimentation et visant à soutenir des PAT émergents, ainsi que par le biais du LEADER : **la CCMP souhaite, après l'élaboration de cette stratégie, solliciter les aides de l'Etat et le Fond Leader pour favoriser la mise en œuvre de ces actions.**

1

10. Stade du projet : Lancement à court terme ?

Les diagnostics (restauration collective, secteur agricole et économie locale) seront réalisés en 2021 et début 2022

1

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?

Si oui, l'enjeu apparaît **en gras**.

- **Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)**
- Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheresses
- Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)
- **Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous**
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages
- Développer des coopérations territoriales

**

Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)

« CRÉATION D'UNE PASSERELLE MODES DOUX ENTRE LA CCMP ET LE GRAND PARC DE MIRIBEL JONAGE »

CCMP

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

La CCMP a pour projet de réaliser une passerelle « modes doux » au-dessus du canal de Miribel, afin de relier le territoire de la CCMP au Grand Parc (site à forte attractivité), le seul accès actuel étant le Pont de l'Île de Miribel, routier et peu praticable pour d'autres modes. Cette réalisation s'intègre aux actions du projet Rhône Amont et répond au diagnostic du Plan Global de Déplacements (PGD), approuvé en 2016, visant à favoriser l'usage des modes alternatifs à la voiture individuelle.

Le public ciblé : Familles, sportifs, communautaire et extra communautaire

Usage Mode doux : cycles et piétons

Objectif :

- Fournir aux habitants un autre point d'entrée plus sécurisé au Grand Parc côté nord
- Valoriser le site et l'attractivité du secteur en anticipant le projet anneau bleu et de valorisation des Berges du canal de Miribel
- Faciliter l'accès à la Via Rhôna situé dans le Grand Parc.

Situé à la limite communale entre Miribel et Saint-Maurice de Beynost, la passerelle s'étendra sur 110m avec une largeur d'environ 2.5 m.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">• Réduction des émissions de GES en encourageant la pratique du vélo pour les courtes distances• Baisse effective des consommations d'énergie et GES liés au secteur du transport <u>Indicateurs existants :</u> <ul style="list-style-type: none">• Emissions de gaz à effet de serre du territoire : 182, 18 kteqCO2 au total et 7,32 teqCO2 / habitant (hors ordures ménagères)• Consommations énergétiques du territoire (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage) : 1053 GWh au total et 44 mWh / habitant (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage, hors ordures ménagères)			1
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2)		0	
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	

4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u>	0
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">• Offre d'une alternative modes doux non générateurs de pollution atmosphérique <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">• A définir d'ici le CRTE v2	1
6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles	0
7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">• Lutte contre la sédentarité et le manque d'activité physique. <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">• Nombre d'usagers utilisant la passerelle	1
8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ? <ul style="list-style-type: none">• CCMP• <u>Partenaire :</u> Grand Parc Miribel-Jonage	1
9. Stade du projet : plan de financement défini ? <ul style="list-style-type: none">• Investissements évalués à 1,8 M€• Fond Propres CCMP 1 800 000 €• Sollicitation DETR 100 000 €• Conseil Départemental/plan vélo : 100 000 €• Financement CRTE à solliciter d'ici le CRTE v2	1
10. Stade du projet : Lancement à court terme ? <ul style="list-style-type: none">• Actuellement, projet en phase étude : AVP• Calendrier prévisionnel : Finalisation du PRO : Juillet 2021 Dossier Loi sur l'eau : Juillet 2021 Rédaction DCE + lancement marché travaux : janvier 2022	1
11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-t-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ? <i>Si oui, l'enjeu apparaît en gras.</i> <ul style="list-style-type: none">• Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)• Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheresses• Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)• Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous• Faciliter les parcours résidentiels des ménages• Développer des coopérations territoriales <i>Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)</i>	

« MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT POUR LA RESTAURATION DU CANAL DE MIRIBEL »

CCMP

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

La CCMP est signataire d'un contrat 2015-2020 pour la mise en œuvre du programme de restauration du Canal de Miribel, de ses annexes fluviales et de sa nappe. Ce contrat est un premier volet d'un grand programme d'actions identifié à échéance 2027.

La valorisation du canal à travers des actions telles que la formalisation d'un parcours (anneau bleu) et une communication/sensibilisation citoyenne sont envisagées et restent à conduire.

En 2021, un travail va être mené pour travailler sur un nouveau contrat, et la CCMP s'était déjà engagée à porter certaines actions :

- mettre en œuvre une protection rapprochée à Thil
- réaliser études et travaux pour remodeler les berges du canal, restaurer et gérer le ripisylve et assurer une restauration écologique des berges au droit de secteurs à fort enjeu.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
--------------	------------	--------------

1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)

0

2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Le projet de protection rapprochée vise à éviter les inondations sur la commune de Thil

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Linéaires de digue mis en place

3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)

0

4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)

0

5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)

0

6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- La restauration des berges et de la ripisylve vise entre autres à améliorer la biodiversité

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Linéaires de berges/de ripisylve restauré

1

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Formalisation d'un parcours (anneau bleu) et une communication/sensibilisation citoyenne : à terme le canal de Miribel restauré pourra ainsi faire l'objet d'une meilleure appropriation par les habitants du territoire.

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Nombre de km aménagés (Anneau bleu 2)

1

8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ?

La CCMP est maître d'ouvrage de quelques grandes actions avec des partenaires financiers (Agence de l'eau RMC, Département de l'Ain, EDF, Etat), sachant qu'il y a 4 autres partenaires dans le contrat territorial (Métropole de Lyon, 3CM, SYMALYM et VNF).

1

9. Stade du projet : plan de financement défini ?

Dans le contrat, la CCMP s'est engagée à financer études et travaux pour un montant total de 6,212 Millions d'euros HT. Le montant du second contrat à venir n'est pas encore défini.

L'autofinancement prévisionnel est de 1,164 Millions d'euros – auquel s'ajoute les frais de personnel de la CCMP non estimés.

Un financement complémentaire via le CRTE pourrait aider à la réalisation de ce projet, notamment sur le volet sensibilisation citoyenne.

1

10. Stade du projet : Lancement à court terme ?

- Les maîtrises d'œuvre pour les différents projets sont en cours. Les études réglementaires sont importantes et les réalisations peuvent prendre plusieurs années.

- Le second contrat devrait être élaboré courant 2022.

1

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?

Si oui, l'enjeu apparaît **en gras**.

- Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)
- Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheresses
- Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)
- Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages
- Développer des coopérations territoriales

Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)

« GESTION TORRENTIELLE SUR LA CCMP : ÉTAT DES LIEUX ET ÉTABLISSEMENT D’UN PLAN DE GESTION »

CCMP

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

La CCMP est gestionnaire d'une vingtaine de torrents et d'une quarantaine de bassins et ouvrages de lutte contre le ruissellement torrentiel.

Il convient de dresser un bilan du fonctionnement des ouvrages, de leur état, de mieux préciser les risques sur la côtière (étude hydraulique attendue), de définir un plan pluriannuel d'entretien de ces torrents et ouvrages.

Le diagnostic forestier et les préconisations de gestion forestière dans les vallons peuvent apporter un vrai complément à la réflexion.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)		0	
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">La bonne gestion des torrents est importante pour limiter les risques à l'aval Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">Mètres linéaires annuel d'intervention			1
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)		0	

6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Le projet intègre la question de la gestion des boisements qui peut avoir un impact positif sur la biodiversité

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Superficie de boisements avec gestion publique

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)

8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ?

- CCMP
- Les communes seront associées, de même que les services de l'Etat et notamment la DDT Ain

9. Stade du projet : plan de financement défini ?

- Enveloppe estimée de l'ordre de 160 000€ TTC (dont 30 000€ pour le diagnostic des boisements et les préconisations de gestion qui peuvent faire l'objet d'une prestation distincte)
- Plan de financement non défini

10. Stade du projet : Lancement à court terme ?

Lancement prévu pour 2022 ou 2023

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?

Si oui, l'enjeu apparaît **en gras**.

- Limitier l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)
- Prévenir l'érosion de la côtière due aux sécheresses**
- Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)
- Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages
- Développer des coopérations territoriales

Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)

« PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT PATRIMONIAL DES RÉSEAUX D’EAU POTABLE »

CCMP

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

La CCMP a choisi de s’engager annuellement dans un programme de renouvellement des canalisations d’eau potable pour améliorer la qualité de service et la préservation de la ressource en eau.

Les canalisations présentant le plus fort risque de taux de casse sont renouvelées.

La CCMP définit les secteurs à renouveler en concertation avec le prestataire/délégataire pour le service de l’eau le cas échéant.

Indiquez votre appréciation de l’impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)		0	
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2)		0	
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">Des canalisations (et branchements) renouvelés permettent de limiter les risques de casse et donc de fuite d’eau Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">Mètres linéaires de canalisation d’eau potable renouvelés			1
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)		0	
6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles			1

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Sensibilisation de la population sur la préservation de la ressource en eau à travers l’amélioration de la qualité de service

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Nombre d’habitants concernés

1

8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ?

CCMP

1

9. Stade du projet : plan de financement défini ?

- Le coût annuel dédié est de 480 000€ TTC frais de maîtrise d’œuvre inclus
- La CCMP sollicitera l’Agence de l’eau annuellement pour ces travaux et le CRTE

1

10. Stade du projet : Lancement à court terme ?

- Dès l’année de prise de compétence (2020), ce renouvellement patrimonial annuel a été mis en place
- Fréquence annuelle

1

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l’action répond-t-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?

Si oui, l’enjeu apparaît *en gras*.

- Limiter l’artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)
- Prévenir l’érosion de la côte due aux sécheresses
- Maintenir une capacité d’accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)
- Soutenir et développer l’ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l’accès à l’emploi pour tous
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages
- Développer des coopérations territoriales

Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)

« RÉHABILITATION DU BASSIN DE LA ROBINETTE »

CCMP

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Le bassin de la Robinette est un ouvrage **de rétention des eaux de ruissellement** et de décantation mis en place à Beynost à la confluence des torrents de la Bâtonne et de la Méandrière. Actuellement il présente des dysfonctionnements et ne permet pas de contenir la pluie centennale sans engendrer de débordement au droit de la RD 1084.

Le bassin actuel sera restauré pour retrouver une capacité de 6900 m³ et un second bassin sera mis en place à l’aval, d’une capacité de 9100 m³.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)		0	
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">Le projet consiste à créer un volume de rétention permettant de limiter les risques d'inondation à l'aval, en cas d'évènement pluvieux très important Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">Volumes de sédiments régulièrement curés			1
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">En captant les eaux de pluie, le bassin évite qu'elles ruissellent et se chargent de polluants au sol Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">Volumes de sédiments régulièrement curés			1

6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles	0
7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)	0
8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ? <ul style="list-style-type: none">CCMPLa CCMP a retenu un maître d'œuvre qui prépare les dossiers permettant d'avoir l'autorisation préfectorale pour la mise en œuvre des travaux.	1
9. Stade du projet : plan de financement défini ? <ul style="list-style-type: none">Au stade PRO, le coût prévisionnel est de 1 068 274 € TTCS'il n'y a pas de cofinancement possible, la CCMP financera à hauteur de 100%	1
10. Stade du projet : Lancement à court terme ? <ul style="list-style-type: none">Un dossier d'autorisation Loi sur l'eau doit être déposé avant de pouvoir lancer le marché de travaux.L'objectif est de pouvoir engager les travaux courant 2022.	1
11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ? <i>Si oui, l'enjeu apparaît en gras.</i> <ul style="list-style-type: none">Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheressesMaintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tousFaciliter les parcours résidentiels des ménagesDévelopper des coopérations territoriales <i>Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)</i>	

« REQUALIFICATION DE LA STATION D'ÉPURATION DE BEYNOST »

CCMP

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Suite à une mise en demeure datant de juillet 2017, le SIVU compétent jusqu'au 31/12/2019 a été contraint par les Services de l'Etat de mettre en conformité sa station de traitement des eaux usées, en vue de répondre aux insuffisances suivantes :

- Une capacité nominale trop faible,
- Des performances de traitement insuffisantes au regard de la sensibilité du milieu récepteur,
- Une capacité d'évacuation des boues trop fragile,
- La vétusté des ouvrages,
- Des problèmes récurrents de fonctionnement.

La CCMP a repris le dossier qui vise à construire une nouvelle station d'épuration pour 19 000 équivalent habitants et démolir la station d'épuration actuelle (10600 EH).

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)		0	
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2)		0	
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">• La nouvelle station permettra de gérer au mieux les effluents (eaux usées) domestiques et industriels Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">• Volumes annuels d'effluents traités			1
6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles		0	
7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)		0	
8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ? <ul style="list-style-type: none">• CCMP			1

9. Stade du projet : plan de financement défini ?

Coût prévisionnel à définir d'ici le CRTE v2 pour :

- Au stade PRO, le coût prévisionnel est de 7,8 millions d'euros TTC
- L'Agence de l'Eau apportera une aide financière ; la convention actant le montant n'est pas encore formalisée.
- Financement CRTE à définir pour CRTE v2

1

10. Stade du projet : Lancement à court terme ?

- La CCMP a retenu un maître d'œuvre et a produit les dossiers réglementaires validés par les services de l'Etat pour pouvoir avoir l'autorisation préfectorale pour la mise en œuvre des travaux.
- Les marchés de travaux vont être lancés d'ici fin juin. La mise en service de la nouvelle station est espérée pour fin 2023.

1

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?

Si oui, l'enjeu apparaît *en gras*.

- Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)
- Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheresses
- Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)
- Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages
- Développer des coopérations territoriales

Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)

« REDYNAMISER LE CŒUR DE VILLE DE BEYNOST – HALLE CIRCUITS COURTS »

Commune de Beynost

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Création d’une halle commerçante favorisant le commerce de proximité et les circuits courts, création de circulations douces et réaménagement de l’accueil du périscolaire pour un fonctionnement intégré et apaisé du centre-ville. Il s’agit d’un point central de la ville et d’un projet d’ensemble de réaménagement, pour accueillir une population en forte croissance et notamment une population jeune, du fait de la densification et la création de logements sociaux.

Ancien supermarché, entre le groupe scolaire d’un côté et, de l’autre, les équipements de loisir, sport et prochainement l’accueil du périscolaire, en passant par le CCAS, résidence accueillant des personnes âgées. Gestion des eaux pluviales à la source sur les nouveaux aménagements avec des solutions fondées sur la nature (végétalisation)

Indiquez votre appréciation de l’impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

NÉGATIF (-1) NEUTRE (0) POSITIF (+1)

1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Réduire les émissions de CO2 en favorisant l’achat de productions locales et la réduction des déplacements contraints

Indicateurs existants :

- Emissions de gaz à effet de serre du territoire : 182.18 kteqCO2 au total et 7,20teqCO2 / habitant (hors ordures ménagères)

1

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Nombre de producteurs locaux rendus accessibles facilement aux habitants par la halle
- Evolution des pratiques de consommation locale des habitants (enquête)

2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Végétalisation et lutte contre les îlots de chaleur urbains
- Favoriser la séquestration carbone

1

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Surface de sols végétalisés et nombre d’arbres plantés

3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Gestion des eaux pluviales à la source (secteur avec risque inondation ruissellement)
- Ruissellement évité

1

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)

0

5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)

0

6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles

0

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Création d’un lieu de vie sociale favorisant les rencontres intergénérationnelles

1

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Fréquentation du site
- Age des personnes fréquentant le site

8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ?

- Commune de Beynost
- Partenaires non identifiés pour l’instant. Probable partenariat public-privé

1

9. Stade du projet : plan de financement défini ?

Coût prévisionnel à définir d’ici le CRTE v2 pour :

- Achat du bâtiment
- Partenariat public-privé pour la réalisation d’un équipement à usage multiple
- Réaménagement des circulations voiries et circulations douces (vélo et piétons)
- Fonctionnement (à étudier) : animation ou prise en charge d’une partie des frais pour l’accueil de commerçants permanents et temporaires dans la halle

0

10. Stade du projet : Lancement à court terme ?

- Etude de scénarios en cours avec urbaniste et architecte, pour définir les fonctions et l’organisation de cette centralité.
- Achat du bâti en 2022

1

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l’action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?

Si oui, l’enjeu apparaît **en gras**.

- Limiter l’artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)
- Prévenir l’érosion de la côte due aux sécheresses
- Maintenir une capacité d’accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)
- **Soutenir et développer l’ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l’accès à l’emploi pour tous**
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages
- Développer des coopérations territoriales

*

Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)

« RESTAURATION DES BOIS DE LA CÔTIÈRE SUR BEYNOST »

Commune de Beynost

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Acquisition foncière, entretien, et valorisation des bois de la côteière.

Il s'agit d'un secteur avec une géographie, un fonctionnement et une biodiversité particulière à valoriser. Aujourd'hui l'entretien des bois n'est plus assuré par les propriétaires, causant des risques importants de ruissellement et glissement de terrain.

Ce bois de proximité accueille une biodiversité à préserver (grand-duc, plantes endémiques) et une qualité d'essences à restaurer (notamment les buis et chênes lièges).

S'étalant en frange au-dessus du secteur habité et sur un secteur très escarpé, cela en fait un lieu privilégié de sensibilisation à la nature et de développement d'activités physiques (promenade, parcours sportifs).

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">• Développement des circulations douces et de l'activité physique• Valorisation du bois local pour bois de chauffe• Réduction des émissions de gaz à effet de serre• Evolution des pratiques de déplacement local des habitants Indicateurs existants : <ul style="list-style-type: none">• Emissions de gaz à effet de serre du territoire (total et par habitant) : 182, 18 kteqCO2 au total et 7,32 teqCO2 / habitant (hors ordures ménagères)			1
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">• Lutte contre l'érosion et les inondations• Favoriser la séquestration carbone• Réduction de la fréquence des ruissellements à l'aval Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">• Surfaces boisées entretenues			1
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">• Accès au bois de chauffe favorisé pour les populations locales (autres filières à l'étude comme les plaquettes de bois pour chaufferie locale)• Bois local valorisé Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">• Mètres cubes de bois local utilisé pour le chauffage des populations locales			1

5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)	0
6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">• Reboisement d 'espaces naturels préservés Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">• Nombre d'espèces végétales plantées et adaptées aux conditions climatiques locales	1
7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">• Création d'un lieu de vie sociale favorisant l'activité physique, la sensibilisation à la nature et support d'activités portées par la commune Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">• Fréquentation des espaces créés	1
8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ? <ul style="list-style-type: none">• Commune de Beynost• Incitation des propriétaires à l'entretien et acquisitions foncières par la commune – programme engagé• Entretien avec des entreprises de réinsertion	1
9. Stade du projet : plan de financement défini ? Coût prévisionnel à définir d'ici le CRTE v2 pour : <ul style="list-style-type: none">• Achat des terrains• Entretien des bois• Plantation• Parcours sportifs et pédagogiques	0
10. Stade du projet : Lancement à court terme ? 2022-2023	0
11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ? <i>Si oui, l'enjeu apparaît en gras.</i> <ul style="list-style-type: none">• Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)• Prévenir l'érosion de la côteière due aux sécheresses• Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)• Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous• Faciliter les parcours résidentiels des ménages• Développer des coopérations territoriales <i>Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)</i>	**

« UN PROGRAMME AMBITIEUX DE RENOUVELLEMENT ET D’ADAPTATION DE L’ÉCLAIRAGE PUBLIC »

Commune de Beynost

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Le programme vise à renouveler et adapter l’éclairage public aujourd’hui ancien et obsolète avec des consommations importantes, la gestion des spécificités des différents sites et un potentiel de réduction de l’éclairage nocturne au regard de la faune.

Indiquez votre appréciation de l’impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">Réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre <u>Indicateurs existants :</u> <ul style="list-style-type: none">Consommations énergétiques du territoire (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage) : 1053 GWh au total et 44mWh / habitant (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage, hors ordures ménagères) <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">Baisse de la facture énergétique (en kWh ou € économisés)			1
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et seq. CO2)		0	
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)		0	

6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

Réduction de l’éclairage nocturne

- Secteur en nuit noire
- Secteur avec capteurs de mouvements

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Nombre de secteurs en nuit noire créés
- Nombre de secteurs équipés de capteurs de mouvements (faune)

1

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

Renforcement de la sécurité de certains secteurs et de la convivialité d’autres secteurs

1

8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ?

- Commune de Beynost
- Partenaires : ADEME pour le diagnostic et l’établissement du plan de rénovation/adaptation

1

9. Stade du projet : plan de financement défini ?

Coût prévisionnel à définir d’ici le CRTE v2 pour :

- Un budget de 250 K€ sur une période de 5 ans, selon un programme qui a pour vocation à être accéléré.
- NB : Aujourd’hui des consommations d’électricité de 100 K€ par an pour l’éclairage public. Il y a un potentiel de réduction des charges de fonctionnement important.

1

10. Stade du projet : Lancement à court terme ?

2021-2025

Réalisation de l’étude diagnostic et d’un plan d’actions par secteurs

1

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l’action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?

Si oui, l’enjeu apparaît en gras.

- Limiter l’artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)
- Prévenir l’érosion de la côte due aux sécheresses
- Maintenir une capacité d’accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)
- Soutenir et développer l’ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l’accès à l’emploi pour tous
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages
- Développer des coopérations territoriales

Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)

« VÉGÉTALISATION DE L'ESPACE PUBLIC – DÉSIMPÉRMÉABILISATION DES SOLS »

Commune de Miribel

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Planter des parkings végétalisés dans tous les projets d'aménagements à venir pour faire « respirer la ville ».

A commencer par le parking Rue Henri Grobon qui sera végétalisé lors du réaménagement de la place programmé sur 2021-2022.

La végétalisation choisie (arbre, arbuste, couvrant) seront des essences adaptées au changement climatique.

Dans le cadre de cette action, la préservation de la ressource en eau est un axe fort :

- Achat d'amphores permettant de passer de 1 arrosage tous les jours à 1 arrosage tous les 4 jours
- Passage à une gestion raisonnée de l'arrosage avec la mise en place d'un système de programmation pour l'arrosage automatique

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)		0	
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">• Favoriser la séquestration carbone• Favoriser le confort d'été en rafraichissant l'air urbain• Choisir des végétaux adaptés au changement climatique. Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">• Température avant / après sur ce site• Ressenti des usagers• Nombre d'arbres plantés• Surface de sols végétalisés par le projet et ainsi préservés de l'artificialisation (en m²)• Surfaces de sols désimperméabilisés par le projet (en m²)		1	
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">• Gestion raisonnée de l'arrosage : passer de 1 arrosage tous les jours à 1 arrosage tous les 4 jours (amphores) et mise en place d'un système de programmation pour l'arrosage automatique Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">• Nombre d'arrosages par jour• Evolution de la consommation d'eau pour l'arrosage (en litres)		1	

4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)	0
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)	0
6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">• Favoriser le maintien de la biodiversité par la végétalisation d'espaces urbains. Indicateur disponible : <ul style="list-style-type: none">• Artificialisation du territoire CCMP : 20,8% en 2000 et 23,8 en 2020 soit environ 2 000 ha consommés Indicateurs existants (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">• Nombre d'espèces végétales plantées et adaptées aux conditions climatiques locales	1
7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)	0
8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ? <ul style="list-style-type: none">• Commune de Miribel	1
9. Stade du projet : plan de financement défini ? Budget prévisionnel : <ul style="list-style-type: none">• Système de programmation de l'arrosage : 30 000 € sur 3 ans.• Parking végétalisé : à venir• Amphores : à venir• Pour l'heure aucun financement n'est sollicité spécifiquement, mais le coût du parking végétalisé représentant un fort investissement, un co-financement permettrait d'élargir la zone désimperméabilisée.	1
10. Stade du projet : Lancement à court terme ? L'ensemble des actions sont programmées sur 2021-2022	1
11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ? Si oui, l'enjeu apparaît en gras . <ul style="list-style-type: none">• Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)• Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheresses• Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)• Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous• Faciliter les parcours résidentiels des ménages• Développer des coopérations territoriales Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)	*

« MODERNISATION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC »

Commune de Miribel

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

- Programme d'action pour maitriser l'éclairage public :

 - Passage en LED
 - Tout nouvel équipement sera en LED
 - Suppression de points lumineux
 - Baisse d'intensité de 30 % sur certaines zones de la commune.
 - Souhait de l'extinction nocturne
- En 2021, premier projet de modernisation de l'éclairage public avec le passage en LED de l'éclairage du stade de la Chanal.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">• Baisse de la consommation énergétique de la commune <u>Indicateurs existants :</u> <ul style="list-style-type: none">• Consommations énergétiques du territoire (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage) : 1053 GWh au total et 44 MWh / habitant (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage, hors ordures ménagères) <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">• Baisse de la facture énergétique (en KWh ou en € économisés)			1
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2)		0	
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)		0	

6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Limitation des effets néfastes sur la faune et la flore nocturne (passage en LED, suppression de points lumineux, baisse d'intensité de 30%, envisager des extinctions nocturnes)

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- % de points lumineux de la commune passés en LED
- % de points lumineux ayant réduit l'intensité de 30%

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)

8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ?

- Commune de Miribel

9. Stade du projet : plan de financement défini ?

Coût prévisionnel :

- 80 820 € HT budgétés
- Co-financement demandé pour la DSIL à hauteur de 50 %
- Co-financement demandé à la Fédération Française de Foot à hauteur de 20%
- Financement CRTE sollicité pour massifier les actions en 2022

La commune compte sur les économies d'énergie réalisées la première année pour contribuer au financement des travaux la deuxième année, et ainsi de suite.

10. Stade du projet : Lancement à court terme ?

Les premiers travaux du stade de la Chanal seront engagés en 2021.

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?

Si oui, l'enjeu apparaît en gras.

- Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)
- Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheresses
- Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)
- Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages
- Développer des coopérations territoriales

Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)

« MODES DOUX »

Commune de Miribel

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

- Privilégier la place du piéton et du vélo
- Conforter la continuité de la piste cyclable / coulée verte
- Installer des arceaux vélos

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">• Limiter les émissions de GES en privilégiant la place des modes actifs (trottoir élargi, arceaux vélos) Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">• Taux de remplissage des arceaux vélos• Evolution du nombre d'usagers de la piste cyclable			1
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2)		0	
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">• Inciter et promouvoir les modes de transport décarbonés pour réduire la pollution de l'air liée aux véhicules motorisés.			1
6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles		0	

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">• Inciter et promouvoir l'exercice physique (santé – bien-être) Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">• Evolution du nombre d'usagers de la piste cyclable• Evolution du nombre d'usagers des arceaux vélos	1
8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ? <ul style="list-style-type: none">• Commune de Miribel• La CCMP qui porte le groupement de commande pour les arceaux à vélo	1
9. Stade du projet : plan de financement défini ? <ul style="list-style-type: none">• 50 arceaux simples : 22 000 – 26 000 €• Un financement CRTE est sollicité pour l'achat des arceaux.	1
10. Stade du projet : Lancement à court terme ? <ul style="list-style-type: none">• Les arceaux seront achetés en 2021 et installés au fil des besoins et/ou projets d'aménagement• 10 arceaux sur 50 seront gardés en stock pour anticiper d'autres besoins au fil des projets d'aménagement.	1
11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ? <i>Si oui, l'enjeu apparaît en gras.</i> <ul style="list-style-type: none">• Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)• Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheresses• Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)• Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous• Faciliter les parcours résidentiels des ménages• Développer des coopérations territoriales <i>Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)</i>	

« RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET ISOLATION DE DEUX BÂTIMENTS COMMUNAUX À VOCATION DE LOGEMENT »

Commune de Miribel

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

La ville possède des bâtiments de logements dont 2 qu'elle souhaite rénover afin de mettre à la location des logements de qualité.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">Baisse de la consommation énergétique et des émissions de gaz à effet de serre par la baisse des consommations de chauffage <u>Indicateurs existants :</u> <ul style="list-style-type: none">Consommations énergétiques du territoire (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage) : 1053 GWh au total et 44mWh / habitant (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage, hors ordures ménagères)Emissions de gaz à effet de serre du territoire (total et par habitant) : 182.18 kteqCO2 au total et 7,20teqCO2 / habitant (hors ordures ménagères) <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">Baisse de la facture énergétique (en kWh ou en € économisés)			1
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">Favoriser le confort d'été <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">Amélioration du ressenti des locatairesTempérature maximale intérieure l'été avant / après rénovation			1
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	

4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)	0
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)	0
6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">Eviter l'extension urbaine par la rénovation de bâti existant à vocation d'habitat. <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">Surface habitable proposée dans des bâtis existants réhabilités plutôt qu'en extension urbaine	1
7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">Contribuer à l'accès à des logements de qualité dans la commune <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">Taux d'occupation / vacance des logementsRessenti des locataires	1
8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ? <ul style="list-style-type: none">Commune de MiribelPartenaires : ALECO1 pour un pré accompagnement technique	1
9. Stade du projet : plan de financement défini ? <u>Coût prévisionnel : 35 000 euros</u> pour la réalisation des deux audits. Les travaux préconisés dans les audits vont possiblement représenter des investissements forts pour la commune qui craint de ne pouvoir y parvenir, raison pour laquelle des financements seront sollicités.	1
10. Stade du projet : Lancement à court terme ? Les audits sont programmés pour 2021-2022 pour un début des travaux en 2022	1
11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-t-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ? <i>Si oui, l'enjeu apparaît en gras.</i> <ul style="list-style-type: none">Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheressesMaintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tousFaciliter les parcours résidentiels des ménagesDévelopper des coopérations territoriales <i>Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)</i>	*

« RENOVATION ÉNERGETIQUE COMPLEXE ST EXUPÉRY / JULES FERRY »

Commune de Neyron

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Les bâtiments regroupant la Salle Saint-Exupéry et la Salle Jules Ferry (salles recevant des associations, des expositions, ...) sont de véritables « passoires thermiques » qu'il convient de rénover. Ces travaux seront aussi l'occasion de mettre aux normes l'accessibilité.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">Baisse de la consommation énergétique et des émissions de gaz à effet de serre par la baisse des consommations de chauffage <u>Indicateurs existants :</u> <ul style="list-style-type: none">Consommations énergétiques du territoire (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage) : 1053GWh au total et 44 mWh / habitant (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage, hors ordures ménagères)Emissions de gaz à effet de serre du territoire : 182.18 kteqCO2 au total et 7,20teqCO2 / habitant (hors ordures ménagères) <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">Baisse de la facture énergétique (en Kwh ou en € économisés)			1
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">Amélioration potentielle du confort d'été du fait de l'isolation du bâtiment. <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">Température maximale intérieure l'été avant / après rénovation			1
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	

4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">Utilisation souhaitée de matériaux biosourcés <u>Indicateur proposé (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">% des matériaux biosourcés utilisés dans le cadre du projet de rénovation.	0	1
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)	0	
6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles	0	
7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">Mise aux normes accessibilité.Création d'une nouvelle salle (bibliothèque).Amélioration de l'accueil des associations <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">Nb de m² supplémentaires mis à disposition des associations et des publics		1
8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ? <ul style="list-style-type: none">Commune de NeyronPartenaire : Agence d'ingénierie 01 (appui pour élaborer le phasage et mobiliser des financements notamment) ; la commune a sollicité l'ALEC 01 pour un audit énergétique.		1
9. Stade du projet : plan de financement défini ? <u>Budget prévisionnel : 400 000 euros.</u> Recherche de financement en cours, avec l'appui de l'Agence d'ingénierie 01. Financement à solliciter dans le cadre du Plan de relance, via la DETR notamment.		1
10. Stade du projet : Lancement à court terme ? Début des travaux envisagé en 2022 Audit et phasage des travaux en 2021, avec l'appui de l'Agence d'ingénierie 01, et la sollicitation de l'ALEC 01 pour un audit énergétique des travaux à entreprendre.		1
11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ? <i>Si oui, l'enjeu apparaît en gras.</i> <ul style="list-style-type: none">limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheressesMaintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tousFaciliter les parcours résidentiels des ménagesDévelopper des coopérations territoriales <i>Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)</i>		

« BATTERIE DE SERMENAZ »

Commune de Neyron

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Pour protéger et mettre en valeur ce site, la commune prévoit de réaliser la mise en sécurité du site, le nettoyage et la réhabilitation de l'ancien réseau de récupération des eaux pluviales, le recollement des pierres sur les couvertures des murs pour protéger des dégradations.

Une association communale s'est constituée avec pour projet de créer une « forêt jardin » accueillant une grande variété d'espèces comestibles, avec un objectif de planter 1 000 arbres.

L'objectif à terme est de permettre l'ouverture au public de la batterie de Sermenaz, patrimoine militaire historique, et d'en faire un lieu de vie pour l'ensemble des habitants de la commune.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)		0	
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">Séquestration carbone grâce à la plantation d'arbres dans l'enceinte de la Batterie de Sermenaz. Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">Nombre d'arbres plantés			1
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">Récupération des eaux de pluie pour arroser les plantations. Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">Evolution de la consommation d'eau pour l'arrosage (en litres)			1
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">Utilisation des déchets vert (permaculture) pour amender le sol : réduction des déchets vert mis en déchetterie. Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">Quantité de déchets verts réutilisés en kg (permaculture, gestion des espaces verts)			1
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)		0	

6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Entretien d'un espace naturel de 51 000 m².
- Création d'un jardin pour production légumes et fruits.
- Sur le site, des arbres ont été planté par l'ONF en 2015. L'objectif est de préserver ces arbres et d'introduire des arbres fruitiers entrant dans le projet de « forêt jardin ».

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Nombre d'arbres plantés

1

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Fédérer du lien social grâce à l'association qui porte le projet de « forêt jardin ».
- Projet avec participation des citoyens.
- Le lieu pourrait servir pour des actions culturelles ponctuelles comme exposition dans les salles de la batterie, concert de musique en plein air.
- A terme il pourrait être créé un emploi pour gérer le site.

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Nombre de manifestations organisées par an

1

8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ?

- Commune de Neyron

Echange à venir avec le département.

1

9. Stade du projet : plan de financement défini ?

Un budget prévisionnel de 50 000 € a été budgété pour le nettoyage de l'ancien réseau : remise en état du circuit de récupération de l'eau de pluie pour alimenter le fort en vue de l'arrosage des plantations.

Sollicitation du Département à venir pour un financement complémentaire.

1

10. Stade du projet : Lancement à court terme ?

Calendrier indicatif :

- 2021-2022 : Viabilisation et sécurisation / ouverture au maraîchage.
- 2023 : Ouverture régulière pour des évènements.
- 2030 : Ouverture de salles pour des événements. L'ensemble du site est ouvert au public / pérennisation d'évènements et/ou festival régulier.

1

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?

Si oui, l'enjeu apparaît **en gras**.

- Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)**
- Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheresses
- Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)
- Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages
- Développer des coopérations territoriales

*

Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)

« LUTTE CONTRE LES ÎLOTS DE CHALEUR À L'ÉCOLE »

Commune de Neyron

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

La cour de l'école et un certain nombre de classes sont exposées plein sud. Ainsi, il est envisagé la pose de volet pour les salles de classe exposées ainsi que le verdissement de la cour d'école avec notamment la mise en place de plantes grimpantes le long des murs.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)		0	
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">Lutte contre les ilots de chaleur – Rafraichissement (cour, murs) Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">Amélioration du ressenti des usagersNombre d'arbres plantésNombre de plantes grimpantes plantées			1
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)		0	
6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">L'apport de végétal en milieu urbain constitue un refuge favorable à la biodiversité. Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">Nombre d'espèces végétales plantées et adaptées aux conditions climatiques locales			1

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Réduction de l'inconfort et des risques pour la santé des enfants et usagers en cas de forte chaleur.

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Amélioration du ressenti des usagers

1

8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ?

- Commune de Neyron

1

9. Stade du projet : plan de financement défini ?

Financement à rechercher

0

10. Stade du projet : Lancement à court terme ?

Travaux envisagés sur 2021 - 2022

1

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-t-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?

Si oui, l'enjeu apparaît **en gras**.

- Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)
- Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheresses
- Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)
- Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages
- Développer des coopérations territoriales

Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)

« MODERNISATION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC »

Commune de Neyron

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Modernisation et mise en conformité des commandes d'éclairage public pour passer à 100 % en LED. Première tranche avec 207 points sur 700 – axée sur les plus vieux et les plus consommateurs.

La commune souhaiterait moderniser également les 500 points restants, sous réserve de pouvoir mobiliser des co-financements complémentaires.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> ● Baisse de la consommation énergétique <u>Indicateurs existants :</u> ● Consommations énergétiques du territoire (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage) : 1053 GWh au total et 44 mWh / habitant (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage, hors ordures ménagères) <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> ● Baisse de la facture énergétique (en kWh ou en € économisés) ● % de points lumineux de la commune passés en LED			1
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2)		0	
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)		0	

6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> ● Limitation des effets néfastes sur la faune et la flore nocturne <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> ● % de points lumineux de la commune passés en LED	1
7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)	0
8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ? ● Commune de Neyron ● Partenaire : SIEA	1
9. Stade du projet : plan de financement défini ? Coût prévisionnel pour passer les 200 premiers points lumineux en LED : 233 500 € TTC ● Co-financement du SIEA ● Reste à financer : 155 026,99 € par la commune et/ou un soutien via le CRTE. Concernant les 500 points restants, un budget supplémentaire d'environ 400000 € est estimé (sur la base du coût moyen de 800€ par point) et pourrait être sollicité dans le cadre du CRTE. Ce budget indicatif reste à étudier et affiner.	1
10. Stade du projet : Lancement à court terme ? Dès 2021.	1
11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ? <i>Si oui, l'enjeu apparaît en gras.</i> ● Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau) ● Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheresses ● Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification) ● Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous ● Faciliter les parcours résidentiels des ménages ● Développer des coopérations territoriales <i>Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)</i>	

« PASSAGE EN LED DES POINTS LUMINEUX DES BÂTIMENTS PUBLICS »

Commune de Saint-Maurice-de-Beynost

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Le projet initial est de passer en LED l'éclairage intérieur pour 11 bâtiments de la commune : les premiers changement entrepris seront sur l'éclairage des écoles.

La commune souhaiterait étendre l'action à l'ensemble des bâtiments publics, sous réserve de disposer d'un co-financement complémentaire.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)			
En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?			
• Baisse de la consommation énergétique			
Indicateurs existants :			
Consommations énergétiques du territoire (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage) : 1053 GWh au total et 44 mWh / habitant (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage, hors ordures ménagères)			
Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :			
Baisse de la facture énergétique (en kWh ou en € économisés)			1
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et seq. CO2))		0	
3. Gestion économe de la ressource en eau		0	
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques		0	

6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles	0
7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)	0
8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ? • Commune de Saint-Maurice-de-Beynost	1
9. Stade du projet : plan de financement défini ? Budget communal : 123 000 € (pièces et main d'œuvre). Un co-financement est souhaité pour permettre en 2022 le passage en LED de l'ensemble des bâtiments.	1
10. Stade du projet : Lancement à court terme ? Le remplacement des luminaires des 11 premiers bâtiments est prévu dès 2021.	1
11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ? <i>Si oui, l'enjeu apparaît en gras.</i> • Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau) • Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheresses • Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification) • Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous • Faciliter les parcours résidentiels des ménages • Développer des coopérations territoriales <i>Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)</i>	

« VÉGÉTALISATION DE LA COMMUNE »

Commune de Saint-Maurice-de-Beynost

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Dans la continuité des actions de végétalisation entreprises les années précédentes (71 arbres plantés en 2020) une cinquantaine d'arbres seront à nouveau plantés en 2021.

Souhait d'inscrire au PLU des arbres remarquables pour interdire leur coupe notamment lors des divisions parcellaires.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)		0	
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">Rafrichissement – apport d'ombreFavoriser la séquestration carbone Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">Nombre d'arbres plantésNombre de mètres linéaires de végétaux plantés sur l'ensemble de la commune			1
3. Gestion économe de la ressource en eau		0	
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques		0	

6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Augmentation de la biodiversité
- Diversité et adaptation des espèces

Indicateurs existants :

- Artificialisation du territoire CCMP : 20,8% en 2000 et 23,8 en 2020 soit environ 2 000 ha consommés

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Nombre d'espèces végétales plantées et adaptées aux conditions climatiques locales

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)

0

8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ?

Commune de Saint-Maurice-de-Beynost

1

9. Stade du projet : plan de financement défini ?

8 000€

1

10. Stade du projet : Lancement à court terme ?

Plantation des arbres en 2021

1

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?

Si oui, l'enjeu apparaît *en gras*.

- Limitier l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)**
- Prévenir l'érosion de la còtière due aux sécheresses
- Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)
- Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages
- Développer des coopérations territoriales

*

Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)

« AMÉLIORATION DU CONFORT D'ÉTÉ DE L'ESPACE PETITE ENFANCE »

Commune de Saint-Maurice-de-Beynost

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Amélioration du confort d'été de l'EAJE (Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant) et de la maternelle par la pose de volet ou store occultant.	À venir : réflexion en cours autour de projets de végétalisation supplémentaire et de débitumisation.		
Cette action vient compléter les mesures déjà prises pour l'amélioration du confort d'été : notamment la plantation d'arbres dans les 2 cours d'écoles (maternelle/élémentaire).	Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.		
	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">Réduction du besoin d'usage de ventilateurs et/ou de la climatisation par les établissements Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">Baisse de la facture énergétique (en kWh ou € économisés)			1
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">Augmentation du confort des usagers, rafraichissement des locaux Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) <ul style="list-style-type: none">Température maximale avant / après			1
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)		0	
6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles		0	

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">Réduction de l'inconfort et des risques pour la santé des enfants et usagers en cas de forte chaleur. Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) <ul style="list-style-type: none">Amélioration du ressenti des usagers	1
8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ? <ul style="list-style-type: none">Commune de Saint-Maurice-de-Beynost	1
9. Stade du projet : plan de financement défini ? Financement prévu par la commune : 16 500 € Besoin de financement complémentaire afin de massifier le projet et engager des travaux pour favoriser les ilots de fraîcheur (estimation à réaliser).	1
10. Stade du projet : Lancement à court terme ? Travaux programmés en 2021	1
11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-t-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ? <i>Si oui, l'enjeu apparaît en gras.</i> <ul style="list-style-type: none">Limitier l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)Prévenir l'érosion de la côtière due aux sécheressesMaintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tousFaciliter les parcours résidentiels des ménagesDévelopper des coopérations territoriales <i>Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)</i>	

« MODERNISATION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC LORS DES TRAVAUX DE VOIRIE »

Commune de Saint-Maurice-de-Beynost

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Il est souhaité un objectif de remplacement de 80% des points lumineux en 2022. Pour 2021, 50 points seront passés en LED.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> ● Baisse de la consommation énergétique <u>Indicateurs existants :</u> ● Consommations énergétiques du territoire (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage) : 1053 au total et 44 mWh / habitant (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage, hors ordures ménagères) <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> ● % de points lumineux de la commune passés en LED ● Baisse de la facture énergétique (en kWh ou en € économisés)			1
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2)		0	
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)		0	
6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> ● Préservation de la faune et la flore nocturne <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> ● % de points lumineux de la commune passés en LED			1

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)	0
8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ? ● Commune de Saint-Maurice-de-Beynost	1
9. Stade du projet : plan de financement défini ? Coût prévisionnel : 118 000€ Co financement par le SIEA et le Fond de compensation de la TVA. <u>Reste à charge commune : 80 000 €</u> Un co-financement permettra d'élargir le projet à l'ensemble des points lumineux de la commune.	1
10. Stade du projet : Lancement à court terme ? Les 50 premiers points seront remplacés en 2021	1
11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ? <i>Si oui, l'enjeu apparaît en gras.</i> ● Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau) ● Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheresses ● Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification) ● Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous ● Faciliter les parcours résidentiels des ménages ● Développer des coopérations territoriales <i>Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)</i>	

« CHAMP SOLAIRE »

Commune de Thil

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Implantation d’un champ solaire sur une ancienne carrière de la commune.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> ● Augmentation de la part des EnR dans le mix énergétique <u>Indicateurs existants :</u> ● Production annuelle d’énergie renouvelable (éolien, solaire, hydro-électricité, méthanisation, etc.) : 35,2 GWh au total, hors pompe à chaleur et hors incinérateur d’ordures ménagères <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> ● Part des EnR dans le mix énergétique de la commune			1
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et seq. CO2)		0	
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)		0	
6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles ● Le projet est localisé sur les anciennes carrières de Thil sur une surface de 3 à 5 ha. Ce site est « dégradé » selon les caractéristiques de l’Etat et est traversé par des lignes à très hautes tensions. Cependant, il est situé sur des zones naturelles sensibles, l’impact environnemental est donc à étudier et pourrait s’avérer négatif.	?	?	

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> ● Le projet pourrait possiblement être ouvert à du co-financement citoyen (à confirmer).	0
8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ? ● Commune de Thil et conventionnement avec l’entreprise Luxel	1
9. Stade du projet : plan de financement défini ?	0
10. Stade du projet : Lancement à court terme ? Etude en cours sur 2021 pour juger de la faisabilité du projet.	1
11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l’action répond-t-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ? <i>Si oui, l’enjeu apparaît en gras.</i> ● Limiter l’artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau) ● Prévenir l’érosion de la côtière due aux sécheresses ● Maintenir une capacité d’accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification) ● Soutenir et développer l’ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l’accès à l’emploi pour tous ● Faciliter les parcours résidentiels des ménages ● Développer des coopérations territoriales <i>Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)</i>	

« MODERNISATION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC »

Commune de Thil

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Rénovation d'1/3 de l'éclairage public et réflexion autour de l'extinction nocturne.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> • Limitation des consommations énergétiques <u>Indicateurs existants :</u> • Consommations énergétiques du territoire (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage) : 1053 GWh au total et 44mWh / habitant (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage, hors ordures ménagères) <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> • Baisse de la facture énergétique (en kWh ou en € économisés)			1
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2)		0	
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)		0	
6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> • Protection de la faune et la flore par la maîtrise de l'éclairage nocturne. Suppression de points lumineux jugés inutiles (environ 15 points). <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> • % de points lumineux ayant réduit l'intensité de 30%			1

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)	0
8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ? • Commune de Thil et projet en discussion avec le SIEA.	1
9. Stade du projet : plan de financement défini ? Coût prévisionnel : Montant total 57 100 € <u>Financement</u> Proposition de prise en charge du SIEA pour changement d'1/3 (64 luminaires) des points lumineux en LED mais reste à charge lourd pour la commune : 25 000 € Si des financements peuvent être mobilisés dans le cadre du CRTE, le projet pourra être étendu à l'ensemble de la commune.	1
10. Stade du projet : Lancement à court terme ? Budgétisé sur 2021, mais probable report en 2022.	1
11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ? <i>Si oui, l'enjeu apparaît en gras.</i> • Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau) • Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheresses • Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification) • Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous • Faciliter les parcours résidentiels des ménages • Développer des coopérations territoriales <i>Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)</i>	

« RÉHABILITATION CITY STADE »

Commune de Thil

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Réhabilitation du City stade et de ses abords par transformation d'un terrain de foot devenu dangereux en espace sportif, naturel et arboré. Abattage d'arbres morts devenus dangereux, plantation d'arbres pour les remplacer et plantation d'arbres supplémentaires.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> ● Séquestration carbone rendue possible grâce à la plantation d'arbres <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> ● Nombre d'arbres plantés			1
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> ● Préservation des digues pour protéger la zone et plantation pour limiter l'arrivée des eaux sur la zone <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> ● Nombre de mètres linéaires de végétaux plantés sur l'ensemble de la commune			1
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)		0	

6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Espèces végétales adaptées au climat

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Nombre d'espèces végétales plantées et adaptées aux conditions climatiques locales

1

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Favoriser les emplois locaux pour la réalisation de ces travaux

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Nb d'emplois « verts » créés sur le territoire

1

8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ?

- Commune de Thil

Accompagnement CAUE en phase projet

Sollicitation d'un paysagiste pour la conception de l'espace

1

9. Stade du projet : plan de financement défini ?

- 420€ pour accompagnement CAUE

- 2 880€ pour le paysagiste

1

10. Stade du projet : Lancement à court terme ?

Etude en cours sur l'aménagement de l'espace qui permettra de définir le coût du projet, selon les préconisations du paysagiste.

1

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-t-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?

*Si oui, l'enjeu apparaît **en gras**.*

- Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)
- Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheresses
- Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)
- **Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous**
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages
- Développer des coopérations territoriales

*

Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)

« RÉNOVATION ÉNERGETIQUE BÂTIMENTS COMMUNAUX ACCUEILLANT DU PUBLIC »

Commune de Thil

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Les bâtiments communaux (mairie + école) n’ont que peu bénéficié de travaux de rénovation ces dernières années. Cela se ressent sur le confort thermique et se voit sur les factures.

Il est donc prévu l’isolation des combles pour la mairie et l’école, le changement des menuiseries et la pose de volet pour l’école.

	Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.		
	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> ● Baisse de la consommation énergétique et des émissions de gaz à effet de serre par la baisse des consommations de chauffage <u>Indicateurs existants :</u> ● Consommations énergétiques du territoire (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage) : 1053 GWh au total et 44mWh / habitant (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage, hors ordures ménagères) ● Emissions de gaz à effet de serre du territoire : 182.18 kteqCO2 au total et 7,20teqCO2 / habitant (hors ordures ménagères) <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> ● Baisse de la facture énergétique (en kWh ou en € économisés)			1
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> ● Amélioration du confort d'été <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> ● Température maximale intérieure avant / après rénovation ● Amélioration du ressenti des usagers			1
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	

5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)	0
6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles	0
7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)	1
8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ? ● Commune de Thil ● Appui du SIEA pour solliciter le programme Isol'Ain en vue de massifier l’isolation des combles dans les bâtiments publics.	1
9. Stade du projet : plan de financement défini ? <u>Coût</u> : 90 000 euros pour le remplacement d'une majorité de l'ensemble des menuiseries de l'école ainsi que l'ajout de volets solaires <u>Financement</u> : Mobilisation CEE pour isolation des combles, reste à charge commune : 3 660 € LA DETR a été sollicitée ainsi que la Région pour mobiliser des co-financements sur le changement des menuiseries et les volets pour engager ou non les travaux qui représentent un coût trop élevé pour la commune.	1
10. Stade du projet : Lancement à court terme ? Travaux engagés en 2021	1
11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ? <i>Si oui, l'enjeu apparaît en gras.</i> ● Limiter l’artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau) ● Prévenir l’érosion de la côte due aux sécheresses ● Maintenir une capacité d’accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification) ● Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous ● Faciliter les parcours résidentiels des ménages ● Développer des coopérations territoriales <i>Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)</i>	

« RÉVISION DU PLU »

Commune de Thil

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Réviser le PLU pour éviter l’artificialisation des terrains, pour favoriser le développement de plantations et l’espacement entre les maisons. Volonté de préserver les espaces agricoles en développant le centre du village et en identifiant des zones à préserver du développement urbain.

Indiquez votre appréciation de l’impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
--------------	------------	--------------

<p>1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)</p> <p>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</p> <ul style="list-style-type: none">Favoriser les installations solaires sur les maisons <p>Indicateurs existants :</p> <ul style="list-style-type: none">Production annuelle d’énergie renouvelable du territoire (éolien, solaire, hydro-électricité, méthanisation, etc.) : 33.18 GWh <p>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</p> <ul style="list-style-type: none">Nombre de panneaux solaires installés	1
<p>2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2)</p> <p>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</p> <ul style="list-style-type: none">Eviter la perméabilisation des sols et favoriser les plantations.Favoriser la préservation des espaces verts et naturels <p>Indicateurs existants :</p> <ul style="list-style-type: none">Artificialisation du territoire CCMP : 20,8% en 2000 et 23,8 en 2020 soit environ 2 000 ha consommés <p>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</p> <ul style="list-style-type: none">Création d’un outil réglementaire coercitif pour la végétalisation dans le PLU (cf. coefficient de biotope du PLU de Beynost)	1
<p>3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)</p> <p>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</p> <ul style="list-style-type: none">Favoriser l’infiltration des eaux de pluie à la parcelleLimiter l’imperméabilisation des sols <p>Indicateur proposé (à affiner pour CRTE v2) :</p> <ul style="list-style-type: none">Surfaces de sols désimperméabilisés (en m²)	1

<p>4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)</p>	0
<p>5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)</p>	0
<p>6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles</p> <p>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</p> <ul style="list-style-type: none">Préservation de la biodiversité animale et florale par respect du cycle de vie	1
<p>7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)</p> <p>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</p> <ul style="list-style-type: none">Favoriser les emplois verts notamment ceux autour de la pose de panneaux solaires <p>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</p> <ul style="list-style-type: none">Nb d’emplois « verts » créés sur le territoire	1
<p>8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ?</p> <ul style="list-style-type: none">Commune de Tramoyes	1
<p>9. Stade du projet : plan de financement défini ?</p> <p>Sollicitation en cours de plusieurs Bureau d’étude afin de cibler le chiffrage d’accompagnement</p>	0
<p>10. Stade du projet : Lancement à court terme ?</p>	0
<p>11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l’action répond-t-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?</p> <p>Si oui, l’enjeu apparaît <i>en gras</i>.</p> <ul style="list-style-type: none">Limiter l’artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)Prévenir l’érosion de la côte due aux sécheressesMaintenir une capacité d’accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)Soutenir et développer l’ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l’accès à l’emploi pour tousFaciliter les parcours résidentiels des ménagesDévelopper des coopérations territoriales <p>Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)</p>	**

« ACQUISITION FORESTIÈRE »

Commune de Tramoyes

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Acquisition d'une parcelle forestière afin de la préserver.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)		0	
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">Contribution à l'effort de séquestration carbone <u>Indicateurs existants :</u> <ul style="list-style-type: none">Superficie de forêt préservée de l'artificialisation (en m²)			1
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie) <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">Favoriser l'infiltration des eaux de pluie à la parcelleLimiter l'imperméabilisation des sols <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">Surfaces de sols désimperméabilisés (en m²)			1
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)		0	
6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles <u>En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?</u> <ul style="list-style-type: none">Protection d'un espace boisé pour l'entretenirRenforcer la trame verte et bleue : création de refuges de biodiversité <u>Indicateur disponible :</u> <ul style="list-style-type: none">Artificialisation du territoire CCMP : 20,8% en 2000 et 23,8 en 2020 soit environ 2 000 ha consommés <u>Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :</u> <ul style="list-style-type: none">Superficie de forêt préservée de l'artificialisation (en m²)Part des surfaces forestières du territoire bénéficiant d'une garantie de gestion durable			1

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)	0
8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ? <ul style="list-style-type: none">Commune de Tramoyes	1
9. Stade du projet : plan de financement défini ? 10 000 € budget communal, ciblés sur l'acquisition. Un co-financement pourrait permettre d'engager des actions de préservation de cet espace boisé (notamment recensement espèces, entretien et mise en valeur).	1
10. Stade du projet : Lancement à court terme ? Acquisition en 2021	1
11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ? <i>Si oui, l'enjeu apparaît en gras.</i> <ul style="list-style-type: none">Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheressesMaintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tousFaciliter les parcours résidentiels des ménagesDévelopper des coopérations territoriales <i>Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)</i>	*

« PLAN DE GESTION RAISONNÉ DES ESPACES VERTS ET PLAN DE GESTION BOCAGER »

Commune de Tramoyes

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Afin de mieux connaître et gérer raisonnablement les espaces verts de la commune, une étude est en cours de réalisation pour obtenir un plan d’actions d’entretien des espaces.

En sus de cette étude, il est souhaité la mise en œuvre d’un plan de gestion bocager pour étudier l’entretien des haies et la valorisation du bois ainsi que sur les parcelles privées sur lesquelles peuvent être implantées de nouvelles haies.

Indiquez votre appréciation de l’impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)		0	
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">Choix des espèces adaptées au climat Indicateurs existants : <ul style="list-style-type: none">Nombre d’espèces végétales plantées et adaptées aux conditions climatiques locales			1
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">Choix des espèces nécessitant peu d’apport en eauPaillage systématique pour limiter l’évapotranspiration des sols et l’arrosage Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">Evolution de la consommation d’eau pour l’arrosage			1
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	

5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Limitation des entrants chimiques par la gestion raisonnée des espaces verts.

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Part des espaces verts communaux entretenus sans intrants chimiques
- Et/ou : Réduction de la quantité d’intrants chimiques utilisés pour l’entretien des espaces verts de la commune (en litres par an)

1

6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Biodiversité préservée et favorisée par la gestion raisonnée des espaces verts communaux.

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Part des espaces verts communaux entretenus sans intrants chimiques
- Et/ ou : Réduction de la quantité d’intrants chimiques utilisés pour l’entretien des espaces verts de la commune (en litres par an)

1

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)

0

8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ?

- Commune de Tramoyes

1

9. Stade du projet : plan de financement défini ?

Budget communal pour l’étude en cours : **coût estimé à 15000€**

(hors mise en œuvre dont le coût reste à préciser par l’étude).

Plan de gestion haies bocagères : **10 000€**

La mise en œuvre des actions suite à la réalisation des études nécessitera des financements supplémentaires pouvant être sollicités dans le cadre du CRTE.

1

10. Stade du projet : Lancement à court terme ?

Calendrier à préciser d’ici le CRTE v2.

0

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l’action répond-t-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?

Si oui, l’enjeu apparaît **en gras**.

- Limiter l’artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)
- Prévenir l’érosion de la côte due aux sécheresses
- Maintenir une capacité d’accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)
- Soutenir et développer l’ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l’accès à l’emploi pour tous
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages
- Développer des coopérations territoriales

Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)

« HAIES BOCAGÈRES »

Commune de Tramoyes

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

- Plantation de 2 haies bocagères, dont la somme représente un linéaire d'environ 250 m :
- La première sera plantée sur une parcelle communale afin de montrer l'exemple et sensibiliser les citoyens et agriculteurs aux bienfaits des haies. Elle favorisera la continuité écologique puisqu'elle permet de relier deux parcelles boisées.
 - La seconde sera plantée aux abords du terrain de pétanque pour créer un brise vent.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

	NÉGATIF (-1)	NEUTRE (0)	POSITIF (+1)
1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)		0	
2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2) En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ? <ul style="list-style-type: none">• Brise vent• Favoriser la séquestration carbone Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) : <ul style="list-style-type: none">• Augmentation des surfaces de haies sur le territoire communal (en m² ou mètres linéaires)• Surface de sols végétalisés par le projet et ainsi préservés de l'artificialisation (en m²)			1
3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)		0	
4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)		0	
5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)		0	

6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Augmentation de la biodiversité sur les terrains communaux

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Nombre d'espèces végétales plantées et adaptées aux conditions climatiques locales
- Surface de sols végétalisés par le projet et ainsi préservés de l'artificialisation (en m²)

1

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Sensibiliser et montrer l'exemple pour encourager les agriculteurs et les citoyens à planter eux aussi des haies bocagères sur leurs terrains

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2) :

- Nombre de citoyens ayant planté des haies
- Nombre d'agriculteurs ayant planté des haies

1

8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ?

- Commune de Tramoyes

1

9. Stade du projet : plan de financement défini ?

Budget communal pour l'achat de plants

1

10. Stade du projet : Lancement à court terme ?

Plantations programmées pour 2021

1

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?

Si oui, l'enjeu apparaît **en gras**.

- Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)
- Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheresses
- Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)
- Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages
- Développer des coopérations territoriales

Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)

« CRÉATION D'UNE ZONE ARTISANALE + REQUALIFICATION DE BÂTI À TRAMOYES »

CCMP – Commune de Tramoyes

Présentation du projet au travers des objectifs poursuivis par le Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Objectifs

Le CCMP souhaite réaliser une étude de faisabilité économique et technique qui permettra de confirmer la possibilité de création d'une zone artisanale à Tramoyes, comprenant notamment la requalification du bâtiment TDF, et de préciser les modalités de réalisation de cette nouvelle zone. La consultation publique a été lancée fin avril 2021.

Le projet de Tramoyes s'inscrit dans la nouvelle stratégie économique de développement économique du territoire. La nature des implantations envisagées se concentre principalement sur des activités artisanales, en complément des projets de zones industrielles ou tertiaires programmées ailleurs sur le territoire de la CCMP.

Cette opération peut se réaliser rapidement car le propriétaire actuel, TDF, est favorable à la vente de leur site en notre faveur. De plus, déjà plusieurs entreprises artisanales du territoire se sont montrées intéressées pour une implantation sur site.

L'opération envisagée se décline en 2 parties :

- Une première partie qui concerne la réhabilitation du bâtiment occupé actuellement par l'entreprise TDF pour requalifier le site dans le but d'accueillir à terme

des entreprises. L'idée est de créer une sorte de tiers-lieu / pépinière d'entreprises artisanales, proposant des espaces de bureaux et de stockages privatifs, mais également des espaces mutualisés pour les entreprises présentes. Pourquoi pas également développer, en complément, une offre de coworking. Pour information, l'entreprise TDF resterait sur le site après la réhabilitation et continuerait à occuper une partie du bâtiment.

- Une seconde partie qui concerne l'aménagement des terrains situés derrière le bâtiment de TDF, au nord pour réaliser une petite zone d'activité de type « village d'artisans » sur 7 ha environ, proposant de petites parcelles à construire et/ou un petit parc d'activité dédié aux artisans.

Indiquez votre appréciation de l'impact du projet en fonction des 7 objectifs du CRTE.

NÉGATIF (-1) NEUTRE (0) POSITIF (+1)

1. Lutte contre le changement climatique (réduction conso énergie et émissions de GES : dont rénovation, écomobilité)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Réduire les déplacements domicile-travail contraints en développant la capacité d'accueil d'entreprises locales (dont tiers-lieu / pépinière d'entreprises artisanales et espace de coworking envisagés).

1

2. Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (végétal, ombre, sols perméables et séq. CO2)

0

3. Gestion économe de la ressource en eau (dont récupération des eaux pluie)

0

4. Economie circulaire et réduction des déchets (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Soutien à l'économie locale, ESS, réemploi

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2)

- Nb d'emplois ESS créés ou présents sur le site

1

5. Lutte contre les pollutions et prévention des risques technologiques (dont polluants atmosphériques et pesticides)

0

6. Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Le développement de cette capacité d'accueil d'entreprises locales nécessiterait l'aménagement d'un terrain : l'impact environnemental est à étudier.

Indicateurs existants :

- Evolution du nombre d'hectares de terres urbanisées vs terres agricoles et/ou naturelles et/ou forestières : 20,8% en 2000 et 23,8% en 2020 (soit environ 2 000 ha consommés)

1

7. Impact social et/ou sociétal (solidarité, inclusion, etc.)

En quoi le projet répond-t-il à cet objectif ?

- Tiers-lieu vecteur de lien social
- Volonté de favoriser l'économie sociale et solidaire sur le site

Indicateurs proposés (à affiner pour CRTE v2)

- Nombre de personnes fréquentant le tiers-lieu

1

8. Stade du projet : PORTEUR DE PROJET IDENTIFIE ?

- Pour l'instant, un COPIL pour l'étude de faisabilité où sont associés la CCMP, la Commune de Tramoyes et TDF, propriétaire du site.
- Pas encore de partenaires définis.

1

9. Stade du projet : plan de financement défini ?

- À l'étude.
- À ce stade, 42 000€ HT ont été provisionnés pour l'étude de faisabilité lancée fin avril.

Nous aurons à l'été 2021 une estimation de France Domaine du coût de l'acquisition du site (Bâtiment et terrain). Un co-financement pourrait être sollicité pour l'acquisition de ce site et permettre le développement du projet.

1

10. Stade du projet : Lancement à court terme ?

Le calendrier prévisionnel sera établi lors de la réalisation de l'étude de faisabilité (finalisation au 4^{ème} trimestre 2021).

0

11. Au-delà de sa contribution aux 7 cibles CRTE, l'action répond-elle en plus à des enjeux locaux complémentaires ?

Si oui, l'enjeu apparaît **en gras**.

- Limiter l'artificialisation des sols (pour ZAN, biodiversité, ressource en eau)
- Prévenir l'érosion de la côte due aux sécheresses
- **Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (requalification, densification)**
- **Soutenir et développer l'ESS (économie sociale et solidaire) et faciliter l'accès à l'emploi pour tous**
- Faciliter les parcours résidentiels des ménages
- Développer des coopérations territoriales

**

Notation : 1 étoile si 1 enjeu local traité / 2 étoiles si 2 ou 3 enjeux locaux traités / 3 étoiles 4 enjeux locaux traités ou plus (= action très transversale)

ANNEXE 3 : **DIAGNOSTIC TERRITORIAL**

ANNEXE 3

DIAGNOSTIC TERRITORIAL

Ce diagnostic réalisé par l'Agence d'urbanisme est basé sur les études, données et cartes déjà disponibles en avril 2021. Il donne à voir l'essentiel des grands enjeux du territoire qui ont constitué les fondations des orientations stratégiques proposées pour le CRTE de la CCMP.



CRTE de la CCMP

Diagnostic Enjeux

22 juin 2021



Sommaire

Résumé des enjeux

- **Partie 1 : La CCMP dans son environnement**
- **Partie 2 : L'énergie, les gaz à effet de serre (GES) et leurs impacts sur l'environnement**
- **Partie 3 : Développement économique et emploi**
- **Partie 4 : Environnement** (sols, écosystèmes naturels, espaces agricoles et biodiversité)
- **Partie 5 : Mobilités**
- **Partie 6 : Habitat et démographie**

Résumé des enjeux

Enjeu de développer la transversalité des politiques publiques et les coopérations inter-territoriales, au bénéfice de la transition écologique et de la cohésion sociale

- *Inscrire la stratégie du CRTE dans le cadre d'interdépendances multiples et non pas en termes d'opposition (ville-campagne, centre-périphérie, local-global).*
- *Penser la stratégie CRTE de la CCMP en lien étroit avec le PCAET de la CCMP, son PLH et son PGD.*
- *Renforcer la prise en compte des enjeux de transition écologique et de cohésion sociale dans les projets du territoire.*
- *Sensibiliser et impliquer les habitants, services, élus et acteurs économiques face au changement climatique et les accompagner vers des pratiques et des équipements plus sobres énergétiquement.*

Enjeu de tendre vers une mobilité et des bâtiments “bas carbone” et accessibles à tous

- *Réduire fortement les consommations d'énergie, les émissions de GES pour les secteurs les plus impactants :*
 - *37% des consommations d'énergie par les transports (fort impact de l'A42),*
 - *26% par les bâtiments (chauffage, usages),*
 - *35% par l'industrie (peu de leviers, liés à 1 entreprise essentiellement)*
- *Protéger la santé publique en réduisant la pollution de l'air.*
- *Déployer une politique d'aménagement et de mobilité favorable à l'éco-mobilité pour réduire le recours aux énergies fossiles (impacts GES et pollution de l'air).*
- *Anticiper au mieux l'impact de la croissance résidentielle sur les déplacements, le stationnement automobile et les dépenses publiques.*
- *Faciliter les parcours résidentiels des ménages.*

Enjeu d'adapter le territoire aux impacts locaux du changement climatique, de préserver les sols, les écosystèmes et les ressources naturelles

- *Principaux impacts locaux à considérer : canicules, sécheresses, pression sur la ressource en eau, les sols et l'agriculture, renforcement des polluants atmosphériques.*
- *Accompagner les agriculteurs vers des pratiques plus résilientes, ce secteur étant très impacté par le changement climatique.*
- *Adapter le territoire face aux canicules qui impactent la santé et le bien-être des habitants et incitent à un usage croissant de la climatisation.*
- *Prévenir l'érosion de la côte qui s'accélère, impactée par l'intensité des sécheresses et les fortes pluies, cet aléa mettant en péril des habitations et rendant des secteurs inconstructibles.*
- *Réduire l'artificialisation des sols pour tendre vers une Zéro Artificialisation Nette (ZAN) en 2050 afin de préserver la biodiversité, les sols et faciliter l'infiltration des eaux pluviales.*

Enjeu de porter une stratégie économique qui valorise et préserve les ressources territoriales, et développe les énergies renouvelables

- *Réduire la dépendance énergétique du territoire aux énergies fossiles en développant les énergies renouvelables, tout en veillant à leur intégration paysagère.*
- *Soutenir et développer les activités en faveur de la transition écologique et de la cohésion sociale, porteuses d'emplois locaux mais encore peu présentes localement.*
- *Tenir compte du contexte économique incertain qui requestionne les projections de programmation notamment tertiaire (constat d'un essor de la sous-location des surfaces de bureaux lié à la pratique du télétravail qui progresse).*
- *Mettre en avant les entreprises locales qui peinent à recruter et faciliter l'accès à l'emploi pour tous (filières, mobilité, formation).*
- *Maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (fin des réserves), aux enjeux climatiques, écologiques et numériques (via la requalification, densification, végétalisation, rénovation du bâti et accessibilité tous modes notamment).*
- *Prendre en compte les évolutions des modes de travail, dont le développement du télétravail.*

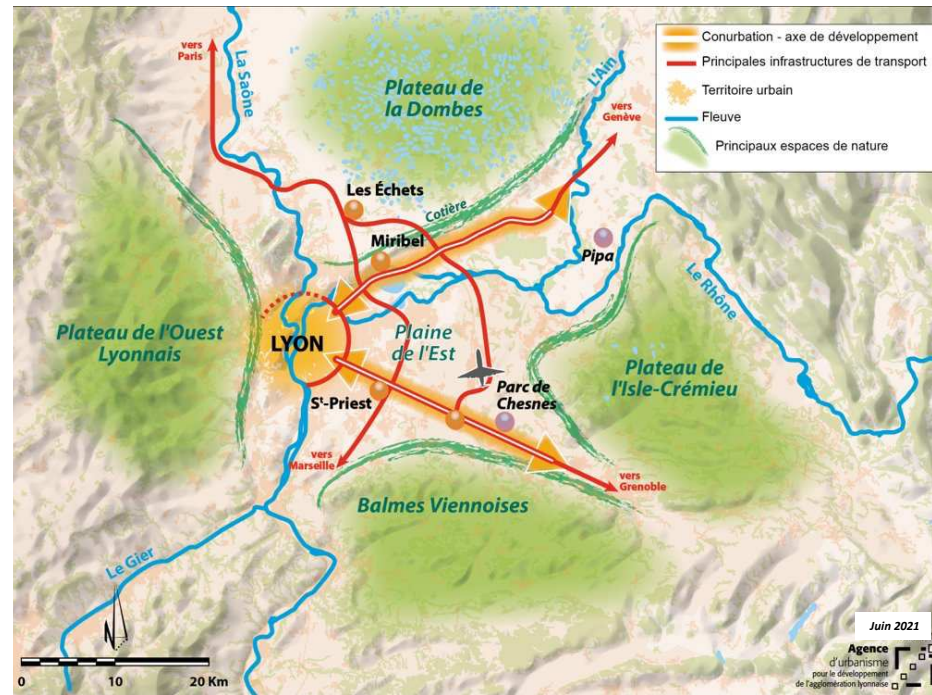
Partie 1

La CCMP dans son environnement élargi



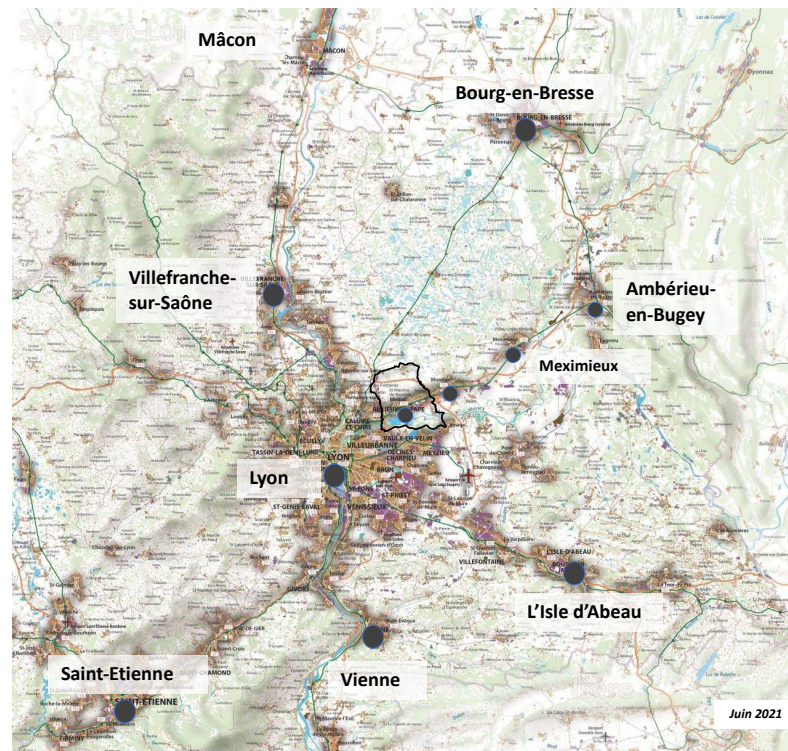
La Côtère : un des axes de développement de l'aire métropolitaine lyonnaise

- La Côtère, un escarpement de près de 120 mètres de commandement.
- Présence d'éléments structurants tels que le fleuve Rhône canalisé et l'autoroute A42.



La Côtère : un bassin de vie au-delà des limites administratives

- Un bassin de population et d'équipement rassemblant près de 24 000 habitants à la double influence : le long de la côtère vers Montluel-Dagneux et au nord vers St André de Corcy et Trévoux.
- Une conurbation qui prend place dans un système urbain multipolaire composé de centralités multiples, et non plus un centre et ses périphéries.
- Au contact direct de la Métropole de Lyon, la CCMP est située à l'extrémité ouest du département de l'Ain. Elle fait partie des quatre EPCI du Scot Bugey-Côtère-Plaine de l'Ain.

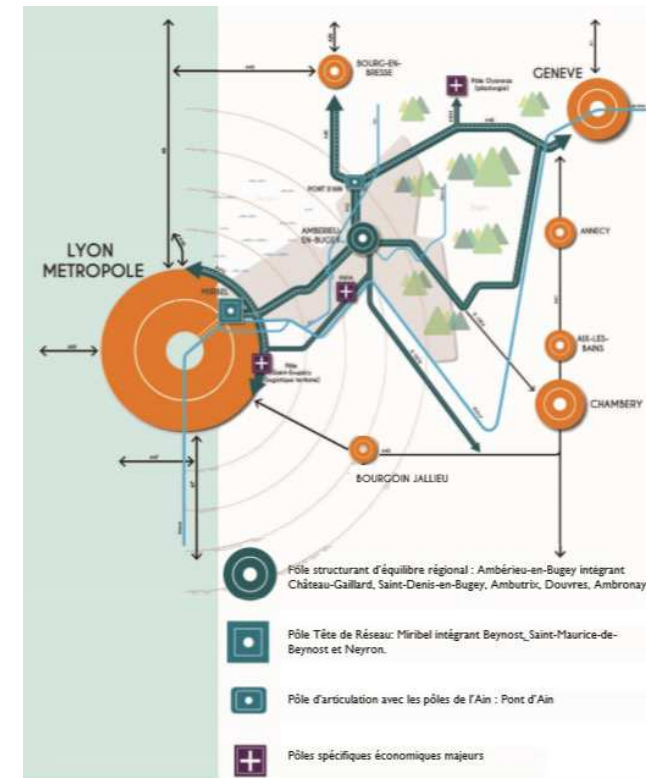


Carte : le système urbain multipolaire de l'aire métropolitaine lyonnaise (source : UrbaLyon)

Scot Bucopa : un projet de développement intégré dans l'espace métropolitain mais valorisant les spécificités locales

Le SCoT affirme une double vocation : **valorisation et rayonnement de ses ressources propres ; résonance des dynamiques externes** notamment de l'aire métropolitaine lyonnaise :

- Une stratégie économique offensive assumée et structurée.
- Une stratégie de positionnement sur l'axe Lyon – Genève, au cœur de l'Ain.
- Une croissance démographique soutenue et fléchée pour l'affirmation des pôles du territoire (contexte de vieillissement de la population).
- Une stratégie environnementale exigeante pour un développement équilibré et peu impactant : consommation d'espace freinée ; gestion des ressources naturelles et liées au développement ; préservation et mise en valeur des ressources primaires pour la diversification économique ; préservation et mise en valeur des spécificités locales et du cadre de vie.





Enjeu Partie 1

- Enjeu d'inscrire la stratégie du CRTE dans le cadre d'interdépendances multiples et non pas en termes d'oppositions (ville-campagne, centre-périphérie, local-global).

Partie 2

L'énergie, les gaz à effet de serre et leurs impacts sur l'environnement



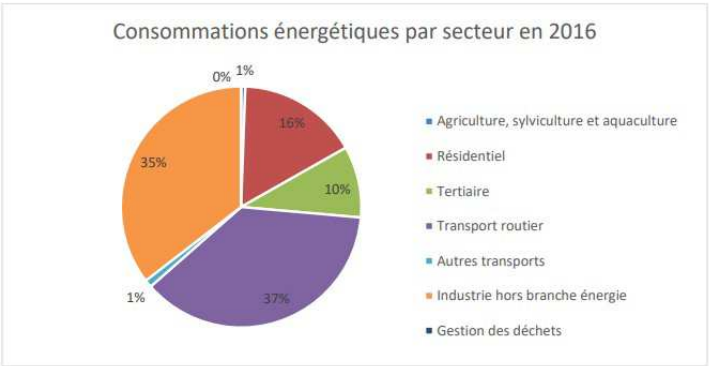
Transports et industrie : les deux secteurs les plus énergivores pour la CCMP

Consommation d’énergie par secteurs :

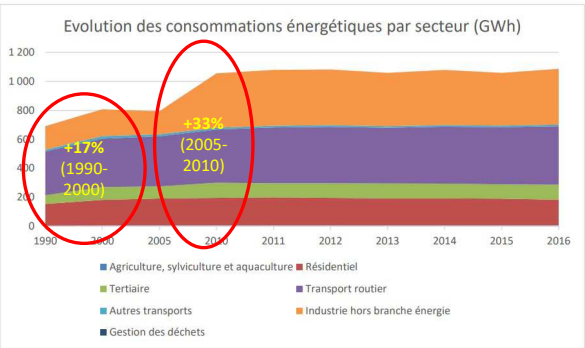
- **Transports : 37%** majoritairement routier (38%), notamment du fait de l’impact de l’A42.
- **Industrie : 35%** (consommation surtout liée à l’entreprise Toray – plasturgie).
- Le secteur du **bâtiment en général représente 26%** de la consommation totale du territoire.
 - Résidentiel : 16%
 - Tertiaire : 10%
- Poids négligeable (<1%) des secteurs agricole et déchets.

Globalement, on note une forte augmentation des consommations énergétiques du territoire entre 1990 et 2016. Toutefois depuis 2010, les consommations énergétiques du territoire restent globalement stables.

La première période, 1990/2000 a vu une augmentation dans tous les secteurs (+17%). Elles sont ensuite restées globalement stables jusqu’en 2005. Puis, entre 2005 et 2010, le secteur industriel a connu une augmentation très importante qui a conduit à un accroissement total de +33%.



Source : PCAET CCMP, Résumé non technique



Source : PCAET CCMP, Résumé non technique

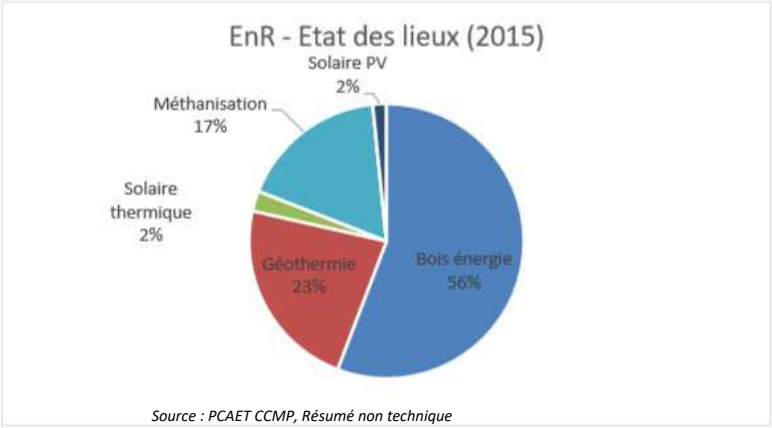
Chiffres-clés CCMP
Consommation énergétique en 2016 :
1 086 GWh, soit 47 MWh/hab.

Repères :

- Presque 2 fois plus que la moyenne nationale de 26 MWh/hab
- Environ 1,5 fois plus que la moyenne départementale de 28 MWh/hab

Part des énergies renouvelables dans les consommations du territoire : 2,3%

- Cette part correspond à 25,1 GWh (données 2015)
- La majorité de cette production vient de la filière bois énergie, le reste se partageant entre la géothermie et la méthanisation.
- La part de solaire (thermique ou photovoltaïque) est très réduite.



Source : PCAET CCMP, Résumé non technique

Une pollution de l'air qui s’est maintenue jusqu’ici en-deçà des seuils réglementaires

Seuls le NOx (monoxyde d’azote) le long de l’A42 et l’O3 (ozone) sur l’ensemble de l’Ain ont des concentrations dépassant les seuils réglementaires.

Points de vigilance :

- La qualité de l’air demeure un enjeu majeur de santé publique, fortement liée aux usages de mobilité.
- De plus, les chiffres étant appréciés au regard du référentiel pris en compte, ils sont plus problématiques depuis le 1er janvier 2021, date de l’entrée en vigueur du nouvel indice de la qualité de l’air; indice bien plus exigeant et qui, de fait, augmente le nombre de jour au cours desquels les seuils sont dépassés.

Ozone - O₃
Nombre de jours avec dépassements de 120 µg/m³ sur 8h



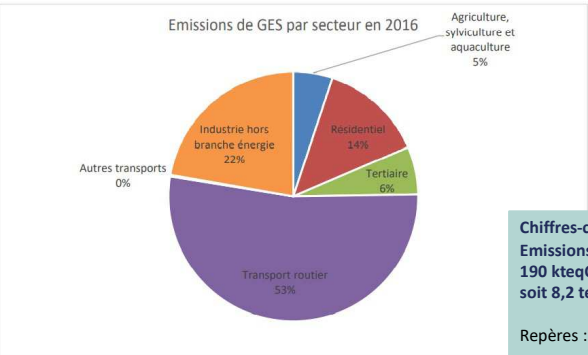
Source : PCAET CCMP, Résumé non technique

Les carburants utilisés pour les transports sont les premiers émetteurs de GES de la CCMP

86% des émissions de gaz à effet de serre (GES) du territoire proviennent :

- A 59% de l’usage de produits pétroliers, en grande partie lié aux carburants utilisés pour se déplacer.
- A 27% de l’usage du gaz, mobilisé par le secteur résidentiel et par les activités économiques.

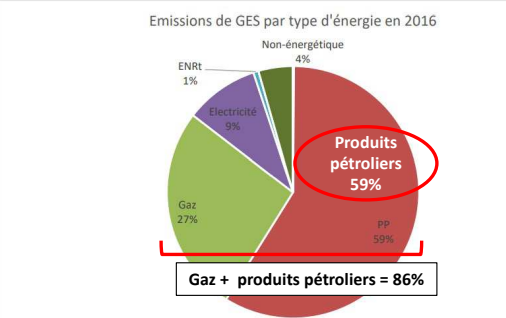
Les autres sources s’avèrent moins émettrices de GES, avec notamment 8% pour l’électricité et 1% pour les énergies renouvelables thermiques.



Chiffres-clés - CCMP
Emissions de GES - 2016 :
190 kteqCO2
soit 8,2 teqCO2/hab

Repères :

Des émissions de GES légèrement supérieures à la moyenne régionale de 6,6 teqCO2/habitant, ainsi qu’à la moyenne départementale de 6,7 teqCO2/habitant.



Source : PCAET CCMP, Résumé non technique

Eau, biodiversité et risques naturels et sanitaires concentrent les enjeux les plus forts

Certains enjeux sont plus significatifs pour le territoire, classés « modérés à forts » et « forts » :

- Pollution et qualité des eaux,
- Biodiversité et milieux naturels,
- Risques naturels : inondation et mouvement de terrain
- Risques sanitaires : ozone, particules fines et ambroisie.

A noter par ailleurs que certains types de production d’énergie renouvelable requièrent une vigilance particulière quant aux impacts sur les paysages, le bruit et les sols.

Dimensions de l’environnement	Sous-domaine	Proposition de sensibilité	Impacts GES (produits entre autre par la consommation d’énergie fossile) / changement climatique	Enjeux
Pollutions et qualité des milieux	Eau	forte	fort	fort
	Air	modérée	fort	modéré à fort
	Sol et sous-sols	faible	faible	faible
Ressources naturelles	Matières premières	modérée	faible	faible à modéré
	Ressources locales : eau, sol et l’espace	modérée	fort	modéré à fort
	Biodiversité et milieux naturels	forte	fort	fort
Milieux naturels, sites et paysages	Paysages	forte	faible	modéré
	Patrimoine culturel	faible	faible	faible
	Risques naturels et technologiques	forte	fort	fort
Risques	Risques naturels et technologiques	forte	fort	fort
	Risques sanitaires	modérée	fort	modéré à fort
	Bruit	modérée	faible	faible à modéré
Nuisances	Trafic	modérée	faible	faible à modéré
	Visuelles / olfactives	faible	faible	faible

Source : PCAET CCMP, Résumé non technique



Enjeux Partie 2

- Enjeu de penser la stratégie CRTE en lien étroit avec le PCAET de la CCMP et ses objectifs stratégiques.
- Enjeu de renforcer la prise en compte des enjeux de transition écologique et de cohésion sociale dans les projets du territoire.
- Enjeu de réduire la dépendance énergétique du territoire aux énergies fossiles
 - Réduire fortement les consommations d'énergie pour les secteurs les plus impactants : 37% des consommations d'énergie par les transports (fort impact de l'A42), 26% par les bâtiments (chauffage, usages), 35% par l'industrie (peu de leviers, liés à 1 entreprise essentiellement).
 - Développer les sources d'énergies renouvelables (surtout solaire PV et thermique en toiture : l'essentiel du potentiel local) pour réduire la dépendance du territoire aux énergies fossiles, tout en prenant garde aux impacts sur le paysage, les sols et le bruit notamment.
 - Accompagner l'évolution des comportements des habitants et des entreprises vers des pratiques plus sobres en énergie (mobilité, isolation des bâtiments, mode de chauffage, ...).
- Enjeu de protéger la santé publique en réduisant la pollution de l'air.
- Enjeu d'adapter le territoire aux impacts locaux du changement climatique (canicules, sécheresses et qualité de l'air essentiellement pour notre région) : voir Partie 4.

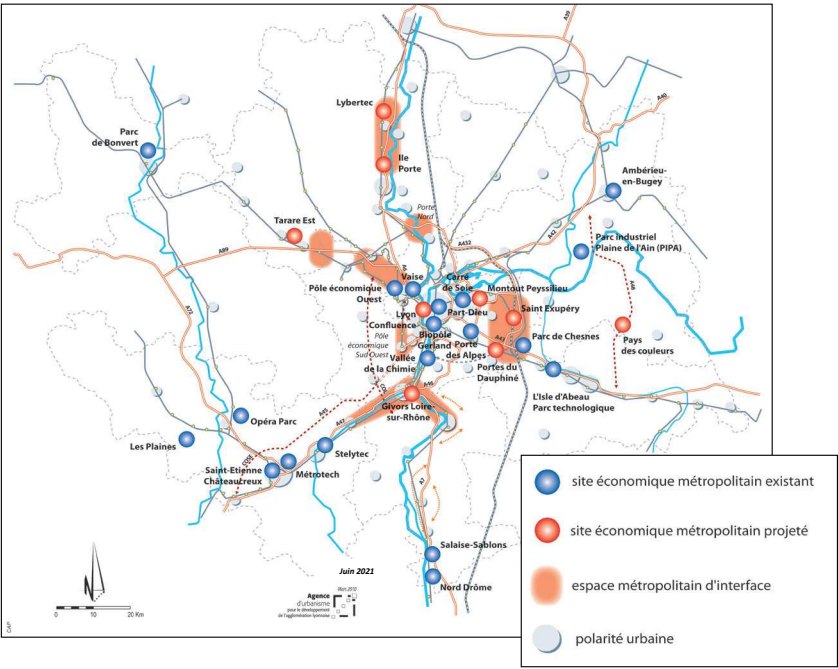
Partie 3

Développement économique et emploi



Une situation idéale par rapport aux principaux sites économiques métropolitains

- Une situation qui confère à la Côtière des atouts sur le plan économique.
- Des complémentarités à trouver avec les principaux sites économiques métropolitains à proximité : Cargoport de l'aéroport Lyon-Saint Exupéry, PIPA, Lybertec...
- Des pôles économiques échelonnés sur un axe ouest – est en façade nord de l'autoroute A42.
- L'axe A46, très important pour le territoire (avec deux sorties d'autoroute gratuites).

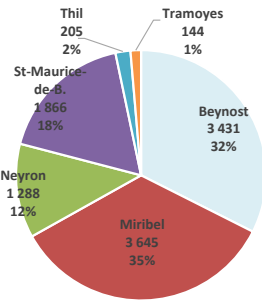


Emploi : une évolution en faveur des services aux entreprises, aux particuliers et du commerce de gros

- Total : 10 579 emplois et 849 établissements en 2019 pour la CCMP
- Deux pôles d'emploi structurants : Miribel, Saint Maurice de Beynost et Beynost
- Des évolutions proches de celles de l'aire métropolitaine lyonnaise :
- Secteurs en perte de vitesse : industrie / énergie / environnement (-576 emplois entre 2009-2019) et transport / logistique (-172 emplois entre 2009-2019).
- Secteurs en augmentation depuis 2009: + 435 emplois pour les services aux entreprises, commerces de gros et services aux particuliers.
- Essor récent de la rénovation énergétique : +200 emplois en 2 ans pour l'entreprise BPI (Beynost).

Evolution de l'emploi entre 2009 et 2019	Beynost	Miribel	Neyron	Saint-Maurice-de-Beynost	Thil	Tramoyes	Total CCMP
Industrie, énergie, environnement	-230	-383	89	-49	-2	-1	-576
BTP	331	143	8	-385	2	2	101
Commerce de gros et automobile	140	88	16	-1	2	-4	241
Commerce de détail	-117	25	10	23	0	2	-57
Transport / Logistique	-11	-159	5	-2	-6	1	-172
Services aux entreprises, finance, immobilier	223	111	186	231	-1	-9	741
Services aux particuliers	41	33	14	21	1	47	157
Ensemble des secteurs	377	-142	328	-162	-4	38	435

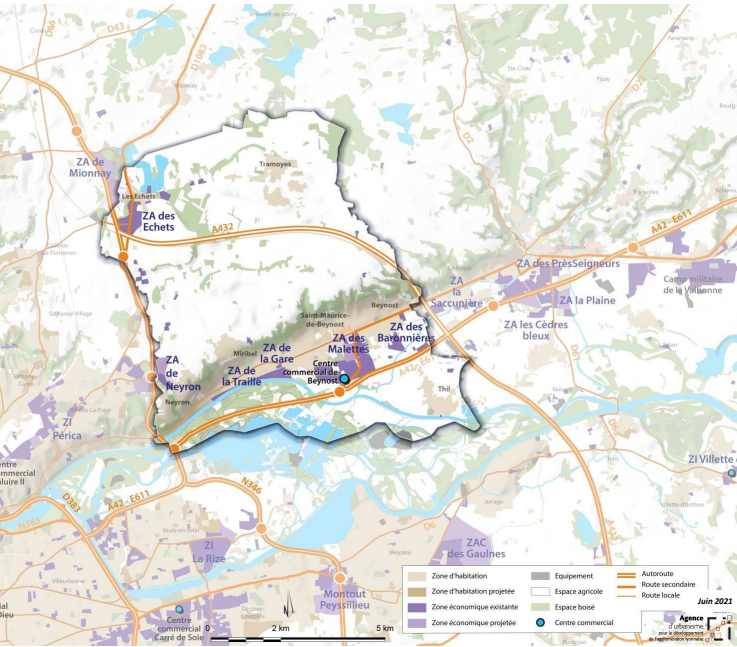
Répartition de l'emploi par commune en 2019



Source : Acoiss Urssaf

Industrie, commerce et tertiaire : les moteurs de l'économie de la CCMP

- L'industrie fait progressivement place à une dynamique de tertiarisation, avec un pôle tertiaire en croissance (dont 1000 emplois attendus sur le tènement Vinci, 850 emplois sur ZA Malettes)
- Note : le contexte économique incertain questionne ces projections (des entreprises sous-louent depuis peu une partie de leurs surfaces de bureaux suite à l'essor du télétravail).
- De grands comptes présents sur le territoire. Top 12 : Electricfil Automotive, Toray Film (siège européen, 400 emplois), France Air, Steep Plastic, Salaisons STEMMELN (agro-alimentaire), ABB, HOLDIS (Leclerc), ISERBA, MAXON, ITM direction centre Est France, NOVASEP, CHARVET Digital.
- 16 établissements comptent plus de 100 salariés
- Part de chaque secteur :
 - Industrie : 26% des établissements et 35% des salariés
 - Services aux particuliers : 20% des établissements et 16% des salariés
 - Services aux entreprises : 18% des établissements et 12% des salariés
 - Commerce de gros : 17% des établissements et 13% des salariés



Source : INSEE Sirene 2019, effectifs salariés estimés

Infrastructure en faveur du développement économique

- Accessibilité du territoire :

Aéroport international de Lyon Saint-Exupéry à 25 mn

A42 Lyon-Genève (dernier échangeur gratuit depuis Lyon) à 2 mn

Gare TGV Lyon Part-Dieu à 20 mn

Lignes TER Bourg-en-Bresse - Lyon et Lyon - Ambérieu (4 gares, chaque ZA a une gare à 5 min à pied).

RD 1084 de Neyron au Bugey

Réseau de bus Colibri connecté au réseau TCL et aux lignes départementales 171/132

Les entreprises du territoire rencontrent des difficultés de recrutement sur les postes peu qualifiés, même si les grands groupes proposent de former des débutants.

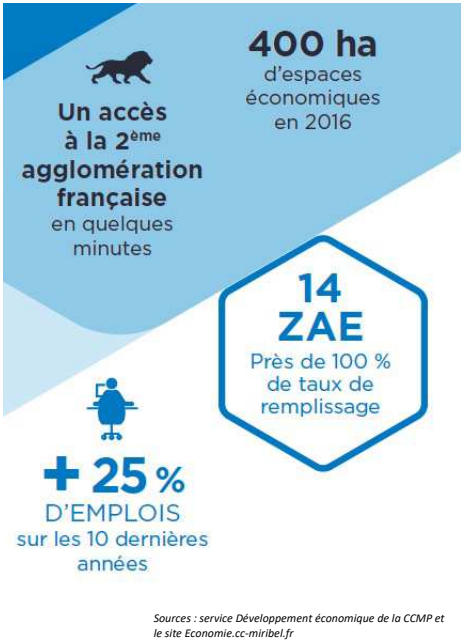
Le temps de trajet depuis les territoires voisins et la faible rémunération sont parmi les freins évoqués.

- Aménagement numérique / fibre :

Pour répondre aux attentes des industriels, la CCMP a décidé de prendre à sa charge (sur la zone industrielle) la moitié du financement nécessaire à la réalisation des travaux qui incombent au SIEA et permettre ainsi une couverture de Miribel et Neyron. Estimation du coût global des travaux 350 000 euros TTC, participation du Conseil départementale prévue.

Développement économique : des dynamiques qui font écho au CRTE

- Des projets de requalification émergent, intégrant la création de nouveaux espaces à vocation économique, avec par exemple le projet de ressourcerie – recyclerie porté par la CCMP ainsi qu’un projet de requalification à Tramoyes (site TDF, afin d’accueillir potentiellement une pépinière d’activités ESS, un village d’artisans, un tiers-lieu facilitant le télétravail – selon faisabilité du projet à l’étude).
- “French POC” : la CCMP a créé un incubateur en faveur de la réindustrialisation du territoire. Ce projet a été lauréat d’un appel à projets de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (2018) et est soutenu par le FEDER, pour apporter son appui aux porteurs de projets en “mécatronique”(produits combinant mécanique, électronique et information en temps réel, comme les objets connectés).
- Rénovation énergétique : 200 emplois créés en 2 ans par une entreprise du territoire qui s’est saisi du potentiel de développement de ce secteur d’activité.
- La production locale maraîchère fait l’objet d’une demande qui se confirme.



L'enjeu central du foncier pour accueillir les activités économiques

Freins et vigilances :

- Actuellement, le territoire doit refuser des demandes d’implantation par manque d’espace.
- Des ZI parfois vieillissantes, à requalifier (dont ZI de la Tuillière, Les Echets) face au manque de réserves foncières. A moyen terme, enjeu de requalification de grands tènements industriels.
- Vigilance liée à l’essor du télétravail : les entreprises développent la sous-location de bureaux, pour réduire les charges. Cela fait gagner de l’espace mais pourrait remettre en cause des projets de construction de bureaux. Par ailleurs, le développement d’espaces de coworking questionne également les réserves foncières, en particulier à proximité des gares. Un besoin d’étude prospective sur ces nouveaux modes de travail a été identifié.

Sources : service Développement économique de la CCMP et le site Economie.cc-miribel.fr



Enjeux Partie 3 :

- Enjeu de soutenir et développer les activités en faveur de la transition écologique et de la cohésion sociale, porteuses d'emplois locaux mais encore peu présentes localement.
- Enjeu de maintenir une capacité d'accueil qualitative des entreprises face à la raréfaction du foncier (fin des réserves), aux enjeux climatiques, écologiques et numériques (via la requalification, densification, végétalisation, rénovation du bâti et accessibilité tous modes notamment).
- Enjeu de renforcer la complémentarité entre pôles d'emplois, cf. localisation stratégique de la CCMP.
- Enjeu de mettre en avant les entreprises locales qui peinent à recruter et faciliter l'accès à l'emploi pour tous (filières, mobilité, formation).
- Enjeu de tenir compte du contexte économique incertain, des impacts de la crise sanitaire et de l'évolution des modes de travail (dont l'essor du télétravail) qui questionnent les projections de programmation notamment tertiaire.

Partie 4

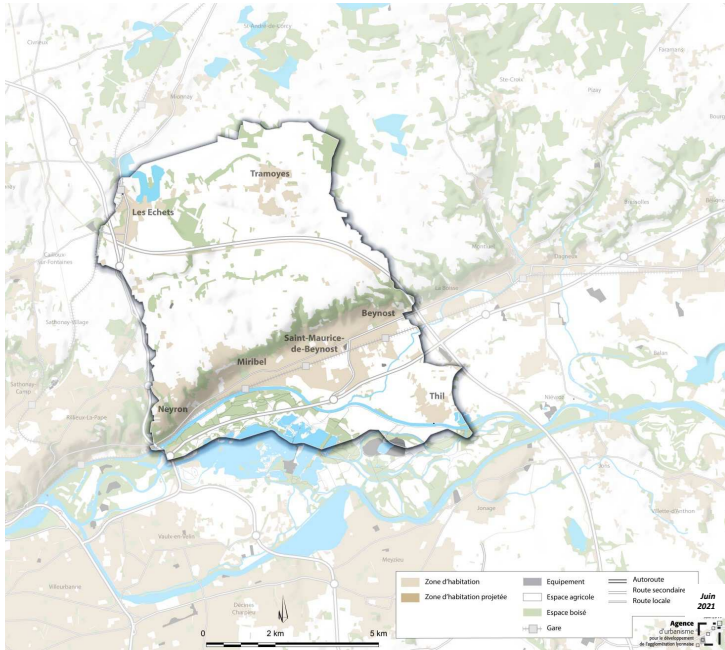
Environnement Sols, écosystèmes naturels, espaces agricoles et biodiversité



27

Une trame verte et bleue riche, mais sous pression

- Un **espace de liaison**, entre Rhône amont et plateau de La Dombes, qui a préservé ses principaux espaces agricoles et naturels et reste faiblement urbanisé.
- Un territoire **bordé par des espaces naturels** et de biodiversité remarquables : le Grand Parc Miribel Jonage et le Plateau de La Dombes ; 2 sites Natura 2000 (habitats et oiseaux) ; 5 ZNIEFF de type 1 et 3 ZNIEFF de type 2 ; 1 ENS (protégés par le SRADDET, le Scot...)
- Un territoire où **l'activité agricole prédomine** : **3600 ha de superficie agricole (63%)**, contre 650 ha de forêt (10% du territoire est composé de forêts et milieux naturels).



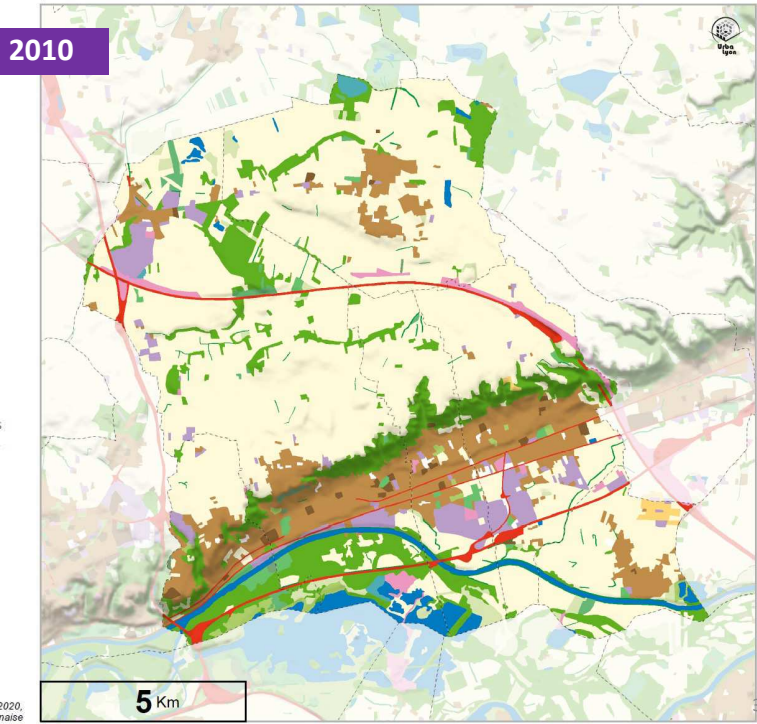
Une consommation d'espace qui reste modérée

77 ha agricoles ont été consommés entre 2010 et 2020, mais en grande majorité dans l'enveloppe urbaine existante ou dans sa continuité.

Occupation du sol en 2010

- | | |
|--|----------------------------------|
| Espaces urbains | Espaces agricoles |
| • Zones bâties d'habitat | • Cultures annuelles et prairies |
| • Zones d'équipements | • Cultures permanentes |
| • Espaces verts | |
| • Espaces récréatifs | |
| Espaces d'activités | Espaces naturels |
| • Zones d'activités | • Peuplement de feuillus |
| • Infrastructures routières et ferroviaires | • Peuplement de conifères |
| • Infrastructures portuaires | • Peuplement indéterminé |
| • Infrastructures aéroporitaires | • Boisement en mutation |
| | • Alignements de boisements |
| Espaces urbains en mutation | • Landes et fourrés |
| • Zones de chantiers, de décharges et d'extractions de matériaux | • Prairies naturelles |
| • Dents creuses urbaines | • Roches nues |
| | • Glaciers |
| | • Marais et tourbières |
| | • Cours et voies d'eau |
| | • Surfaces en eau |

Sources : MOS 2020, Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise



Une trame verte et bleue riche, mais sous pression

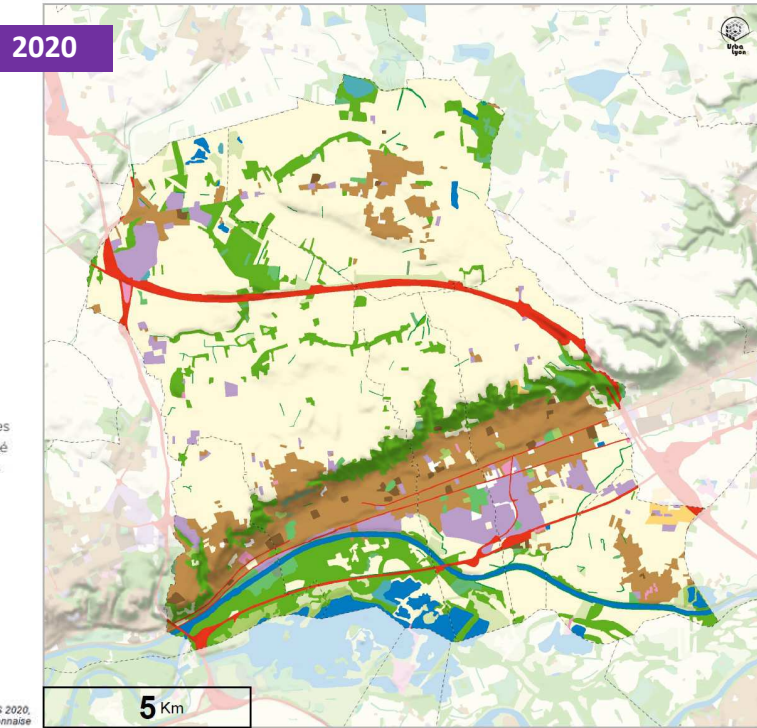
- 187 ha ont été artificialisés entre 2000 et 2010, dont 38 ha au profit de l'habitat :
- Les secteurs agricoles et naturels sont soumis à de fortes contraintes liées à la **démographie, à l'urbanisation et au développement des zones d'activités** du fait de la proximité immédiate avec la Métropole de Lyon.
- Les **infrastructures de déplacement** fragilisent les continuités écologiques du territoire reposant sur des espaces de biodiversité et des milieux naturels remarquables.
- Entre 2005 et 2015, les mutations se sont majoritairement tournées vers l'économie (Miribel et Beynost notamment), avec toutefois une artificialisation plus orientée vers le résidentiel à Neyron.
- **Toutefois, la consommation d'espace reste modérée dans la mesure où ces développements ont été réalisés en grande majorité dans l'enveloppe urbaine existante ou dans sa continuité.**

Une consommation d'espace qui reste modérée

Occupation du sol en 2020

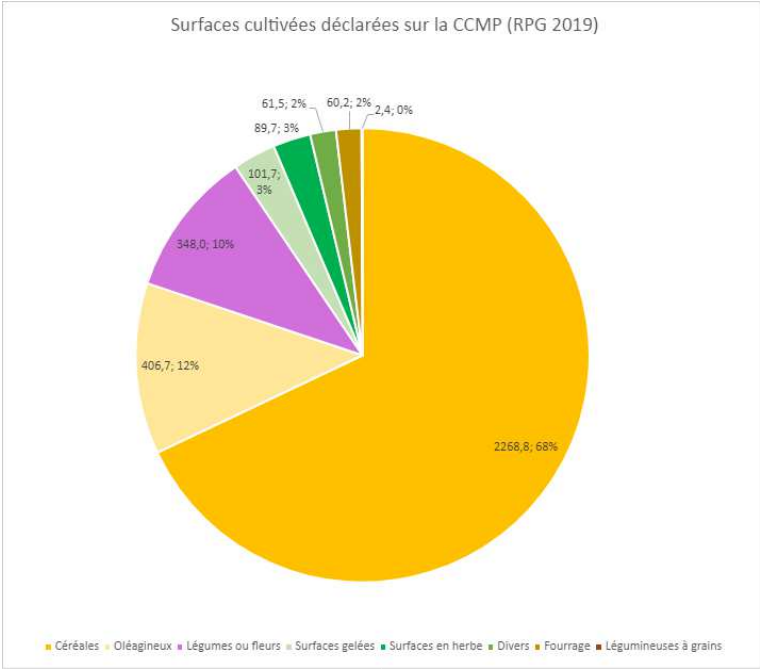
- | | |
|--|----------------------------------|
| Espaces urbains | Espaces agricoles |
| • Zones bâties d'habitat | • Cultures annuelles et prairies |
| • Zones d'équipements | • Cultures permanentes |
| • Espaces verts | |
| • Espaces récréatifs | |
| Espaces d'activités | Espaces naturels |
| • Zones d'activités | • Peuplement de feuillus |
| • Infrastructures routières et ferroviaires | • Peuplement de conifères |
| • Infrastructures portuaires | • Peuplement indéterminé |
| • Infrastructures aéroporitaires | • Boisement en mutation |
| | • Alignements de boisements |
| Espaces urbains en mutation | • Landes et fourrés |
| • Zones de chantiers, de décharges et d'extractions de matériaux | • Prairies naturelles |
| • Dents creuses urbaines | • Roches nues |
| | • Glaciers |
| | • Marais et tourbières |
| | • Cours et voies d'eau |
| | • Surfaces en eau |

Sources : MOS 2020, Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise



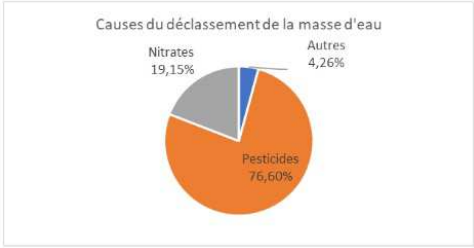
Une activité agricole bien structurée, malgré des transformations importantes

- Des transformations significatives de l'agriculture de la Côtière :
 - Une exploitation sur trois a disparu entre 2000 et 2010 (de 90 exploitations à 64) et passage de 42 ha en 2000 à 57 ha en 2010.
 - Repli de l'élevage, concentration de la SAU sur les terres labourables.
 - Renforcement d'une filière "grandes cultures" bien structurée (céréales, oléagineux et protéagineux) mais fragile du point de vue de l'autonomie énergétique et de la richesse environnementale.
- Maraîchage en bordure d'agglomération qui offre un bassin de consommation majeur en demande de produits locaux.
- Prédominance de la céréaliculture (68%).
- Espace agricole cohérent, fonctionnel et irrigué mais sous pression urbaine.



Une ressource en eau qui repose sur un hydrosystème particulier dont la qualité est affectée par les pesticides

- Le territoire de la CCMP présente une organisation particulière de ses cours d'eau, entre les deux bassins versants de la Saône et du Rhône (ligne de crête de la Côtière).
- Trois cours d'eau structurent le territoire : le ruisseau des Échets et son affluent les Ormes ; la Sereine et le Rhône



Le Ruisseau des Echets :

Années (1)	Bilan de l'exigence	Température	Nutriments		Acidification	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Bactéries	Macrophytes	Poissons	Hydroécologie	Pressions hydromorphologiques	ETAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ETAT CLIMATIQUE
			Nutriments N	Nutriments P											
2018	MED	TBE	MAUV	MAUV	BE	Ind	MAUV	MOY					MAUV		Ind
2017	MED	TBE	MAUV	MAUV	BE	Ind	MAUV	MOY					MAUV		Ind
2016	MOY	TBE	MED	MOY	BE	Ind							Ind		Ind

Le Rhône :

Années (1)	Bilan de l'exigence	Température	Nutriments		Acidification	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Bactéries	Macrophytes	Poissons	Hydroécologie	Pressions hydromorphologiques	ETAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ETAT CLIMATIQUE
			Nutriments N	Nutriments P											
2018	TBE	TBE	TBE	BE	TBE			Ind				Fort	MOY		
2017	TBE	TBE	TBE	BE	TBE			Ind				Fort	MOY		
2013	TBE	TBE	BE	BE	TBE							Fort	Ind		
2012	TBE	TBE	BE	BE	TBE							Fort	Ind		
2011	TBE	TBE	BE	BE	TBE							Fort	Ind		
2010	TBE	TBE	BE	BE	TBE							Fort	Ind		
2009	TBE	TBE	BE	BE	TBE							Fort	Ind		

La Sereine :

Années (1)	Bilan de l'exigence	Température	Nutriments		Acidification	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Bactéries	Macrophytes	Poissons	Hydroécologie	Pressions hydromorphologiques	ETAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ETAT CLIMATIQUE
			Nutriments N	Nutriments P											
2018	BE	TBE	BE	BE	BE	BE	BE	BE					BE		BE
2017	BE	TBE	BE	MOY	BE	MAUV	MOY	BE					MOY		BE
2016	BE	TBE	BE	BE	BE	BE	MOY	MOY					MOY		BE
2015	BE	TBE	BE	BE	BE	BE	BE	BE					BE		BE
2014	BE	TBE	BE	BE	BE	BE	TBE	BE					BE		BE
2013	BE	TBE	BE	BE	BE	BE	TBE	BE					BE		BE



Enjeu Partie 4 :

Enjeu de préserver les sols, les écosystèmes et d'adapter le territoire aux impacts locaux du changement climatique

- Principaux impacts locaux à considérer : canicules, sécheresses, pression sur la ressource en eau, les sols et l'agriculture, renforcement des polluants atmosphériques
- Enjeu de réduire l'artificialisation des sols pour tendre vers une Zéro Artificialisation Nette (ZAN) en 2050, pour préserver la biodiversité, les sols, le foncier agricole et l'infiltration des eaux pluviales
- Enjeu d'adapter et végétaliser le territoire face aux canicules qui impactent la santé et le bien-être des habitants et incitent à un usage croissant de la climatisation.
- Enjeu d'accompagner les agriculteurs vers des pratiques plus résilientes (pour les sols et l'eau notamment, ce secteur étant très impacté par le changement climatique) et de développer les circuits courts.
- Enjeu de prévenir l'érosion de la côte qui s'accélère, impactée par l'intensité des sécheresses et les fortes pluies, cet aléa mettant en péril des habitations et rendant des secteurs inconstructibles

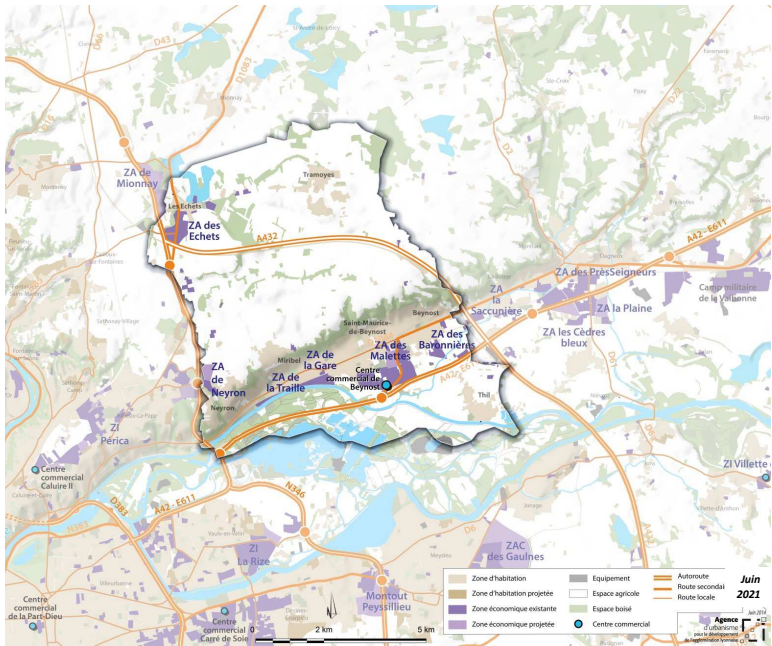
Partie 5

Mobilités



Une très bonne accessibilité
autoroutière

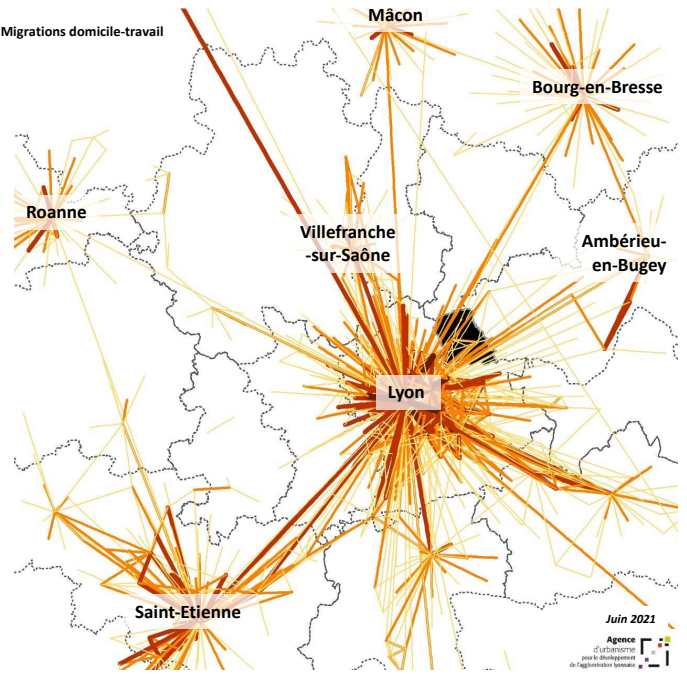
- Autoroute radiale A42
- Autoroutes de rocade A46 (rocade est) et A432 (contournement est)
- Ce réseau a guidé le développement résidentiel et économique du territoire
- Des enjeux de déviation forts (Les Echets, Le Mas Rillier, Beynost)



Une réalité : les habitants
se dispersent, les emplois
et les services supérieurs se concentrent

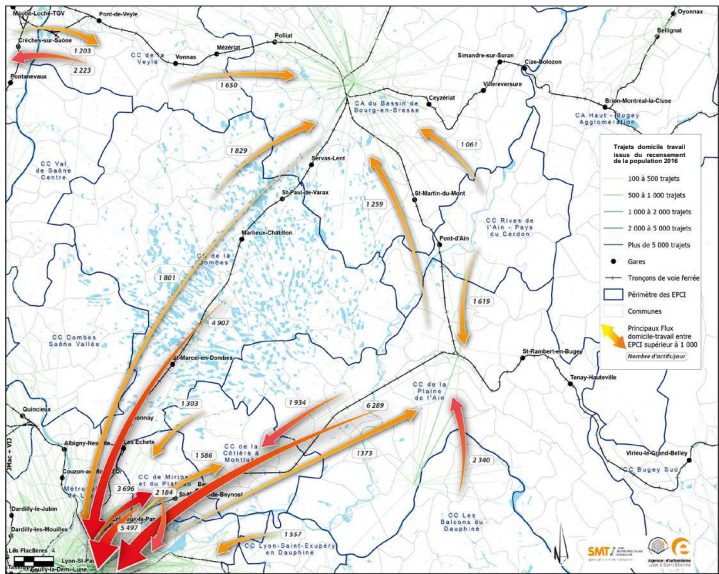
Une très grande majorité de déplacements en lien avec
l'agglomération lyonnaise

- Parmi les 11 376 actifs de la Côtère (2016) :
 - 3 300 travaillent dans le territoire (32%)
 - 5 700 travaillent dans une des communes du Scot SEPAL (aire métropolitaine lyonnaise).
- Chaque jour, 850 actifs habitant la plaine de l'Ain, 1 300 habitant la C3M et 3700 habitant la Métropole de Lyon viennent travailler dans la CCMP.
- 80 % de ces déplacements sont effectués en voiture.



Porte d'entrée nord-est de l'agglomération
lyonnaise

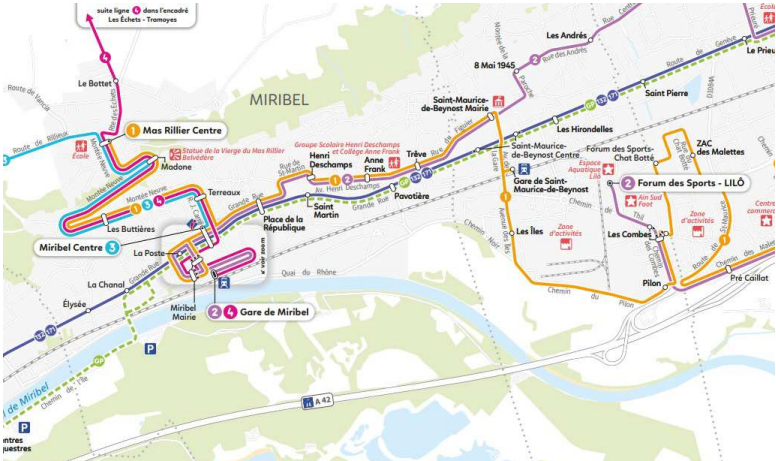
- Une charge de trafic importante sur l'autoroute A42.
- Un nœud gordien : le « nœud des Iles » (100 000 véhicules / jour).
- Un accès à l'échangeur n°4 (Parc de Miribel Jonage) qui emprunte des voies communales et passe à travers un grand parc naturel périurbain (nuisances, risque de pollution...)



Une desserte par les transports collectifs de
bon niveau

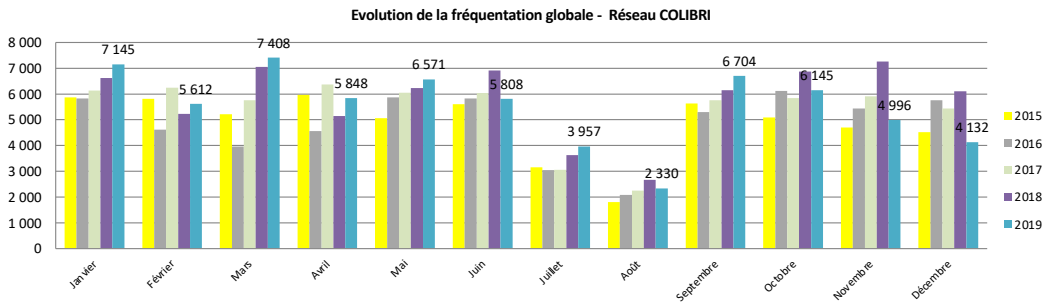
- Réseau Colibri : un réseau de transport collectif de proximité original et innovant (le seul de ce type dans l'aire métropolitaine lyonnaise)
- Plusieurs connexions assurées avec le réseau de transports en commun de l'agglomération lyonnaise (TCL)
- Une desserte ferroviaire de qualité : 4 gares connectées au réseau TER
- A 10 mn en train de la gare de la Part-Dieu (accès TGV)
- Desserte des cars interurbains 132 et 171 (Région AURA)

Mais une absence de connexion TC directe vers l'Est
lyonnais



Focus sur le réseau Colibri

- Mise en service du réseau en avril 2012
- 2015 : 58 442 voyageurs, 2019 : 66 655 voyageurs
- 4 lignes régulières
- 55 arrêts commerciaux
- 65 km de lignes commerciales
- 9 véhicules (7 de 60 places et 2 de 21 places)
- Un service saisonnier à destination du Grand Parc
- Un service particulier Flex&Co au départ de la Gare de Miribel en soirée, sans réservation, permettant aux usagers d'aller directement à l'arrêt le plus proche de leur domicile.
- Des correspondances avec les 4 gares du territoire, les 2 lignes des Cars de l'Ain et 5 lignes régulières TCL : C2, C5, Zi4, 33 et S8 + ligne 83 sur le Grand Parc l'été.



Résultats de l'enquête ménages déplacements 2015 (SYTRAL), à l'échelle de la Côtière (CCMP + C3M) :

- 3,8 déplacements par habitant et par jour, dont 2,4 en voiture
- 1,7 voiture par ménage
- Part vélo très faible, seulement 1 500 déplacements à vélo par jour
- Parts modales voiture :
 - Voiture conducteur : 50,3%
 - Voiture passager : 12,0%
 - Marche : 28,0%
 - TC non urbain : 5,2%
 - TC urbain : 2,7%
- Entre 2006 et 2015 :
 - Baisse de l'usage de la voiture (-14 points)
 - Progression de la marche (+12 points)
 - Hausse des TC urbains (+2 points)

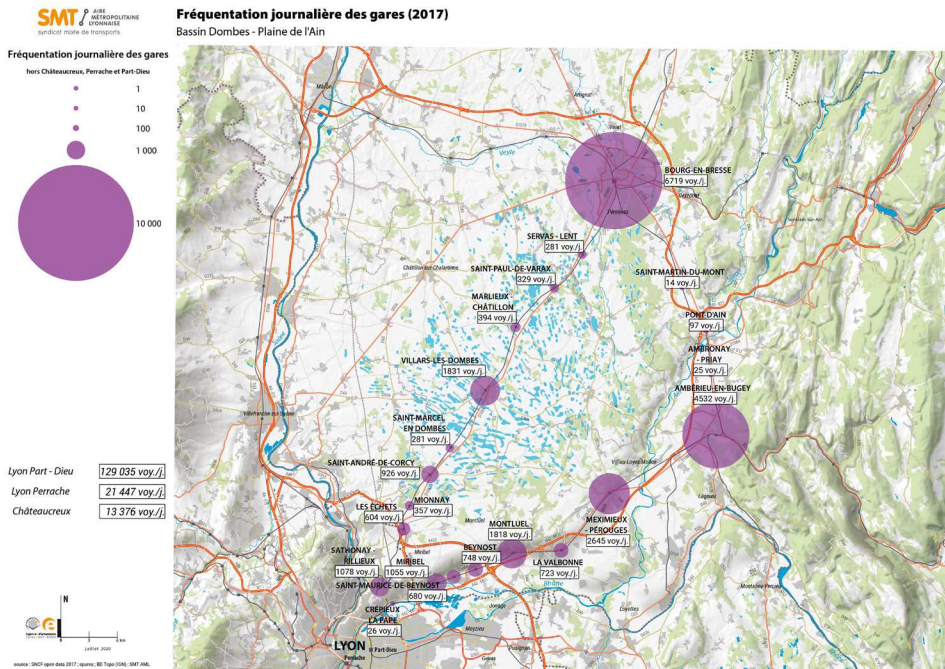


Habitants de ...	Modes	Nombre de déplacements par jour	Mobilité	Part modale	Evolution part modale 2006/2015
Côtière	conducteur	78 000	1,91	50,3%	-8 pts
	passager	43 500	1,06	28,0%	+12 pts
		18 500	0,45	12,0%	-6 pts
		8 000	0,20	5,2%	Stable
		4 000	0,10	2,7%	+2 pts
		1 000*	*	*	*
		1 500*	*	*	*
Ain hors Côtière	conducteur	240 500	1,99	53,6%	-5 pts
	passager	111 000	0,82	24,7%	+7 pts
		53 500	0,44	11,9%	-4 pts
		27 500	0,23	6,2%	+1 pt
		7 000	0,06	1,6%	+1 pt
		3 000	0,03	0,7%	Stable
		4 500	0,04	1,0%	Stable
Secteur Ain	conducteur	319 000	1,97	52,8%	-6 pts
	passager	154 000	0,95	25,5%	+9 pts
		72 500	0,45	12,0%	-4 pts
		36 000	0,22	5,9%	+1 pt
		11 500	0,07	1,9%	+1 pt
		4 500	0,03	0,7%	Stable
		6 000	0,04	1,0%	Stable
Total		604 500	3,73	100,0%	*

Source : enquête ménages déplacements 2015

Progression de la fréquentation du réseau TER entre 2015 et 2017

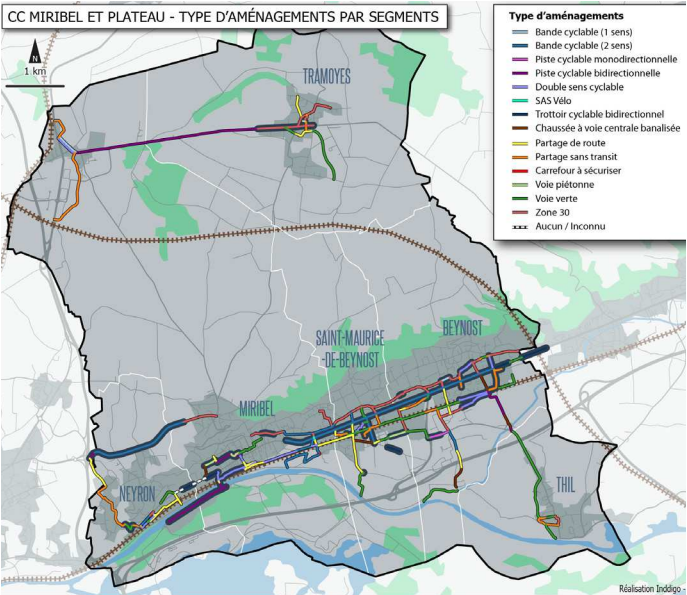
- Beynost +11%, Les Echets +14%, Saint-Maurice-de-Beynost +31% (2015-2017)
- Plus de 4 900 voyageurs quotidiens en semaine en 2017
- Les gares de Montluel et Miribel captent 59% des voyageurs
- Lyon – Ambérieu : une offre de desserte en train (omnibus) multipliée par 4 entre 1995 et 2015
- Un niveau de desserte quasi stable (-6 arrêts entre 2012 et 2020)
- Avec près de 600 places de stationnement et malgré les récents aménagements, les parkings des gares de la Côtière arrivent tous à saturation en semaine.



Les 4 grands objectifs du Plan Global de Déplacements :

- Encourager la mobilité douce, et notamment le vélo (réseau cyclable + 34 km d'itinéraires supplémentaires avec des connexions vers l'Anneau Bleu et des aménagements adaptés à créer)
- Renforcer le réseau Colibri
- Favoriser une autre pratique de la voiture (à travers le covoiturage ou l'intermodalité)
- Accompagner les changements de pratique par des actions transversales auprès des entreprises, des scolaires et des habitants (Plan de Déplacements Inter-Entreprises, Plan de Déplacements d'Établissements Scolaires)

Carte : Aménagements prévus par le Plan Global de Déplacements face à l'enjeu fort du « dernier km » sur le territoire. (source : PGD)



(source : PGD)



Enjeu Partie 5 :

Enjeu de tendre vers une mobilité « bas carbone » :

- Enjeu de déployer des politiques d'aménagement et de mobilité favorables à l'éco-mobilité pour réduire le recours aux énergies fossiles, protéger le climat et la santé publique (cf. impacts GES et pollution de l'air) :
 - Réduire les besoins de déplacements et leur vitesse
 - Faciliter le développement des modes de transport sobres en énergie, dont transports en communs et modes actifs
 - Répondre à la saturation des parkings relais
 - Optimiser le transport de marchandise et l'efficacité des véhicules qui resteront nécessaires
 - Conduire une réflexion prospective de desserte directe vers l'Est Lyonnais
- Enjeu d'anticiper au mieux, et avec une vision d'ensemble, l'impact de la croissance résidentielle sur les déplacements, le le stationnement automobile et les dépenses publiques.

Partie 6

Habitat et démographie

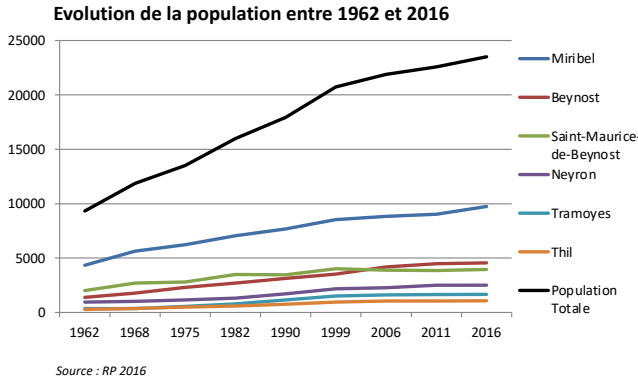


45

Les habitants

Des taux de croissance caractéristiques des communes périurbaines – évolution entre 1962 et 2016

- 13 300 nouveaux habitants dans le territoire
- 58 % de cette croissance portée par Miribel et Beynost (en volume)
- Des modifications profondes de la démographie, y compris pour les communes de plus petite taille :
 - Miribel : + 124 % d'habitants
 - Beynost : + 228 % d'habitants
 - Saint-Maurice-de-Beynost : + 97 % d'habitants
 - Neyron : + 163 % d'habitants
 - Tramoyes : + 369 % d'habitants
 - Thil : + 280 % d'habitants

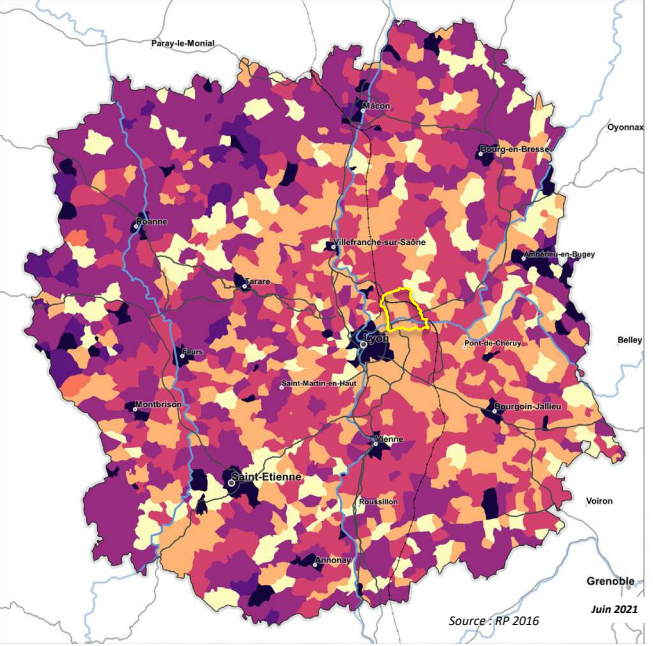


Entre 1962 et 2016, un doublement (x 2,5) de la population sous l'effet du processus de périurbanisation lié au dynamisme de l'aire métropolitaine lyonnaise.

Les habitants

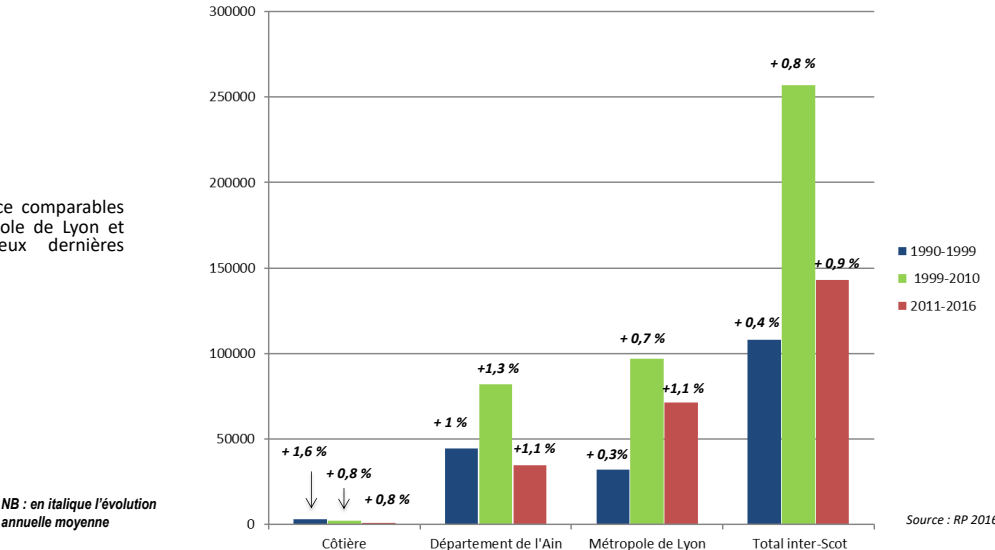
Un territoire attractif pour les familles

- Accessibilité par rapport au cœur de l'agglomération lyonnaise
- Coûts du foncier et de l'immobilier plus accessibles que dans la métropole
- Plus faible densité
- Proximité des espaces naturels



Nombre d'habitants supplémentaires et taux d'évolution annuelle de la population

Des rythmes de croissance comparables pour la CCMP, la Métropole de Lyon et l'inter-Scot sur les deux dernières périodes intercensitaires.

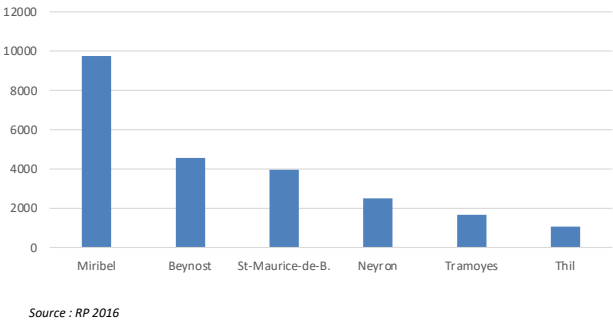


23 507 habitants en 2016, répartis entre 6 communes

- Miribel : 41 % de la population de la CCMP
- Beynost : 19% de la population de la CCMP
- Tramoyes et Thil sont les communes qui ont connu les évolutions sociologiques les plus importantes depuis 20 ans (années 1990)



Population communale 2016

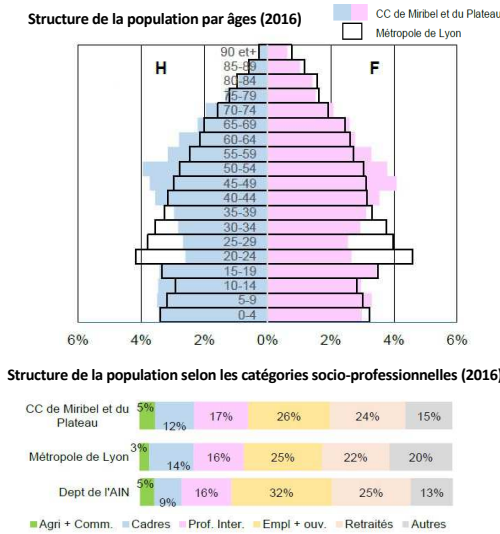


Les habitants

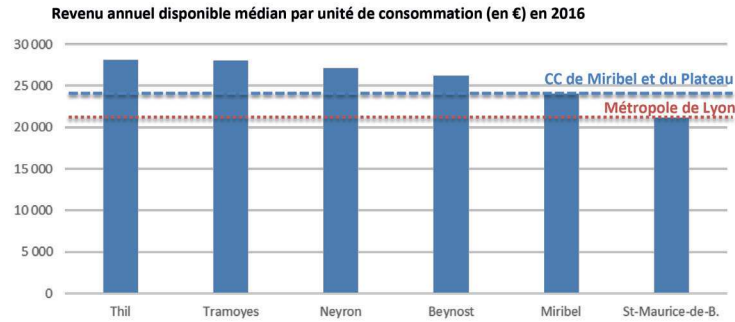
La pyramide des âges : une structure de population caractéristique des communes périurbaines

- Augmentation du nombre de séniors.
- Les jeunes quittent le territoire pour poursuivre des études supérieures et entamer leur vie active (20-35 ans).
- Forte représentation des ménages avec enfants qui s'installent à l'occasion d'un achat immobilier.

Profil des catégories socio-professionnelles :
plus proche de la métropole de Lyon
que de celui du département de l'Ain.

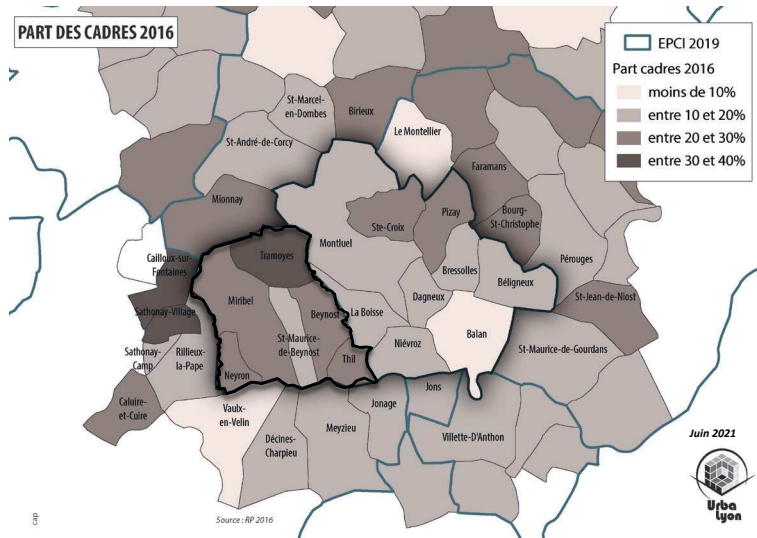


Un revenu annuel médian supérieur dans la CCMP (24 775€) par rapport à la valeur observée pour la Métropole de Lyon (21 582€).



Les professions intermédiaires sont largement représentées (29%) parmi les actifs de la CCMP.

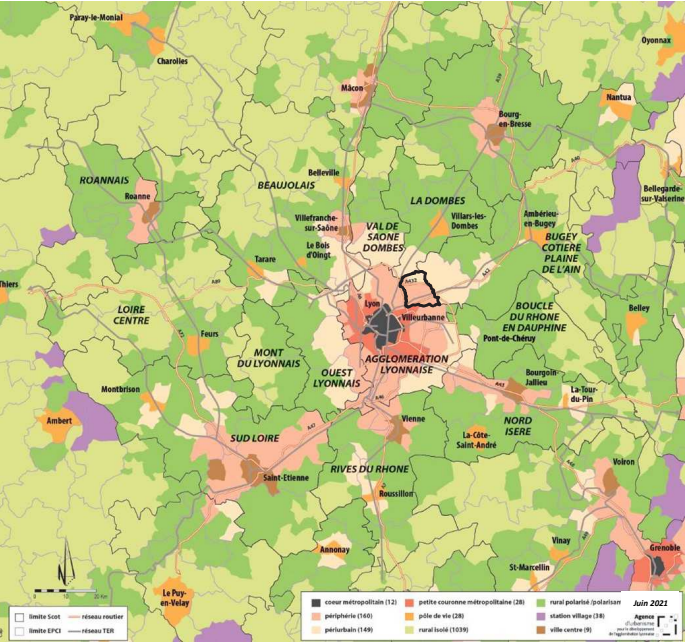
Les cadres sont également nombreux à avoir choisi la CCMP (cadre de vie, équipements, accessibilité à Lyon et à l'aéroport Saint-Exupéry).



Les logements

Une attractivité résidentielle globale forte dans un marché immobilier désormais métropolitain

- Les facteurs coûts / prix sur la Côtière évoluent en fonction d'un marché directeur : celui de Lyon.
- Le prix du foncier : facteur déterminant permettant l'accession à la propriété des jeunes ménages.



Des prix de vente moyens (2018) qui approchent les 3000 € / m² sur la CCMP :

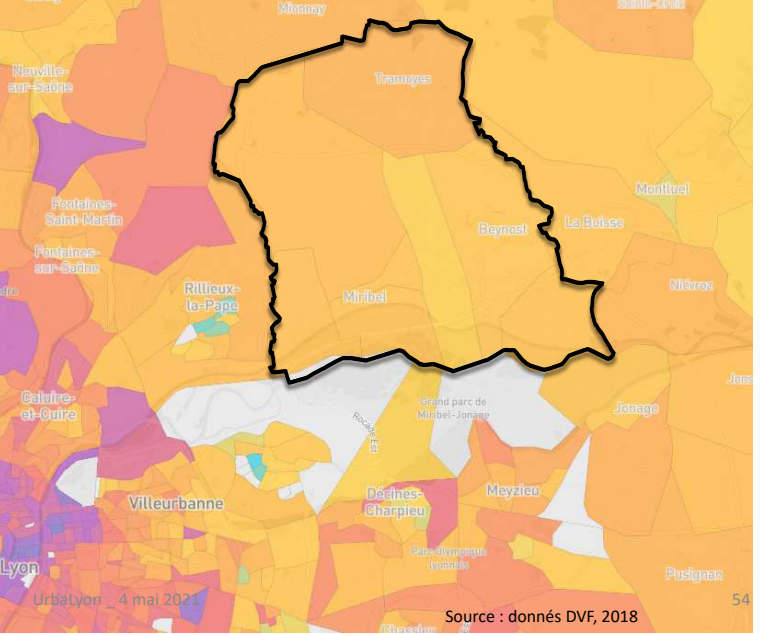
- Beynost : 2639 € / m²
- Saint-Maurice-de-Beynost : 2807 € / m²
- Thil : 2919 € / m²
- Neyron : 2942 € / m²
- Miribel : 3048 € / m²
- Tramoyes : 3198 € / m²

A l'échelle de l'aire métropolitaine lyonnaise, des écarts significatifs des valeurs immobilières d'un territoire à l'autre.

Une augmentation des prix de l'immobilier non compensée par une hausse des salaires (ce qui induit l'éloignement).

Note - Les 7 moteurs de la périurbanisation :

- Aides à la pierre
- Fuite de la densité
- Quête de nature
- Recherche de sécurité
- Choix de l'environnement social
- Coût et rareté du foncier
- Facilité de circulation en voiture

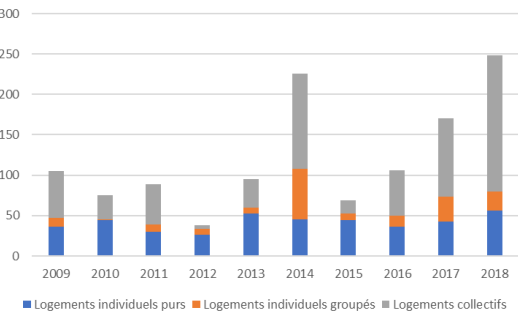


Les logements

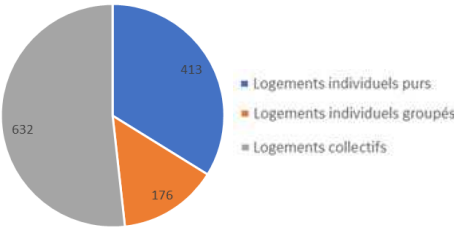
Les maisons individuelles cèdent un peu de terrain au profit des logements collectifs

- Une construction dynamique mais irrégulière : 1 221 logements commencés entre 2009 et 2018.
- Plus de la moitié de ces logements ont été construits à Miribel.
- Plus de la moitié des logements construits ces dix dernières années étaient des logements collectifs.

Les logements commencés entre 2009 et 2018



	Part dans la construction totale (%)
Beynost	18,1%
Miribel	54,9%
Neyron	3,8%
Saint-Maurice-de-Beynost	11,6%
Thil	4,2%
Tramoyes	7,4%

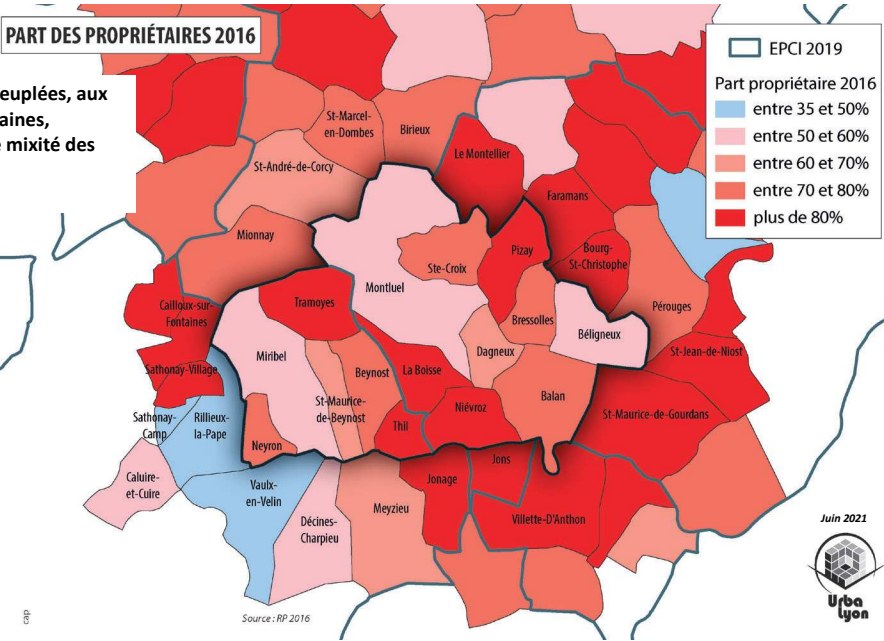


Source : Sitadel 2018

Les logements

PART DES PROPRIÉTAIRES 2016

Les communes les plus peuplées, aux caractéristiques plus urbaines, présentent davantage de mixité des statuts d'occupation.



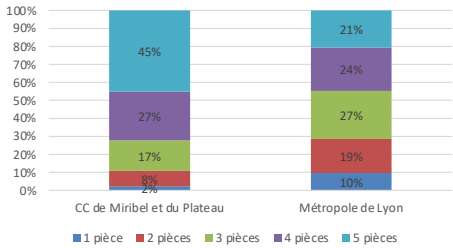
Une prédominance de grands logements

Sur un total de 9 216 logements en 2016 pour la CCMP :

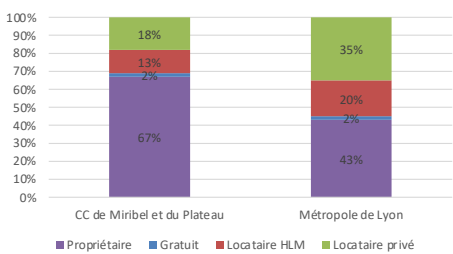
- 72 % du parc de logement a plus de 4 pièces :
- 1 pièce : 217 logements
- 2 pièces : 775 logements
- 3 pièces : 1 575 logements
- 4 pièces : 2 493 logements
- 5 pièces : 4 155 logements
- Le tissu pavillonnaire (maisons individuelles) domine également.
- A noter que cette offre ne répond pas aux besoins des étudiants ou aux jeunes ménages, demandeurs de logements de petite taille.

Des logements très majoritairement occupés par leurs propriétaires.s

Taille des logements en 2016



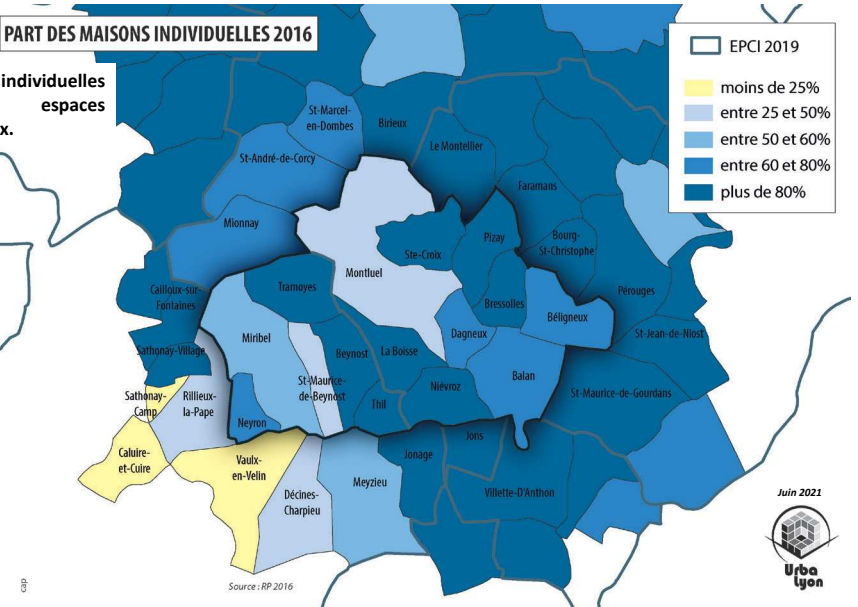
Statut des occupants 2016



Source : RP 2016

PART DES MAISONS INDIVIDUELLES 2016

Les maisons individuelles marquent les espaces périurbains et ruraux.



Enjeu Partie 6 :

Enjeu de tendre vers un parc bâti « bas carbone » tout en accueillant de nouveaux arrivants :

- Enjeu de faciliter les parcours résidentiels des ménages afin de répondre aux besoins des habitants, en particulier les plus fragiles (séniors, ménages à revenus modestes...)
- Enjeu de poursuivre les travaux engagés dans le parc social ancien pour améliorer la performance énergétique du bâti.
- Enjeu d'accompagner et soutenir financièrement les projets de rénovation énergétique des logements privés.
- Enjeu de sensibiliser et impliquer les habitants face au changement climatique et les accompagner vers des pratiques et des équipements plus sobres énergétiquement.
- Enjeu de réduire notamment l'usage de la climatisation, très énergivore et impactante pour le climat, en agissant sur les îlots de chaleur urbains par la végétalisation.

59

Equipe d'étude :

Nathalie CALVO
Claire BOISSET
Ludovic MANIEZ

Sous la direction d'Olivier Roussel



ANNEXE 4 :

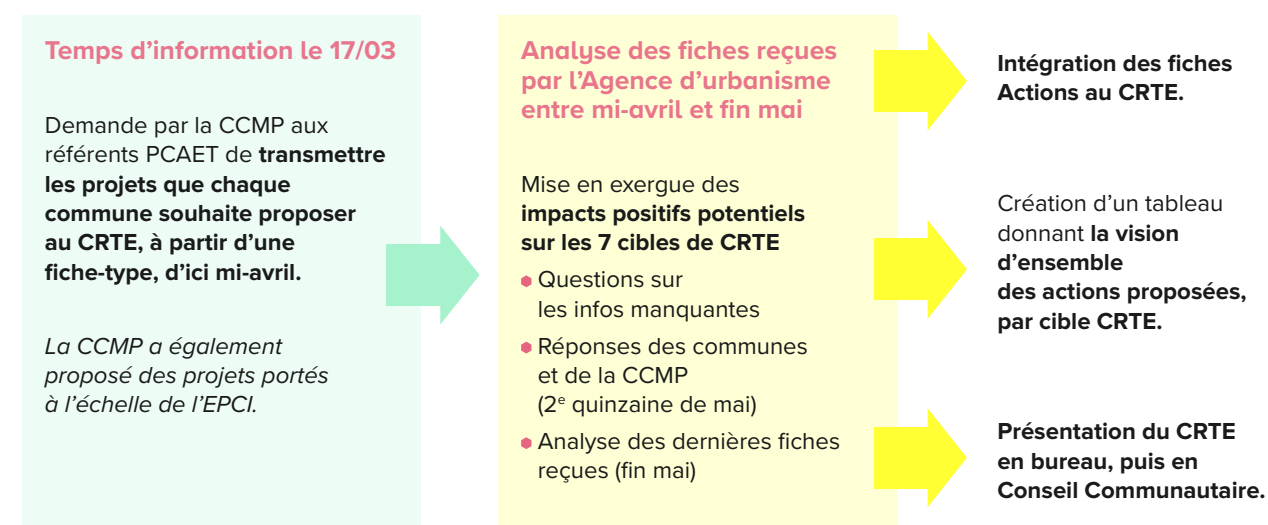
**PROCESSUS
D'ÉLABORATION
DU CRTE V1
EN 2021**

ANNEXE 4

PROCESSUS D'ÉLABORATION DU CRTE V1 EN 2021

Pour cette première version de son CRTE, la CCMP a tenu à associer étroitement les communes à l'élaboration des fiches Actions, dans la mesure de leurs possibilités au regard du calendrier très court. Ce processus de co-construction a vocation à être poursuivi avec les communes et élargi aux partenaires du territoire pour continuer d'alimenter le CRTE.

Processus d'association des communes à l'élaboration du CRTE



Le CRTE est évolutif : les projets mentionnés pourront être approfondis dans un second temps en 2022, et de nouvelles fiches Actions pourront être ajoutées (lors des COPIL CRTE – fréquence annuelle proposée).

5

ANNEXE 5 :

PORTEURS DE PROJETS ET CIBLES

ANNEXE 5

PORTEURS ET CIBLES CRTE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)						
	CC Miribel et Plateau	BEYNOST	MIRIBEL	NEYRON	SMB	THIL
<div>LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE</div> <div>(dont rénovation du bâti, éco-mobilité et développement des EnR pour réduire efficacement les consommations d'énergie et les émissions des GES)</div>	<ul style="list-style-type: none">• Linéaire modes doux intercommunal : incitation aux modes actifs• Favoriser le développement des EnR sur le bâti public et privé• Projet Alimentaire Territorial (PAT) : réduire le transport de marchandises grâce aux circuits courts• Recyclerie : consommations d'énergie et émissions de GES évités par le réemploi des objets, économie locale qui réduit le transport de marchandises venues de loin• Charte agricole : circuits courts qui limitent les déplacements• Création d'une passerelle modes doux entre la CCMP et le Grand Parc de Miribel Jonage• Création d'une Zone Artisanale à Tramoyes, incluant la requalification d'un bâtiment pour accueil d'entreprises, dans l'idée notamment de développer des emplois locaux et espaces de coworking pour réduire les déplacements domicile-travail contraints.	<ul style="list-style-type: none">• Renouvellement et adaptation de l'éclairage public : réduction consommation d'énergie et émission de GES en adaptant l'éclairage aux spécificités de chaque secteur• Redynamiser le cœur de ville - Halle circuits courts : favorise les achats locaux et la réduction des déplacements contraints• Restauration des bois de la Côtière : nouveaux itinéraires modes doux et parcours sportif	<ul style="list-style-type: none">• Rénovation énergétique et isolation de deux bâtiments communaux (logements) : réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES• Aménagements modes doux : incitation à l'écomobilité• Modernisation éclairage public : réduction des consommations d'énergie	<ul style="list-style-type: none">• Modernisation éclairage public : réduction des consommations d'énergie• Rénovation énergétique complexe St Exupéry / Jules Ferry (ERP) : réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES	<ul style="list-style-type: none">• Eclairage public - passage en LED des points lumineux extérieurs : réduction des consommations d'énergie• Eclairage public - passage en LED dans les bâtiments publics : réduction des consommations d'énergie• Confort d'été écoles : moins de besoins énergétiques pour rafraîchir (climatisation, ventilateurs)	<ul style="list-style-type: none">• Rénovation énergétique bâtiments communaux accueillant du public : réduction des consommations d'énergie et des émissions GES• Modernisation éclairage public : réduction des consommations d'énergie• Révision du PLU : promouvoir l'intégration d'EnR solaire en toiture• Champ solaire
<div>ADAPTATION CLIMATIQUE ET PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS</div> <div>(dont végétalisation, perméabilité des sols, stockage des eaux de pluie, stockage du CO2)</div>	<ul style="list-style-type: none">• Projet Alimentaire Territorial (PAT) : séquestration CO2 par les cultures• Aide financière à l'acquisition de dispositifs de stockage des eaux de pluie• Mise en œuvre du contrat pour la restauration du canal de Miribel• Réhabilitation du bassin de la Robinette• Charte agricole : stockage CO2 lié au changement des pratiques agricoles• Gestion torrentielle sur la CCMP : limite les risques à l'aval	<ul style="list-style-type: none">• Redynamiser le cœur de ville - Halle circuits courts : végétalisation et gestion des eaux pluviales cf. risque inondation et ruissellement sur le secteur• Restauration des bois de la Côtière : gestion durable des plantations, reboisement, réduction risques de ruissellement et glissement de terrain	<ul style="list-style-type: none">• Rénovation énergétique et isolation de deux bâtiments communaux (logements) : favorise le confort d'été face aux fortes chaleurs• Végétalisation de l'espace public : stockage du CO2• Désimperméabilisation des sols	<ul style="list-style-type: none">• Batterie de Sermenaz : préservation d'un espace naturel de 51 000m² et plantation d'arbres fruitiers prévue (fraîcheur, stockage de CO2).• Rénovation énergétique complexe St Exupéry / Jules Ferry (ERP) : favorise le confort d'été face aux fortes chaleurs• Lutte contre les îlots de chaleur à l'école : rafraîchissement par plantations (cour, murs)	<ul style="list-style-type: none">• Confort d'été écoles : volets occultants actés / plantations et désimperméabilisation envisagées d'ici la v2• Végétalisation de la commune : stockage du CO2	<ul style="list-style-type: none">• Rénovation énergétique bâtiments communaux accueillant du public : favorise le confort d'été face aux fortes chaleurs• City stade : plantation d'arbres, choix d'espèces adaptées au climat stockage du CO2• Révision du PLU : favoriser la préservation des espaces verts et naturels, la perméabilité des sols

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)						
	CC Miribel et Plateau	BEYNOST	MIRIBEL	NEYRON	SMB	THIL TRAMOYES
EAU (dont gestion économe et récupération des eaux pluie)	<ul style="list-style-type: none"> ● Projet Alimentaire Territorial (PAT) : incitation évolution des pratiques d'irrigation ● Aide financière à l'acquisition de dispositifs de stockage des eaux de pluie ● Réhabilitation du bassin de la Robinette : renforce la capacité de rétention ● Programme de renouvellement patrimonial des réseaux d'eau potable ● Charte Agricole : limiter l'érosion, le ruissellement et leurs impacts 					
ECONOMIE CIRCULAIRE, DÉCHETS (recyclage, réemploi, éco-conception, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> ● Projet Alimentaire Territorial (PAT) : réduire le gaspillage alimentaire ● Recyclerie : réemploi des objets qui aide à réduire les déchets ● Création d'une Zone Artisanale à Tramoyes pour accueil d'entreprises : dans l'idée notamment de promouvoir l'économie circulaire et le réemploi 					
RÉDUIRE POLLUTIONS (dont air, pesticides et risques)	<ul style="list-style-type: none"> ● Linéaire modes doux intercommunal : réduction pollution de l'air ● Projet Alimentaire Territorial (PAT) : sols et eau préservés par l'incitation à réduire les pesticides ● Aide financière à l'acquisition de dispositifs de stockage des eaux de pluie ● Requalification de la station d'épuration de Beynost ● Charte agricole : limiter le ruissellement et ses impacts ● Gestion torrentielle sur la CCMP 					

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)							
	CC Miribel et Plateau	BEYNOST	MIRIBEL	NEYRON	SMB	THIL	TRAMOYES
BIODIVERSITÉ, AGRICULTURE, ÉVITEMENT ARTIFICIALISATION DES SOLS	<ul style="list-style-type: none"> ● Projet Alimentaire Territorial (PAT) : biodiversité préservée par l'incitation à réduire les pesticides ● Charte agricole : évolution des pratiques agricoles, favorables à la biodiversité. ● Gestion torrentielle sur la CCMP : intègre un volet gestion des boisements qui favorise la biodiversité ● Mise en œuvre du contrat pour la restauration du canal de Miribel 	<ul style="list-style-type: none"> ● Renouvellement et adaptation de l'éclairage public : réduction impact pollution lumineuse sur la faune ● Restauration des bois de la Côtère : reboisement diversifié, favorable à la biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> ● Végétalisation de l'espace public ● Désimperméabilisation des sols ● Modernisation éclairage public : réduction impact pollution lumineuse sur la faune ● Aménagements modes doux : aident à promouvoir l'exercice physique (santé, bien-être) 	<ul style="list-style-type: none"> ● Modernisation éclairage public : réduction impact pollution lumineuse sur la faune ● Batterie de Sermenaz : production de légumes, fruits, diversification des espèces présentes. ● Lutte contre les îlots de chaleur à l'école : végétalisation favorable à la biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> ● Végétalisation de la commune ● Modernisation éclairage public lors des travaux de voirie : réduction impact pollution lumineuse sur la faune 	<ul style="list-style-type: none"> ● Modernisation éclairage public : réduction impact pollution lumineuse sur la faune ● City stade : espèces locales favorables biodiversité ● Révision du PLU : biodiversité favorisée par la préservation des espaces naturels 	<ul style="list-style-type: none"> ● Plan de gestion raisonnée des espaces verts + Plan de gestion bocager : biodiversité favorisée par moins d'intrants et la diversification des plantations ● Acquisition foncière forestière ● Plantation haie bocagère : sensibilisation citoyenne et agriculteurs
IMPACT SOCIAL ET/OU SOCIÉTAL (solidarité, inclusion, participation)	<ul style="list-style-type: none"> ● Linéaire modes doux intercommunal : accessibilité pour tous les pôles d'attractivité. ● Recyclerie : insertion par l'emploi, prix accessibles seconde main ● Favoriser le développement des EnR sur le bâti public et privé : Implication citoyenne dans des projets territoriaux ● Projet Alimentaire Territorial (PAT) : alimentation de qualité pour tous et accompagnement des initiatives de la société civile ● Création d'une passerelle modes doux entre la CCMP et le Grand Parc de Miribel Jonage ● Programme de renouvellement patrimonial des réseaux d'eau potable ● Mise en œuvre du contrat pour la restauration du canal de Miribel ● Charte agricole : lien social induit par les circuits courts ● Création d'une Zone Artisanale à Tramoyes : dans l'idée notamment de promouvoir l'économie sociale et solidaire et le réemploi 	<ul style="list-style-type: none"> ● Renouvellement et adaptation de l'éclairage public : renforcement de la sécurité de certains secteurs et de la convivialité d'autres secteurs ● Restauration des bois de la Côtère : création d'un lieu de vie sociale favorisant l'activité physique, la sensibilisation à la nature et support d'activités portées par la commune. ● Redynamiser le cœur de ville - Halle circuits courts : création d'un lieu de vie sociale favorisant les rencontres intergénérationnelles 	<ul style="list-style-type: none"> ● Aménagements modes doux ● Rénovation énergétique et isolation de deux bâtiments communaux/ municipaux (logements) : améliorer l'accès à des logements de qualité 	<ul style="list-style-type: none"> ● Batterie de Sermenaz : participation citoyenne, projet de lieu de vie ouvert à tous, création potentielle d'un emploi à terme. ● Rénovation énergétique complexe St Exupéry / Jules Ferry (ERP) : mise aux normes accessibilité ● Lutte contre les îlots de chaleur à l'école : réduction risques de santé si fortes chaleurs 	<ul style="list-style-type: none"> ● Confort d'été écoles : réduction risques santé si fortes chaleurs 	<ul style="list-style-type: none"> ● Rénovation thermique bâtiments communaux : contribuer à l'accès à des logements de qualité dans la commune ● City stade : emplois locaux privilégiés ● Révision du PLU : favoriser les emplois verts par les orientations inscrites (dont pose de panneaux solaires) 	<ul style="list-style-type: none"> ● Plantation haie bocagère : sensibilisation citoyens et agriculteurs ● Création d'une zone artisanale, notamment de promouvoir l'économie sociale et solidaire et le réemploi (Action pilotée par la CCMP en lien avec la commune de Tramoyes)

6

ANNEXE 6 : **INDICATEURS DE SUIVI**

ANNEXE 6

INDICATEURS DE SUIVI

INDICATEURS DEMANDES DANS LA CIRCULAIRE CRTE		DONNÉES COLLECTÉES AU 6/07/2021
MOBILITÉ		
1	Nombre de kilomètres de pistes cyclables et existance de parkings vélos sécurisés	17 km de pistes cyclables sur toute la communauté de communes
2	Existence de pôle(s) multimodal (aux)	
3	Existence de zone(s) à faible émissions	non
4	Existence de voies réservées au covoiturage >> remplacé par « Taux de remplissage des aires de covoiturage »	51 % en 2019
5	Part de véhicules électriques ou hybrides dans le parc des collectivités et dans le parc privé	
6	Nombre de bornes de recharge électriques ouvertes au public >> remplacé par « Nombre de projet station GNV / IRVE réalisées »	2 - Tramoyes - Beynost
7	Part des véhicules bas carbone dans la flotte de transports collectifs >> remplacé par Nombre de véhicules propres acquis dans la flotte du réseau Colibri	
8	Part du territoire couverte par une autorité organisatrice de la mobilité	Tout le territoire
ENERGIE & CLIMAT		
9	Emissions de gaz à effet de serre du territoire	182, 18 kteqCO2 au total et 7,32 teqCO2 / habitant (hors ordures ménagères)
10	Consommations énergétiques du territoire (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage)	1053 GWh au total et 44 mWh / habitant (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage, hors ordures ménagères)
11	Production annuelle d'énergies renouvelables (éolien, solaire, hydro-électricité, méthanisation, etc.)	35,2 GWh au total, hors pompe à chaleur et hors incinérateur d'ordures ménagères
12	Consommation énergétique en autoconsommation (individuelle et collective)	
13		
14	Rénovation énergétique : Répartition du parc immobilier (toutes catégories) par étiquette du DPE	
15	Rénovation énergétique : nombre de copropriétés en situation fragile et dégradée	
16	Rénovation énergétique : nombre d'artisans et d'entreprises certifiées RGE sur le territoire	70 artisans et entreprises certifiés RGE sur le territoire
17	Etat des systèmes de chauffage : nombre estimé de chaudières à fioul	
18	Etat des systèmes de chauffage : nombre estimé de cheminées ouvertes et autre systèmes de chauffages très émetteurs de de particules fines (par ex inserts, poêles et chaudières à bois installés avant 2002)	

INDICATEURS DEMANDES DANS LA CIRCULAIRE CRTE		DONNÉES COLLECTÉES AU 6/07/2021
19	Etat des systèmes de chauffage : Existence de réseaux de chaleurs, ainsi que leur combustible (part d'énergies renouvelables)	
20	Etat des systèmes de chauffage : mode de chauffage des grands équipements collectifs de territoire (écoles, collèges, lycées...), établissements de santé, bâtiments publics	
DÉCHETS & ÉCONOMIE CIRCULAIRE		
21	Tonnage de déchets produits par le territoire	336002,38 tonnes (département de l'Ain, 2017)
22	Etat des équipements de tri au regard des normes	
23	Existence de tri à la source des bio-déchets dans structures de restauration collective, et pour logements collectifs	
24	Taux de tri sélectif par filière	taux moyen de recyclage 61,12%
AGRICULTURE & ALIMENTATION LOCALE		
25	Existence d'un projet alimentaire territorial	la démarche s'engage en 2021
26	Nombre d'exploitations agricoles	64 exploitations (RGA 2010)
27	Nombre de producteurs vendant en circuits courts / de marchés de producteurs	
28	Surface agricole utile du territoire	3340 ha (RGP 2019)
29	Surfaces agricoles et nombre d'exploitations du territoire engagées dans des démarches de labellisation environnementale	surface agricole biologique de 622 ha (19 % de la SAU totale) (2,4 fois la moyenne nationale)
30	Estimation du nb de produits phytosanitaires utilisés sur le territoire	
ACTIONS EN MATIÈRE DE BIODIVERSITÉ		
31	Surface des aires protégées : parc naturel, Natura 2000, ZNIEFF (zones d'intérêt écologique faunistique et :floristique), aire de protection des captages, ZNIEFF de type 1 et 2, Arrêtés de Protection Biotope (APB), Réserves de Biosphère, Part des Parcs Nationaux, sites Ramsar, Zones de Protection Spéciale (ZPS), Sites d'Importance Communautaire (SIC), etc.	0,16% (soit environ 10 km²)
32	Part des cours d'eau en bon état (classés en catégorie I ou II au titre de la continuité écologique)	94,41% des cours classés 2 (aucun linéaire de cours d'eau classé 1)
33	Nombre de points noirs de continuités écologiques identifiés	9 (obstacles ponctuels à l'écoulement des cours d'eau et à la continuité écologique =2)
34	Part des surfaces forestières bénéficiant d'une garantie de gestion durable	
35	Surfaces de haies	473952,8 m² de 65 boisements linéaires (haies, boisements ripicoles linéaires, alignements d'arbres) de plus de 1500 m² soit 150 m de long sur 10m de large
36	Existence d'un atlas communal de la biodiversité et part du territoire en réservoir de biodiversité ;	
37	Label « Territoires engagés pour la nature » (OUI/NON/en cours)	NON
38	Label « terre saine » (OUI/NON).	NON

INDICATEURS DEMANDES DANS LA CIRCULAIRE CRTE		DONNÉES COLLECTÉES AU 6/07/2021
LUTTE CONTRE L'ARTIFICIALISATION DES SOLS		
39	Etat d'avancement des PLU	révisions envisagées à court terme, à confirmer d'ici CRTE v2
40	Taux de mobilisation des droits à construire au regard de ceux fixés dans les documents d'urbanisme	
41	Evolution du nombre d'hectares de terres urbanisées vs terres agricoles et/ou naturelles et/ou forestières	20,8% en 2000 et 23,8% en 2020 (soit environ 2 000 ha consommés)
42	Potentiel de recyclage foncier (incluant les surfaces de friches à réhabiliter)	
43	Surfaces désartificialisées	
EAU & ASSAINISSEMENT		
44	Compatibilité des installations de traitements des eaux usées avec les normes européennes (OUI/NON) ;	
45	Taux de fuite des réseaux	
46	Nombre de captages prioritaires et nombre de captages bénéficiant d'une protection et d'un plan d'actions ;	0
47	Couverture du territoire par un SAGE (oui/non/en cours d'élaboration).	NON
IMPACT SOCIAL OU SOCIÉTAL		

7

ANNEXE 7 : MAQUETTE FINANCIÈRE

ANNEXE 7

MAQUETTE FINANCIÈRE

						CO-FINANCEMENT SOLLICITÉS PAR LES MO							
LOCALISATION	MAÎTRE D'OUVRAGE	INTITULÉ DE L'OPÉRATION	PÉRIODE	BUDGET TOTAL PRÉVISIONNEL	PART MO	ÉTAT (€HT)			RÉGION AURA	CONSEIL DÉPARTE-MENTAL DE L'AIN	AUTRES	DESCRIPTION DE L'ACTION ET CALENDRIER	IMPACTS POTENTIELS DE L'ACTION SUR LES CIBLES CRTE
						Plan de relance	DETR	Appels à projets					
CCMP	CCMP	Linéaire modes doux	Engagé depuis 2019 En cours	* Phase 1 : Dépenses d'investissements estimées à 800 000 €HT (dont 50000€ d'études). 60% du tracé déjà réalisé. * Phase 2 : investissement estimé à 1,1 M€ (dont 40000€ d'études)	Reste à charge commune : * 417100 € en phase 1, à ce stade * 1,1 M€ en phase 2, à ce stade	Un co-financement permettrait de finaliser la phase 1 et d'engager la phase 2 de ce projet structurant.	DETR sur phase 1 : 282 900 € Phase 2 : à solliciter	Appel à projet Etat sur phase 1 : 100 000 € Phase 2 : à solliciter				Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
CCMP	CCMP	Elaboration de Plans de Déplacements Etablissements Scolaires (PDES)	2021-2023	85000€ à 149000€ au total * Budget de fonctionnement pour la collectivité : 5000€ à 9000 € * 80000€ à 140000€ (budget moyen par école entre 20 000 € et 35000 €, pour 4 écoles volontaires)	Reste à charge pour CCMP à ce stade : 25% Soit 21000 € à 37250 €	Un co-financement pourrait renforcer l'impact de ce projet d'accompagnement au changement des comportements.					CEE : 75% pris en charge Soit 63750€ à 111750€	Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
CCMP	CCMP	Charte agricole	2021-2026	200 000€ TTC	À définir d'ici CRTE v2	Un co-financement pourrait favoriser la mise en œuvre de ce projet à impact écologique.						Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
CCMP	CCMP + ses 6 communes	Projet Alimentaire Territorial	À partir de 2021	* 50 000 € pour étude et définition de la stratégie * Mise en œuvre : budget à définir selon la stratégie retenue	Reste à charge pour CCMP à ce stade : 50000€ à ce jour	Un co-financement pourrait favoriser la mise en œuvre de ce projet à impact écologique.	La CCMP va solliciter l'Appel à projet inscrit dans le Programme National pour l'Alimentation qui vise à soutenir des PAT émergents				Souhait de solliciter le fond européen LEADER pour favoriser la mise en œuvre de ces actions.	Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
CCMP	CCMP	Aide financière à l'acquisition de dispositifs de stockage des eaux de pluie	2021-2026	50 000€ HT	Reste à charge pour CCMP à ce stade : 50000€ HT à ce jour	Un co-financement pourrait aider la CCMP à se doter d'équipements plus efficients (cuves double fonction) pour ce projet en faveur de la ressource en eau.						Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles

						CO-FINANCEMENT SOLLICITÉS PAR LES MO								
LOCALISATION	MAÎTRE D'OUVRAGE	INTITULÉ DE L'OPÉRATION	PÉRIODE	BUDGET TOTAL PRÉVISIONNEL	PART MO	ÉTAT (€HT)			RÉGION AURA	CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AIN	AUTRES	DESCRIPTION DE L'ACTION ET CALENDRIER	IMPACTS POTENTIELS DE L'ACTION SUR LES CIBLES CRTE	
						Plan de relance	DETR	Appels à projets						
CCMP + Grand Parc Miribel-Jonage	CCMP + Miribel + Grand Parc Miribel-Jonage	Création d'une passerelle modes doux entre la CCMP et le canal de Miribel	À partir de 2021 (en phase étude actuellement)	1 800 000 €	À définir d'ici CRTE v2	Un co-financement pourrait aider la CCMP à réaliser cet équipement structurant pour l'éco-mobilité et la préservation du Grand Parc.			DETR sollicité à hauteur de 100 000 €	Conseil Départemental / Plan vélo sollicité à hauteur de 100 000 €		Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles	
CCMP	CCMP	Favoriser le développement des EnR sur le bâti public et privé	À partir de 2021	30 000 € (dont accompagnement à l'émergence d'une société citoyenne d'investissement)	Reste à charge pour CCMP à ce stade : 30 000 €	Un co-financement pourrait renforcer l'impact de ce dispositif d'incitation au déploiement des EnR.			La CCMP va solliciter des Appels à projets régionaux (soutien aux projets décentralisés de production EnR)		Le projet vise la constitution d'une société citoyenne d'investissement.	Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles	
CCMP	CCMP	Etude ruissellement torrentiel	À partir de 2022	160 000€ TTC estimés (dont 30 000€ pour le diagnostic des boisements et les préconisations de gestion)	À définir d'ici CRTE v2	Un co-financement pourrait favoriser la mise en œuvre de ce projet à impact écologique.						Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles	
CCMP	CCMP	Requalification de la station d'épuration	2021-2023	7,8 millions d'euros TTC estimés	À définir d'ici CRTE v2	Un co-financement pourrait favoriser la mise en œuvre de ce projet pour améliorer la gestion des eaux usées.					L'Agence de l'Eau apportera une aide financière (le montant reste à définir).	Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles	
CCMP	CCMP	Recyclerie Ressourcerie en lien avec la déchetterie	2021-2024	2 890 463 € HT	Reste à charge CCMP : * Charges de propriété : À préciser d'ici CRTE v2	Un co-financement est sollicité à hauteur de 40% pour favoriser la mise en œuvre de ce projet en faveur de l'économie circulaire.			La CCMP va solliciter un co-financement DTER	La CCMP va proposer d'intégrer ce projet au Contrat Ambition région qui sera rediscuté en 2021.	La CCMP va solliciter un co-financement CD Ain	La ressourcerie/ recyclerie sera louée via un loyer minoré à une association de l'ESS qui par son activité de réparation et de revente va générer des revenus permettant d'assurer le paiement du loyer et des charges.	Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
CCMP	CCMP	Restauration Canal de Miribel	À partir de 2022	À définir d'ici CRTE v2. A titre indicatif, le budget du précédent contrat était de 6,212 millions d'euros HT. Plusieurs partenaires sont impliqués dans le contrat précédent : l'Etat, le CD Ain, l'Agence de l'eau, EDF, la Métropole de Lyon, la 3CM, le SYMALYM, VNF.	L'autofinancement prévisionnel est de 1,164 millions d'euros – auquel s'ajoute les frais de personnel de la CCMP non estimés.	L'Etat était partenaire du précédent contrat. Un co-financement CRTE pourrait aider à la réalisation de ce projet, notamment sur le volet sensibilisation citoyenne.					Le CD Ain était partenaire du précédent contrat : à solliciter pour le nouveau contrat.	L'Agence de l'Eau et l'EDF étaient partenaires du précédent contrat : à solliciter pour le nouveau contrat.	Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles

						CO-FINANCEMENT SOLLICITÉS PAR LES MO						
LOCALISATION	MAÎTRE D'OUVRAGE	INTITULÉ DE L'OPÉRATION	PÉRIODE	BUDGET TOTAL PRÉVISIONNEL	PART MO	ÉTAT (€HT)		RÉGION AURA	CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AIN	AUTRES	DESCRIPTION DE L'ACTION ET CALENDRIER	IMPACTS POTENTIELS DE L'ACTION SUR LES CIBLES CRTE
						Plan de relance	DETR	Appels à projets				
CCMP	CCMP	Programme de renouvellement des canalisations d'eau potable	En cours depuis 2020	480 000€ TTC par an	Reste à charge CCMP : 480 000€ TTC par an (moins les subventions qui seront accordées)	Un co-financement pourrait favoriser la mise en œuvre de ce projet visant à préserver la ressource en eau.				La CCMP sollicitera l'Agence de l'eau annuellement pour ces travaux.	Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
CCMP	CCMP	Réhabilitation du bassin de la Robinette	À partir de 2022	1 068 274 € TTC	Reste à charge CCMP : 1 068 274 € TTC (moins les subventions qui seront accordées)	Un co-financement pourrait favoriser la mise en œuvre de ce projet visant à réduire les risques d'inondation liés au ruissellement.						
Beynost	Commune de Beynost Probable partenariat public-privé	Redynamiser le cœur de ville de Beynost – Halle circuits courts	Achat du bâti en 2022 Etude urbaine en cours	À définir d'ici CRTE v2	À définir d'ici CRTE v2	Un co-financement pourrait favoriser la mise en œuvre de ce projet à impact écologique.				Partenariat public-privé pour la réalisation d'un équipement à usage multiple	Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Beynost	Commune de Beynost	Restauration des bois de la Côtière sur Beynost	2022-2023	À définir d'ici CRTE v2	À définir d'ici CRTE v2	Un co-financement pourrait favoriser la mise en œuvre de ce projet à impact écologique.					Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Beynost	Commune de Beynost	Renouvellement et adaptation de l'éclairage public	2021-2025	250 000 € sur 5 ans	Reste à charge commune : 250000€ à ce stade (à financer en partie par la réduction de la facture énergétique).	Un co-financement permettrait d'accélérer ce programme comme le souhaite la commune.	Appui souhaité				Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Miribel	Commune de Miribel	Modernisation éclairage public	À partir de 2021	* Phase 1 : 80820 HT budgétés * Phase 2 (massification de l'action) : budget à définir	24246€ HT (30% du budget, en partie grâce aux économies d'énergie réalisées au fil des travaux)	Un co-financement permettrait de massifier l'action suite à la phase 1.	Appui souhaité			Co-financement demandé à la DSIL à hauteur de 50 % et à la Fédération Française de Foot à hauteur de 20%	Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Miribel	Commune de Miribel	Désimperméabilisation, végétalisation	2021-2022	Coût du parking végétalisé : reste à définir. 30000€ sur 3 ans pour le système de programmation de l'arrosage.	À définir d'ici CRTE v2	Un co-financement permettrait d'élargir la zone désimperméabilisée.	Appui souhaité				Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Miribel	Commune de Miribel	Rénovation énergétique des bâtiments	2021-2022	35 000 € pour la réalisation des deux audits Coût de travaux : à compléter suite aux audits.	À définir d'ici CRTE v2	Un co-financement sera sollicité pour aider la commune à réaliser cet investissement lourd.	Appui souhaité				Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles

						CO-FINANCEMENT SOLLICITÉS PAR LES MO						
LOCALISATION	MAÎTRE D'OUVRAGE	INTITULÉ DE L'OPÉRATION	PÉRIODE	BUDGET TOTAL PRÉVISIONNEL	PART MO	ÉTAT (€HT)		RÉGION AURA	CONSEIL DÉPARTE-MENTAL DE L'AIN	AUTRES	DESCRIPTION DE L'ACTION ET CALENDRIER	IMPACTS POTENTIELS DE L'ACTION SUR LES CIBLES CRTE
						Plan de relance	DETR	Appels à projets				
Miribel	Commune de Miribel	Modes doux	2021	22000 à 26000€ (arceaux vélos)	Reste à charge commune : 22000 à 26000€	Un co-financement est sollicité pour aider à l'acquisition des arceaux favorisant les modes actifs.					Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Neyron	Commune de Neyron	Modernisation éclairage public	À partir de 2021	*Phase 1 (200 points lumineux) : 233 500 € TTC * Phase 2 (500 points lumineux restants) : 400 000€ TTC	* Reste à charge commune : 155027 € ttc * Co-financements recherchés.	Un co-financement permettrait d'élargir l'action à tous les points lumineux de la commune.		Appui souhaité		SIEA : 78 473 € TTC	Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Neyron	Commune de Neyron	Rénovation complexe St Exupery Jules Ferry	2021 - 2022	400 000 €	À définir d'ici CRTE v2	Un co-financement pourrait favoriser la mise en œuvre de ce projet à impact écologique.		Appui souhaité			Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Neyron	Commune de Neyron	Lutte contre les îlots de chaleur à l'école	2021 - 2022	À définir d'ici CRTE v2	À définir d'ici CRTE v2	Un co-financement pourrait favoriser la mise en œuvre de ce projet à impact écologique.		Appui souhaité			Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Neyron	Commune de Neyron	Batterie de Sermenaz	2021-2030	* Phase 1 : 50 000 € (remise en état c ircuit récupération eau de pluie) * Phase 2 : à définir	* Reste à charge commune : 50000 € * Co-financements recherchés.	Un co-financement pourrait favoriser la mise en œuvre de ce projet à impact écologique.		Appui souhaité		Déjà sollicité	Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Saint-Maurice de Beynost	Commune de SMB	Passage en LED des bâtiments publics	À partir de 2021	* En 2021 : 123000€ pour les 11 premiers bâtiments. * En 2022 : à définir, pour étendre l'action aux bâtiments publics restants.	Reste à charge commune : * 123000€ pour la phase 1 * À définir pour la phase 2	Un co-financement permettrait d'élargir l'action à tous les bâtiments publics de la commune.		Appui souhaité			Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Saint-Maurice de Beynost	Commune de SMB	Modernisation éclairage public	À partir de 2021	*En 2021 : 118000€ pour 50 points lumineux. * En 2022 : à définir, pour étendre l'action aux points lumineux restants.	Reste à charge commune : * 80000€ pour la phase 1 * À définir pour la phase 2	Un co-financement permettrait d'élargir l'action à tous les points lumineux de la commune.		Appui souhaité		SIEA + Fond de compensation de la TVA : 38000€	Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Saint-Maurice de Beynost	Commune de SMB	Végétalisation de la commune	2021	8 000 €	8 000 €	Un co-financement pourrait favoriser la mise en œuvre de ce projet à impact écologique.					Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Saint-Maurice de Beynost	Commune de SMB	Amélioration du confort d'été	À partir de 2021	* Phase 1 en 2021 : 16500€ * Phase 2 : aménagements complémentaires favorisant les îlots de fraîcheur (à budgéter).	16 500 €	Un co-financement pourrait renforcer l'impact de ce projet à impact écologique.		Appui souhaité			Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles

						CO-FINANCEMENT SOLLICITÉS PAR LES MO						
LOCALISATION	MAÎTRE D'OUVRAGE	INTITULÉ DE L'OPÉRATION	PÉRIODE	BUDGET TOTAL PRÉVISIONNEL	PART MO	ÉTAT (€HT)		RÉGION AURA	CONSEIL DÉPARTE-MENTAL DE L'AIN	AUTRES	DESCRIPTION DE L'ACTION ET CALENDRIER	IMPACTS POTENTIELS DE L'ACTION SUR LES CIBLES CRTE
						Plan de relance	DETR	Appels à projets				
Thil	Commune de Thil	Eclairage public	2022	57 100 €	* Reste à charge commune : 25000 € * Co-financements recherchés.	Un co-financement pourrait favoriser la mise en œuvre de ce projet à impact écologique.	Appui souhaité			SIEA : 32100 € TTC	Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Thil	Commune de Thil	Rénovation thermique	2021	90 000 €	* Reste à charge commune : 2600 € * Co-financements recherchés.		Déjà sollicité	Déjà sollicité		CEE : 86400€	Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Thil	Commune de Thil	Réhbilitation du City Stade	À partir de 2021	Phase étude : 3300€ Phase réalisation : à définir d'ici CRTE v2	3 300,00 €	Un co-financement pourrait favoriser la mise en œuvre de ce projet à impact écologique.	Appui souhaité				Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Thil	Commune de Thil	Champ solaire	À définir d'ici CRTE v2	À définir d'ici CRTE v2	À définir d'ici CRTE v2	À définir d'ici CRTE v2				Entreprise conventionnée Co-financement citoyen envisagé, à confirmer	Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Thil	Commune de Thil	Révision du PLU	À définir d'ici CRTE v2	À définir d'ici CRTE v2	À définir d'ici CRTE v2	À définir d'ici CRTE v2					Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents «Annexe 1 - Orientations stratégiques» et Annexe 5 «Porteurs de projets et cibles»
Tramoyes	Commune de Tramoyes	Acquisition forestière	2021	* Phase 1 en 2021 : 10000 € (acquisition) * Phase 2 : préservation et mise en valeur, à budgéter.	10000€ (acquisition)	Un co-financement pourrait permettre des actions de préservation et de mise en valeur de cet espace boisé.					Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Tramoyes	Commune de Tramoyes	Plantation de haies bocagères	À définir d'ici CRTE v2	À définir d'ici CRTE v2	À définir d'ici CRTE v2	Un co-financement pourrait favoriser la mise en œuvre de ce projet à impact écologique.					Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Tramoyes	Commune de Tramoyes	Plan de gestion des espaces verts	À définir d'ici CRTE v2	* Etude en cours : 15000€ * Mise en œuvre : coûts à préciser par l'étude	À définir d'ici CRTE v2	Un co-financement pourrait favoriser la mise en œuvre de ce projet à impact écologique.					Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles
Tramoyes	CCMP	Création d'une Zone Artisanale + requalification de bâti à Tramoyes	À définir d'ici CRTE v2	* 42 000€ HT pour l'étude de faisabilité lancée fin avril. * Coûts de réalisation à venir (acquisition site et bâti, requalification, aménagement, ...)	À définir d'ici CRTE v2	Un co-financement pourrait faciliter la création de cet espace à vocation ESS et écologique.					Voir la Fiche Action (en Annexe 2 du Contrat)	Voir les documents Annexe 1 - Orientations stratégiques et Annexe 5 Porteurs de projets et cibles

ANNEXE 8 :

PROTOCOLE FINANCIER ANNUEL

ANNEXE 8

PROTOCOLE FINANCIER ANNUEL

Préfecture de l'Ain

CONVENTION FINANCIÈRE ANNUELLE RELATIVE AU CONTRAT DE RELANCE ET DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Année 2021

entre

La Préfecture du département de l'Ain,
représenté par Mme la Préfète du Département de l'Ain d'une part,
et

La Communauté de communes de Miribel et Plateau,
représentée par sa Présidente, d'autre part, dénommés les parties prenantes.

Préambule :

En tant qu'accord-cadre pluriannuel, le contrat de relance et de transition écologique accompagne la mise en œuvre d'un projet de territoire à l'échelle de l'intercommunalité concernée. Il fédère l'ensemble des acteurs institutionnels publics et privés amenés à porter ou à soutenir des actions permettant la réalisation de ce projet et s'inscrit en cohérence avec les stratégies et les outils d'intervention des parties prenantes. Le contrat décline des objectifs et un plan d'actions sur les orientations stratégiques prioritaires du projet de territoire.

La présente convention financière 2021 liste les actions à programmer pour l'année 2021.

Ces actions pourront être cofinancées par l'Etat, par des subventions qui seront demandées par les maîtres d'ouvrage, au titre des dotations et crédits disponibles, pour lesquelles les actions qu'ils portent seraient éligibles.

Les crédits régionaux, les crédits de droit commun du Conseil Départemental, des fonds européens ou d'autres sources de financement qui seraient destinées à apporter un complément financier aux opérations de la présente convention pourront être sollicités par les maîtres d'ouvrage.

VU le contrat de relance et de transition écologique de la CCMP, signé le....., et plus particulièrement le plan d'actions opérationnel,

VU les financements prévus au titre de l'année budgétaire 2021 sur l'ensemble des dispositifs mobilisés dans la mise en œuvre du contrat de relance et de transition écologique et de son plan d'actions,

Les parties prenantes, porteurs du contrat de relance et de transition écologique, conviennent:

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les orientations financières des porteurs du contrat de relance et de transition écologique, pour la programmation d'actions au cours de l'année 2021, au regard des actions inscrites dans le plan d'actions susvisé.

ARTICLE 2 : Descriptif des actions à engager en 2021

Ces actions, qui seront à programmer en 2021, sont déclinées en annexe de la présente convention.

Chacune d'elles se présente sous la forme d'une fiche-action qui comporte au moins les rubriques suivantes :

- l'axe prioritaire du contrat
- la désignation/l'objet de l'action
- sa localisation
- son descriptif sommaire
- le maître d'ouvrage
- le budget de l'action
- la part mobilisée par le maître d'ouvrage (minimum 20% ou 30% selon les cas)
- la part attendue par l'Etat (*crédits du plan de relance, dotation, crédit de droit commun crédits spécifiques,...*)
- les parts des autres contributeurs : signataires-partenaires du contrat de relance et de transition écologique, autres cofinanceurs : (*contrat avec une collectivité, appel à projet, apports non financiers,...*)
- le calendrier de réalisation
- les indicateurs de suivi et d'évaluation.

Ainsi que toute autre indication utile aux cofinanceurs.

ARTICLE 3 : Financement des actions concrètes opérationnelles annuelles

Le financement de chacune des actions programmées en 2021 est réalisé sur la base des décisions fixant la contribution apportée, selon les modalités définies par chacun des dispositifs mobilisés.

Pour les dossiers qui n'auraient pas été complétés au jour de la signature de la présente annexe ou dont l'instruction ne serait pas close, le montant de la subvention sera susceptible d'être révisé ou recalculé en fonction de la dépense éligible.

Ainsi, concernant les dotations de l'Etat, la présente convention ne dispense pas le porteur de projet de déposer une demande de subvention auprès de la préfecture, qui sera instruite selon les règles les régissant. L'engagement financier de l'Etat au titre de la présente convention est donc sous réserve que les dossiers déposés de demande de subvention soient conformes et éligibles. Pour chaque opération retenue, un arrêté attributif de subvention sera édité.

L'engagement financier de l'État pourra être annulé si le dossier de demande de subvention demeure incomplet à la date du 30/09/2021.

Au titre de l'année budgétaire 2021, sur la base des actions programmées listées à l'annexe de la présente convention, les subventions à solliciter s'élèvent ainsi, à (voir annexes)

ARTICLE 5 : Durée

La présente convention est signée pour l'année 2021 correspondant à l'année budgétaire.

Les actions inscrites devront être portées dans l'année, les autorisations d'engagement de l'Etat devant être notifiées avant le 31 décembre 2021.

ARTICLE 6 : Suivi

Le comité de pilotage du contrat de relance et de transition écologique assure le suivi de la réalisation des actions et des orientations des signataires, de la présente convention, et des partenaires du contrat de relance et de transition écologique.

Fait à Miribel, le

Madame la Présidente de la CCMP,
Caroline Terrier

Madame la Préfète de l'Ain,
Catherine Sarlandie de la Robertie

